

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

QUELS DROITS À UN ENVIRONNEMENT SAIN ?  
LE PROBLÈME DE LA JUSTICE INTER-GÉNÉRATIONNELLE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN PHILOSOPHIE

PAR  
CHARLES DESBIENS-LAMARRE

MARS 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## AVANT-PROPOS

Le monde change tous les jours. Nous avons aujourd'hui des droits. Avant les révolutions politiques des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles, seuls les nobles en avaient vraiment. Demain, les animaux en auront aussi, et juste avant, les générations futures. Il y a douze mille ans, l'humain changeait son mode de vie nomade et devenait sédentaire. Au lieu de se déplacer d'un endroit à l'autre en épuisant les territoires, il met son savoir en application. Il va faire pousser des plantes et élever des animaux. Grand gain de productivité. Libération du temps, division des tâches, naissance des grandes villes, de l'écriture, de la culture, etc. Aujourd'hui, l'humain ratisse large. Il produit plus que jamais et consomme à un rythme qui ne pourra durer. Les déchets s'accumulent tandis que les territoires s'épuisent plus profondément qu'au temps des chasseurs-cueilleurs. L'humain agit encore un peu comme un nomade. Mais il n'y a plus de territoires vierges. Il n'y a plus d'Amérique à découvrir. Il faudrait une autre planète. Une seule? Selon l'indice d'empreinte écologique, il en faudrait une et quart. L'humain prend à la Terre plus que la Terre est capable de donner. Il détruit les moyens de sa propre subsistance. Il détruit le seul habitat qu'il a. C'est «l'Écolocauste» : de *éco* (lo)<sup>1</sup> (oikos, maison, habitat) et *causte* (kaustikós, brûlant) littéralement *brûler son habitat*. Conséquence? Les générations futures se contenteront des restes. Sauf si l'humain décide de modifier sa façon de vivre. Mais pourquoi le faire? Pour lui? Pour ses descendants? Qu'a-t-il à gagner? A-t-il une obligation? Les générations futures peuvent-elles avoir des droits à un environnement sain?

### Remerciements

Merci d'abord à mes parents. Je ne saurai jamais compter jusqu'à combien je leur dois.

Merci aussi à Loulou qui m'a appris à compter et à écrire et qui ne pourra lire ceci.

Merci aux membres de mon jury, particulièrement à ma directrice Dominique Leydet, pour sa légendaire rigueur et son incroyable patience.

---

<sup>1</sup> L'emploi de *écolo* a été préféré à *éco* afin de distinguer l'écologie de l'économique, car dans l'usage commun on utilise le terme *écolo* pour désigner ce qui se réfère à l'écologie, et *éco* pour ce qui est économique.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS .....	ii
TABLE DES MATIÈRES .....	iii
RÉSUMÉ .....	iv
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
LA DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE : ÉLÉMENTS INTRODUCTIFS .....	5
1.1 L'état de la situation environnementale .....	5
1.2 Les nuisances envers les générations futures .....	7
1.2.1 L'environnement comme condition .....	8
1.2.2 L'atteinte aux intérêts fondamentaux .....	8
1.2.3 Survivre sans les écosystèmes .....	10
1.2.4 La biodiversité comme condition .....	11
1.2.5 Le principe de nuisance .....	13
1.3 La solution soutenable .....	16
1.3.1 Un cadre de référence consensuel .....	16
1.3.2 L'empreinte écologique neutre .....	18
1.3.3 Les solutions disponibles .....	19
1.3.4 L'utilisation collective des ressources .....	21

## CHAPITRE II

LE PROBLÈME DE MOTIVATION .....	23
2.1 Les motifs .....	23
2.1.1 Motifs moraux, quasi-moraux et non-moraux .....	25
2.1.2 Les motifs indirects .....	28
2.1.3 Le gain de l'efficacité collectiviste .....	30
2.2 Le problème d'action collective .....	32
2.3 La loi comme outil .....	33
2.3.1 Le cas de la cigarette .....	36
2.3.2 Le principe du pollueur-payeur : le cas du transport .....	39
2.4 Représenter les générations futures .....	41
2.4.1 La représentation politique .....	42
2.4.2 La représentation juridique .....	50
2.4.3 Le langage des droits .....	54

## CHAPITRE III

DES DROITS POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES .....	58
3.1 Nature et fonction des droits.....	58
3.1.1 L'approche par les intérêts .....	59
3.1.2 L'approche par la volonté .....	60
3.1.3 Les problèmes relatifs aux deux approches .....	60
3.1.4 Approche par les intérêts «améliorée» .....	62
3.2 Les problèmes de non-existence.....	67
3.2.1 La non-existence des sujets de droit .....	67
3.2.2 La non-existence des nuisances .....	72
3.2.3 La non-existence des nuisances <i>pour</i> les sujets de droit .....	78
CONCLUSION .....	86
BIBLIOGRAPHIE .....	91

## RÉSUMÉ

Le but de ce mémoire est de démontrer que la dégradation environnementale causera des nuisances aux générations futures en affectant leur capacité à satisfaire leurs intérêts fondamentaux, et que nous devrions avoir l'obligation légale d'y mettre fin. La prémisse de départ est que nous ne pouvons faire cesser la cause de ces nuisances qu'en adoptant une série de solutions s'inscrivant dans un modèle économique soutenable. Or nous croyons que ces solutions ne seront pas implantées par la volonté populaire actuelle, car la génération d'aujourd'hui n'aura pas la motivation de les adopter. De plus, trop peu de personnes modifieront leur mode de vie de manière volontaire et individuelle, car l'intérêt d'adopter la soutenabilité ne devient évident que si tout le monde l'adopte. Il y a donc un problème de motivation doublé d'un problème d'action collective. Nous croyons que pour régler ces problèmes, nous devons utiliser des mesures contraignantes. Il faut donc utiliser le pouvoir de contrainte de l'État. Cependant, les politiques de la plupart des États sont implantées selon le principe majoritaire. Nous devons donc défendre les intérêts des générations futures au sein des démocraties, mais très peu de mécanismes sont en place pour permettre une telle défense. Il est cependant possible de proposer des modèles de représentation politique des générations futures, mais aucun n'a la capacité de contourner le principe majoritaire. C'est pourquoi nous proposons de représenter juridiquement les générations futures, puisque ce type de représentation, par l'importance qu'il donne au langage des droits, mais aussi parce qu'il est un peu moins soumis aux dictats de la majorité, apparaît comme le mécanisme le plus important dans la lutte contre la «*tyrannie du présent*». Par contre, la représentation juridique des générations futures dépend de la reconnaissance de droits fondamentaux à ces dernières. Il faudrait donc réussir à démontrer que ces personnes peuvent être reconnues comme sujet de droit, malgré le fait qu'elles n'existent pas, que les conséquences des nuisances n'ont pas lieu aujourd'hui, et qu'il est impossible de prouver que ces nuisances empiront leur sort. Pour régler ces problèmes, nous utiliserons le concept de droits conditionnels, de risques déraisonnables et de nuisances objectives. La conclusion est que les générations futures existeront, qu'elles auront des droits, et que nous pouvons aujourd'hui défendre ces droits conditionnels à leur future existence en vertu du fait que nous leur faisons courir des risques déraisonnables de subir des nuisances objectives.

Mots-clés : Générations futures, droits, justice inter-générationnelle, environnement, intérêts fondamentaux, Écolocauste, tyrannie du présent.



## INTRODUCTION

La génération actuelle dégrade tellement l'environnement qu'il ne sera pas possible pour les générations futures d'en profiter autant qu'elle. Nous appréhendons même de sérieuses dégradations des conditions de vie pour ces dernières. En effet, nous sommes à l'aube d'une catastrophe sur plusieurs fronts. Les ressources naturelles se tarissent tandis que la consommation moyenne globale s'accroît, que la population mondiale grandit, que les pollutions de toutes sortes s'accumulent et que la biodiversité baisse. Finalement, nous faisons face au plus grand problème humain jamais appréhendé: les changements climatiques causés par l'activité humaine. Les générations futures, c'est-à-dire les humains qui vivront lorsque nous serons morts, seront les principales victimes de ces dégradations. C'est ainsi, car un environnement sain est essentiel pour satisfaire la plupart de leurs intérêts fondamentaux. Nous sommes donc aux prises avec un problème de justice.

Nous connaissons les possibles conséquences et les probables causes de ce problème et pourtant, nous ne mettons pas adéquatement en place les solutions qui s'imposent. Pourquoi? Principalement par manque de motivation, car ces solutions impliquent des changements dont les bénéfices ne sont pas évidents. En effet, les bénéficiaires principaux de ces modifications étant les générations futures, il semble que nous n'avons pas assez à gagner, en tant qu'individus, à modifier nos habitudes de vie pour enrayer ce problème. D'importants sacrifices seraient en effet à faire, notamment concernant le niveau de confort individuel. Pourtant, il y a bel et bien des gens qui adoptent aujourd'hui des modes de vie plus respectueux de l'environnement de demain. Il doit donc y avoir un certain gain personnel à faire ce choix. Que ce soit pour leur propre santé, pour la beauté de la nature, au nom de croyances spirituelles, par solidarité ou alors par souci d'efficacité et d'économie, des gens vivent aujourd'hui de manière « éco-responsable ». Cependant, ces gens sont loin d'être assez nombreux pour que l'environnement cesse de se dégrader. S'il est possible d'y gagner des bénéfices personnels, dans la plupart des cas, l'importance des sacrifices dépasse le

niveau de bénéfices. Un autre problème est que le mode d'accès à ces bénéfices (un modèle économique soutenable où les ressources autrement gaspillées seront mieux utilisées et mieux réparties) est quasiment impossible à implanter de manière progressive ou marginale. La seule manière d'y parvenir serait qu'il y ait un changement généralisé de mode de vie. Or ce changement pourrait être implanté à l'aide d'une multitude de solutions socio-économiques visant à limiter le gaspillage inhérent au système actuel. Cependant, ces solutions doivent être mises sur pied globalement et rapidement afin d'offrir leur plein potentiel. Il faudrait donc convaincre la majorité de la population actuelle d'adopter ces fameux comportements « écoresponsables ». C'est le problème d'action collective.

Pour régler à la fois le problème de motivation et celui d'action collective, l'outil tout désigné est la loi. Il faut donc faire appel à l'État afin de mettre sur pied des mesures contraignantes. Ce type de mesures doit être implanté puisque la génération actuelle ne semble ni motivée à adopter un nouveau régime pour cesser de nuire aux générations futures, ni en mesure d'agir de son plein gré. Ainsi, pour convaincre ou forcer la génération actuelle à accepter les sacrifices qu'implique l'adoption d'un mode de vie soutenable, nous proposerons qu'il est essentiel d'agir au nom des générations futures. Or pour faire respecter les intérêts de ces dernières, la première étape semble être d'invoquer le concept de nuisance. C'est ainsi que nous proposons que la société a le devoir de protéger, par des mesures contraignantes sérieuses, quiconque risquant de subir des nuisances importantes. Nous utiliserons donc le principe de nuisance (Harm Principle) de John Stuart Mill pour justifier des mesures qui viseraient à modifier le mode de vie actuel.

Par contre, nous ne pouvons simplement évoquer le principe de nuisance pour établir des lois. Nous avons besoin d'un mécanisme d'implantation légitime. Cependant, nous savons que les membres de la génération actuelle ne sont pas motivés à adopter les solutions de manière individuelle et volontaire, et nous croyons qu'ils ne les adopteront pas davantage de manière démocratique. En effet, il serait surprenant que les représentants politiques d'aujourd'hui adoptent des mesures qui profiteraient aux citoyens du futur plutôt qu'à ceux détenant le pouvoir de les réélire. Nous croyons donc que la majorité actuelle, au sein des institutions démocratiques en vigueur à travers le monde, ne procèdera pas à l'implantation de ces mesures contraignantes. Nous nommerons ce problème la « Tyrannie du présent » et nous proposerons de le régler par des mécanismes qui permettent d'inclure significativement les



citoyens de l'avenir dans les décisions politiques.

Nous analyserons à cet effet deux types de représentation des générations futures: la représentation politique et la représentation juridique. Nous analyserons les différents modèles de représentation politique qui ont été proposés dans la littérature. Nous verrons qu'aucun de ces modèles ne permet d'inclure les intérêts des générations futures de manière concrète. Au mieux, les modèles offrent plus de délibération par l'imposition de véto suspensifs. Ces procédures ne servant qu'à faire entendre les intérêts des générations futures de manière non contraignante, elles ne sont pas assez musclées pour implanter des mesures par définition impopulaires au sein de la majorité.

Il nous faudrait donc un principe qui puisse contourner ce problème. Nous proposerons à cet effet de permettre la représentation juridique des générations futures. Nous soutiendrons que de faire appel au pouvoir judiciaire pourrait aider à pousser le pouvoir politique à faire respecter les intérêts des générations futures. Nous croyons qu'il est possible de parvenir à cet objectif en invoquant le fait que certaines actions de la génération actuelle nuisent aux intérêts fondamentaux des générations futures, et nous verrons que ces intérêts peuvent et doivent être protégés par des droits fondamentaux. La représentation juridique dépend donc de la reconnaissance de droits aux générations futures. Or la force des droits est qu'ils peuvent être utilisés comme des atouts imperméables aux préférences majoritaires. Nous tenterons donc de justifier l'établissement de lois par le langage des droits, car il semble que l'usage de cet outil est l'avenue la plus prometteuse pour contourner les « préférences » de la majorité. Nous croyons aussi que l'usage de ce langage peut aider à convaincre la génération actuelle d'agir de son plein gré.

Finalement, nous verrons sous quelles conditions nous pouvons reconnaître des droits aux générations futures. Nous verrons deux approches : celle par les intérêts et celle par la volonté. Nous verrons les lacunes des deux et adopterons comme théorie explicative une version bonifiée de l'approche par les intérêts. Cette approche comportera quatre critères : la nuisance aux intérêts fondamentaux; la force nécessaire; la viabilité morale et la viabilité politico-économique. Nous devons donc démontrer que les droits serviraient à empêcher que l'on nuise à des intérêts fondamentaux, que l'usage du langage des droits ne peut être remplacé par un outil moins fort, que les contraintes liées au respect des droits ne portent pas de préjudices sérieux aux « agents contraints » et qu'il est possible de faire appliquer ces

droits dans le contexte politique et économique. Après avoir démontré que les droits des générations futures peuvent satisfaire ces quatre critères, nous nous attaquerons à trois problèmes spécifiques à la non-contemporanéité des agents. Nous nommerons ces difficultés les « problèmes de la non-existence ». Ces trois problèmes sont: 1) la non-existence de sujets de droit; 2) La non-existence des nuisances; 3) La non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit. La non-existence de sujets de droit fait référence au fait que les membres des générations futures ne sont là ni pour être brimés, ni pour se défendre. Il n'y aurait donc pas existence de « partie lésée ». Pour régler ce problème, nous établirons que l'on considère aujourd'hui qu'il y aura des générations futures, qu'elles auront des droits et que nous pouvons aujourd'hui défendre ces droits conditionnels à leur future existence. Le deuxième problème, la non-existence des nuisances, désigne le fait que les nuisances envers les générations futures n'auront lieu que plus tard. Nous verrons que la génération actuelle fait courir des risques déraisonnables aux générations futures et que cela est suffisant pour rendre « actives légalement » les nuisances potentielles. Le dernier problème, la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit, fait référence au fait que la « dégradation » de la situation des futurs citoyens ne peut pas être considérée comme une « dégradation » puisqu'on ne peut considérer que des actions actuelles empirent le sort des générations futures. Il n'y aurait donc pas existence de préjudice chez la « partie défenderesse ». Pour régler ce problème, nous proposerons qu'il est possible de causer des nuisances objectives à des gens sans égard à leur identité, simplement du fait qu'ils sont des humains potentiels. En ayant réglé ces problèmes, nous pourrions parler de droits des générations futures et utiliser ces droits pour les représenter devant le pouvoir juridique.

Bref, nous défendrons l'idée qu'il est possible, et souhaitable, de défendre aujourd'hui les intérêts des générations futures en leur reconnaissant des droits. Ces droits pourraient alors servir de base légitime à une représentation juridique visant l'application de mesures contraignantes qui limiteraient la dégradation de l'environnement en implantant un modèle économique basé sur la soutenabilité.

## CHAPITRE I

### LA DÉGRADATION ENVIRONNEMENTALE: ÉLÉMENTS INTRODUCTIFS

Dans ce chapitre, nous dresserons un état de la situation environnementale pour bien cerner l'importance de la dégradation que nous engendrons aujourd'hui et ferons subir aux générations futures. Nous verrons que cette dégradation a déjà lieu et que la probabilité que l'environnement se dégrade encore plus est très élevée. Nous analyserons ensuite comment cette dégradation nuit aux générations futures. Nous verrons que les intérêts fondamentaux de ces dernières sont menacés. Finalement, nous proposerons une piste de solution à mettre de l'avant pour régler ce problème.

#### 1.1 L'état de la situation environnementale

On sait déjà que l'environnement est dégradé, qu'il se dégrade encore et que notre mode de vie actuel est en cause. Lors de la publication du rapport Brundtland en 1987, (Brundtland 1987) on annonçait que le mode de vie « à l'Occidentale » n'était pas possible à long terme, ni à son niveau de l'époque, ni en l'élargissant à toute la planète, et encore moins en considérant la hausse démographique. C'est avec ce rapport qu'est née l'expression *développement durable*, ou *soutenable*, qui désigne un modèle économique qui répond aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. L'idée était alors de développer ce modèle à travers le monde en faisant cesser certaines pratiques désastreuses qui malheureusement sont encore à l'oeuvre

aujourd'hui.

De nos jours, il existe un indicateur facilement compréhensible pour évaluer l'indice de *soutenabilité* de l'humanité: l'empreinte écologique. (Wackernagel et Rees 1999). Cet indicateur calcule l'impact de toutes les activités humaines sur l'ensemble des écosystèmes en mesurant la superficie de terre et de mer nécessaire à la consommation globale, ainsi qu'à l'absorption des déchets de cette activité. L'empreinte écologique a été développée par le WWF (World Wide Fund for Nature), le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), et le GFN (Global Footprint Network). La manière la plus percutante de présenter cet indicateur consiste en calculant le « nombre de planètes nécessaires pour soutenir durablement un niveau de consommation ». Ainsi, lorsque l'empreinte est inférieure ou égale à une planète, la pression que fait subir l'humanité sur les ressources planétaires ne pèse pas sur le sort des générations futures. La génération actuelle n'entame donc pas le « capital naturel » de la planète, mais ne fait que consommer « l'intérêt » produit par les écosystèmes. Pour notre propos, donc, cet indicateur est fort approprié.

En 2006, le WWF présentait le rapport « Planète vivante » (Hails 2006) qui stipulait qu'en 2003, le mode de vie moyen de l'humanité aurait eu besoin de 1.25 planète pour maintenir perpétuellement sa consommation à ce niveau. Évidemment, cet indice diffère d'un pays à l'autre. En Amérique du Nord, il atteignait 5,3 planètes, tandis qu'en Inde c'était 0,4. L'Union européenne se situait à 2,7 et la Chine à 0,9. L'Afrique était à 0,6 et l'Amérique latine à 1,1. Il est à noter que l'indice de l'empreinte écologique inclut évidemment la problématique des combustibles fossiles. Ainsi, le pourcentage attribué à ce type d'énergie atteint 60 % en Amérique du Nord et 48 % sur la Terre. Cela veut dire que sur les 5,3 planètes qu'il serait nécessaire de détenir pour soutenir durablement le mode de vie américain, trois seraient utilisées simplement pour produire et soutenir la consommation et la pollution des combustibles fossiles.

Sans égard à son caractère approximatif, la notion d'empreinte écologique parle d'elle-même et peut en sensibiliser plus d'un. Mais pour la sensibilité pure, il y a mieux: l'extinction des espèces animales. Sur 41 415 espèces d'animaux connues, 16 306 sont menacées d'extinction. La source principale de cette menace est la destruction de l'habitat naturel par la déforestation. En effet, chaque année on brûle ou coupe de 13 à 15 millions d'hectares de forêts à travers le monde. C'est un quart du territoire français qui disparaît



chaque année (Wilson 2007). Par contre, la sensibilité envers les animaux et le sentiment de culpabilité suscité par le fait de consommer au-delà de nos besoins essentiels n'éveillent pas aussi bien le sentiment d'urgence que les pronostics de catastrophes « naturelles ».

En effet, selon la théorie des changements climatiques, les habitants de la terre devraient s'attendre à un accroissement de catastrophes importantes dues à un bouleversement artificiel du climat. Ainsi, selon les climatologues du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, qui est l'organe principal de recherche en climatologie depuis 1988), le niveau de réchauffement est deux fois plus élevé depuis 1950 qu'au cours des 100 années précédentes. Cette date concorde évidemment avec l'adoption du mode de consommation de masse. De plus, la température devrait encore augmenter de 1.1 à 6.4 degrés au cours du siècle actuel (2009-2099) et les conséquences possibles de l'augmentation de la température globale comprennent, en plus de l'augmentation des catastrophes naturelles, la modification des climats locaux, la migration des espèces et des écosystèmes, le dérèglement des grands systèmes de courants marins, la fonte des glaces, la hausse des niveaux des océans, l'inondation de terres fertiles, la famine, l'apparition de réfugiés climatiques, etc. (Pachauri 2007).

À la lumière de ces quelques faits, nous pouvons au moins conclure que la situation environnementale ne s'améliore pas. L'environnement dans lequel nous vivons se dégrade et nous le savons. Nous pouvons affirmer que la dégradation environnementale est grave et que la probabilité que ces scénarios s'avèrent est élevée. De plus, nous pouvons dégager une cause commune à tous ces problèmes : le modèle économique actuel, ou plutôt son incapacité à gérer les ressources naturelles à long terme. Cette incapacité s'illustre par l'utilisation des ressources au-delà du seuil de la soutenabilité. Nous qualifierons cette « surutilisation » d'inefficace ou d'insoutenable. Il reste maintenant à voir en quoi cette incapacité met en jeu des aspects importants de l'existence des générations futures.

## 1.2 Les nuisances envers les générations futures

La dégradation environnementale crée un problème de justice, car la génération actuelle porte préjudice aux générations futures en nuisant à leurs intérêts fondamentaux.



Cette situation est injuste puisqu'une asymétrie des couts et des bénéfices est ainsi créée. En effet, ceux qui « paieront » en subissant l'essentiel des conséquences néfastes de cette dilapidation ne pourront profiter que d'une infime fraction des avantages tirés par les ressources ainsi exploitées. De plus, les nuisances ne sont pas justifiées par la satisfaction de besoins essentiels de la génération actuelle, mais causées plutôt par un mode de vie inefficace et insoutenable.

### 1.2.1 L'environnement comme condition

Pour protéger le droit à un environnement sain, nous n'avons qu'à défendre le droit aux bénéfices que cet environnement nous fournit. Nul besoin de défendre l'idée que nous avons droit à cet environnement en soi, ou encore que nous devrions avoir accès à un environnement qui comporterait au moins les mêmes éléments que ceux d'aujourd'hui. Or les bénéfices tirés de l'environnement sont évidemment énormes. L'environnement comble tous nos besoins essentiels : accès à de l'oxygène, de l'eau potable, des terres fertiles, des matériaux de construction, un climat assez tempéré pour qu'on puisse y vivre décemment, etc. Ainsi, en dégradant trop l'environnement, la conséquence sera que les « services essentiels » qu'il fournit ne pourront plus être « livrés » adéquatement. Il faut donc que l'environnement ne se dégrade pas trop pour qu'il demeure « productif ». Or, sa productivité dépend principalement de sa diversité biologique. En effet, nous savons (Wood 2004) que le bon fonctionnement des écosystèmes est la source de l'équilibre physico-chimique de la terre et que le maintien d'une diversité biologique est crucial pour maintenir ce bon fonctionnement. Ainsi, pour s'assurer que l'environnement continue de nous fournir des « services essentiels », il faut sauvegarder la biodiversité. Nos intérêts fondamentaux (et ceux des générations futures) dépendent donc par définition de ces services essentiels.

### 1.2.2 L'atteinte aux intérêts fondamentaux

Lorsque nous définissons les intérêts fondamentaux des humains, nous désignons

certains besoins essentiels de base dont l'humanité doit jouir pour mener une vie décente. James Nickel, dans *Making sense of human rights* définit les intérêts fondamentaux ainsi :

Let us say that something is a fundamental interest of a person if it is necessary to that person's ongoing existence or ability to develop and express central features of human personality. Fundamental interests will be general in the sense that all people will have them, and they will be strong in the sense that they will generally outweigh other interests. Their strength comes from their foundational character. As conditions of having a life as a person, they will generally prevail over interests within a person's life. Examples of fundamental interests include, for example, security against deadly violence, some degree of freedom of action, and the material necessities of life (food, shelter, and so forth). (Nickel 1987, p. 84)

Ainsi, si la dégradation environnementale porte atteinte aux intérêts fondamentaux comme la santé, la sécurité, la nutrition, l'habitat, etc., nous pouvons dire que cela porte atteinte aux humains en les empêchant de vivre une vie décente. Simon Caney montre dans « Cosmopolitan justice, rights and global climate change » (Caney 2006) que certains intérêts fondamentaux comme la sécurité économique, l'accès aux moyens de subsistance et la protection contre certaines maladies graves sont mis en échec par le réchauffement climatique :

Storm surges destroy the local infrastructure, crops, housing and businesses which are near to sea. As such, we may say that raised sea levels, increased storm surges and saline intrusion jeopardize persons' interests in economic security (where this refers to the ability of persons to support themselves). A second predicted outcome of global climate change is decreased water availability in many parts of the world. [...] This decrease in water availability will result in desertification and crop failure. As such, it also jeopardizes people's interests in supporting themselves and indeed will threaten their interests in having access to enough food to eat (their interest in subsistence). [...] Global change will lead to increased temperatures and these result in an increase in the number of people exposed to malaria, dengue and cholera [...] [and] deaths from 'heat stress'. [...] Climate change thus threatens the fundamental interest that all people have in avoiding involuntary threats to their health and it is worth underscoring the fact that the interests being invoked [...] are fundamental interests which persons of different conceptions of the good would all prize. [...] interests in economic security, access to food, not being threatened by malaria, cholera or dengue –are vital ones, the satisfaction of which is normally required for a decent living» (Caney 2006, p.260-262)

À l'instar de Caney, nous pouvons affirmer qu'une nuisance évidente créée par le réchauffement climatique serait de nuire aux intérêts fondamentaux tels que décrits ci-haut. Retenons que l'essentiel est de noter que l'enjeu de la dégradation environnementale est

important, car nous nuisons potentiellement aux intérêts fondamentaux d'êtres humains, ce qui les empêche de vivre une vie décente.

### 1.2.3 Survivre sans les écosystèmes

Imaginons un instant qu'il soit possible que la technologie de demain offre à l'humanité assez d'oxygène, d'eau potable et de ressources alimentaires pour assurer sa survie sans avoir besoin de l'apport des écosystèmes. Or, si l'humanité ne pouvait sauvegarder son habitat écologique, les gens seraient tout de même privés de la jouissance d'une biodiversité riche. Subiraient-ils un préjudice pour autant? Ceux qui auraient laissé un tel monde en héritage leur auraient-ils nui ?

Une première réponse serait de dire que nous ne pouvons pas décider de ce qui est bien pour les générations futures : il n'y a qu'elles qui le peuvent. Respecter leur liberté et leur autonomie implique de ne pas choisir pour elles ce à quoi elles aspireront. Ainsi, nous ne pouvons aujourd'hui défendre leurs droits à certains éléments si on ne peut affirmer avec assurance qu'elles les voudront. Par contre, l'autre réponse serait de dire que nous ne pouvons pas choisir de la laisser s'éteindre puisque nous choisirions encore à leur place. Dans les deux cas, il semble que le respect de leur autonomie soit en jeu.

Toutefois, nous pouvons défendre l'idée que le choix « laisser s'éteindre la biodiversité » porte d'avantage atteinte à l'autonomie des générations futures puisque la diversité est objectivement supérieure à la non-diversité. En effet, entre une option qui inclut plusieurs options et une autre qui les limite, nous pouvons affirmer qu'il est objectivement défendable de prendre le parti du plus grand éventail de possibilités. La diversité comprend plusieurs choix, dont celui de ne pas profiter d'aucun de ces choix, tandis que la non-diversité exclut toute forme d'option. Par contre, choisir de sauvegarder la biodiversité telle qu'elle impliquerait l'utilisation de ressources qui auraient pu servir à d'autre fins. Ainsi, l'option « diversité » limite elle aussi les options. Nous ne développerons pas d'avantage cette idée, puisque nous devrions alors nous questionner sur les coûts de la sauvegarde d'options comparés aux bénéfices que la biodiversité fournit aux humains. Ce questionnement nous mènerait à des considérations hypothétiques complexes et trop éloignées de la question qui



nous préoccupe ici. Nous laisserons donc tomber cet argument et nous nous concentrerons sur le suivant : la biodiversité comme condition du respect des intérêts fondamentaux.

#### 1.2.4 La biodiversité comme condition

Une certitude que nous avons, c'est que nous ne connaissons pas aujourd'hui la fameuse technologie qui nous permettrait de faire fi des services essentiels que nous rend l'environnement. Par conséquent, il nous semble plus raisonnable d'adopter une stratégie de sauvegarde du système écologique actuel. C'est le seul que nous connaissons, même si notre savoir en la matière est limité. Or si les services fournis par l'environnement dépendent du bon fonctionnement des écosystèmes et que ces derniers dépendent de l'interaction de plusieurs diversités d'espèces, alors il est logique que leur conservation implique la sauvegarde de la biodiversité.

Paul M. Wood résume cette idée dans son article «Intergenerational Justice and Curtailments of the Discretionary Powers of Governments»: «Biodiversity is a *necessary precondition* for the long-term maintenance of the biological resources upon which humans depend. Biodiversity is the *source* of biological resource. » (Wood 2004, p. 416). Selon lui, pour sauvegarder des ressources pour plus tard, nous devons respecter l'intégrité des habitats naturels et faire en sorte que les espèces cessent de disparaître. Or s'il nous est impossible de garder intacts les écosystèmes, nous devons au moins les sauvegarder jusqu'à un certain seuil. Cependant, nous ne connaissons pas ce seuil. La stratégie la plus sécuritaire nous apparaît donc de viser la sauvegarde intégrale des écosystèmes, voire même la réhabilitation de certains. Or cette stratégie peut aisément trouver son application dans l'adoption d'un mode de vie soutenable. Un tel mode de vie assurerait la pérennité des écosystèmes à un niveau tel que les générations futures puissent en tirer les mêmes bénéfices que la génération actuelle. Nous pouvons donc affirmer que l'adoption de cette manière de vivre ferait en sorte de régler le problème du flou concernant le seuil de biodiversité à sauvegarder. En nous limitant à une empreinte écologique neutre, donc soutenable, nous ne nuisons pas aux intérêts fondamentaux des générations futures, et nous sauvegardons d'office suffisamment l'environnement. Nous n'avons donc pas à calculer le seuil biologique nécessaire, mais

« simplement » à limiter notre consommation de ressources.

Par ailleurs, il est à noter que les générations futures ne souffriront pas seules de la dégradation environnementale. En effet, certains effets néfastes existent déjà, et certaines personnes en subissent aujourd'hui les conséquences. Nous devrions donc défendre ces personnes prioritairement, car elles sont en danger aujourd'hui. Par contre, nous n'avons pas à choisir entre les deux. L'implantation d'un mode de vie soutenable peut inclure tant la protection des générations futures que des gens aujourd'hui à risque, à condition d'agir le plus tôt possible, et de prendre la défense des personnes aujourd'hui flouées.

Finalement, nous utiliserons une stratégie anthropocentrique, c'est-à-dire que nous défendrons l'environnement en vertu de ce qu'il fournit à l'Humanité plutôt que pour sa valeur intrinsèque. Nous croyons que cette orientation est plus apte à permettre l'utilisation de recours légaux. En effet, nous croyons qu'il est plus justifiable, dans le paradigme politique actuel, de défendre les intérêts des êtres humains plutôt que ceux des animaux et autres entités naturelles. Par contre, nous souhaitons souligner que la défense des intérêts des générations futures implique des solutions similaires à celles qui seraient mises de l'avant dans le cadre d'une stratégie de valorisation intrinsèque de la nature. Ainsi, selon l'hypothèse de la convergence de Bryan Norton (Norton 1986), les intérêts de l'humanité et du reste de la nature ne divergent qu'à courte échéance. Dans le long terme, (le long terme étant celui de quelques générations) les deux convergent.

Il nous semble donc que la stratégie « anthropocentriste » de sauvegarder l'environnement en fonction des intérêts des générations futures soit plus légitime et efficace à mettre de l'avant que la stratégie « écocentriste » de défendre la nature pour sa valeur intrinsèque. Notre stratégie qui inclut la défense des intérêts des humains d'aujourd'hui implique la défense d'un certain seuil de biodiversité : celui permettant la soutenabilité. Nous tiendrons donc pour acquis que la stratégie « anthropocentriste » est plus complète, légitime et facile à mettre sur pied que la stratégie « écocentriste ».

Dans cette section, nous avons vu que l'environnement était une condition essentielle à la satisfaction des intérêts fondamentaux des humains. Néanmoins, nous n'avons pas encore analysé pour quelles raisons nous avons l'obligation de maintenir ces conditions. Pour cela, nous utiliserons le *principe de nuisance* de John Stuart Mill.



### 1.2.5 Le principe de nuisance

La raison principale pour laquelle nous ne devons pas nuire aux générations futures est que nous devrions tout simplement ne pas nuire à quiconque. En effet, selon le principe de nuisance (Harm Principle), de John Stuart Mill, nous ne devons pas causer de nuisances à autrui : « La liberté de l'individu doit être contenue dans cette limite : il ne doit pas nuire aux autres. » (Mill 1990, p.45). Mill considère que la nuisance est le seul motif valable que la société détient pour contraindre ses sujets. Ainsi, en démontrant l'existence de nuisances, nous obtenons une raison d'user de coercition. Évidemment, Mill ne définit ni ce qu'il entend précisément par « nuisances », ni ce qu'il entend par « autrui ». Nous proposons donc que la dégradation environnementale puisse être considérée comme une nuisance, et que les générations futures puissent être considérées comme « autrui ». Néanmoins, Mill offre une certaine définition des raisons légitimes de contraindre les autres :

Ce principe veut que les hommes ne soient autorisés, individuellement ou collectivement, à entraver la liberté d'action de quiconque que pour assurer leur propre protection. (...) Contraindre quiconque pour son propre bien, physique ou moral, ne constitue pas une justification suffisante. (Mill 1990, p.74)

Ainsi, si nous pouvons démontrer que les générations futures doivent être protégées non pas pour améliorer leur bien physique ou moral, mais pour qu'ils puissent simplement assurer leur propre protection, alors la génération actuelle n'aurait pas la liberté de nuire aux générations futures en détruisant l'environnement. Dans une certaine mesure, nous pouvons dire que l'environnement est la condition essentielle à la protection des générations futures, car la sauvegarde de ce dernier est nécessaire à la satisfaction des intérêts fondamentaux des générations futures. Or nous avons déjà vu que les intérêts fondamentaux incluaient la santé, la sécurité, la nutrition, et l'habitat, et on peut affirmer que ces éléments sont tous des moyens de subsistance. Nous pouvons aussi déduire qu'assurer sa propre protection inclut d'assurer sa subsistance, et que par conséquent, priver quiconque de ces moyens équivaut à lui nuire.

Par contre, il faut s'assurer que les contraintes déduites du principe de nuisance n'impliquent que cette sauvegarde, et pas davantage.

Ainsi, nous ne pourrions justifier l'établissement de mesures contraignantes simplement du fait que certains dommages seront portés aux générations futures. Effectivement, plusieurs activités humaines laissent des traces qui auront des effets plus ou moins néfastes sur les générations futures, que nous pourrions qualifier de dommages. Or cessons-nous par conséquent toute activité de peur de causer ces dommages plus tard ? Aucunement. Nos activités normales ont des répercussions normales, et cela est correct dans la mesure où nous avons aussi droit de vivre une vie décente, et que les répercussions ne seront vraisemblablement pas catastrophiques pour les humains de demain.

Pour illustrer cet état de fait, nous pouvons prendre l'exemple du développement des territoires servant à assurer un minimum de confort matériel. Tout changement peut causer des dommages, mais pas nécessairement des nuisances. Ce n'est pas le développement en soi qui pose problème, mais la manière de le faire, l'usage qu'on en fait, et le niveau de dommages hérités par les générations futures. Certains dommages sont justifiés du fait qu'ils ne modifient pas complètement un équilibre écologique et qu'ils sont des « maux nécessaires » pour répondre aux intérêts fondamentaux de la génération actuelle.

Or, nous pouvons certainement dresser une limite entre un niveau de développement qui répond aux besoins fondamentaux de la génération actuelle (assurant ainsi leur protection) et un niveau de ponction des ressources naturelles superflue (qui ne fait qu'accroître un niveau de confort déjà élevé). Cette question est certainement fort complexe, et nous ne tenterons pas d'y répondre complètement. Nous proposons plutôt un autre indice pour y répondre, celui du développement durable, exprimé par l'empreinte écologique neutre.

Nous noterons simplement ici que le paradigme consumériste actuel fait en sorte que c'est essentiellement le gaspillage de ressources qui nuit aux intérêts fondamentaux des générations futures. Non seulement ces dernières subiront des nuisances, car leurs intérêts fondamentaux seront menacés, mais il appert que la génération actuelle ne fait pas subir l'essentiel de ces nuisances dans l'objectif de répondre à ses propres intérêts fondamentaux. En effet, nous pourrions proposer que la génération actuelle ne profite pas vraiment de cette dilapidation, puisque beaucoup de ressources sont gaspillées sans même qu'elles puissent répondre à quelque besoin que ce soit. Nous consommons aujourd'hui les ressources

naturelles au-delà de la capacité de la Terre à assurer perpétuellement un tel niveau de ponction, et cette consommation comprend une grande partie de ressources inutilisées. Nous suggérerons donc qu'en réduisant la portion « gaspillée » des ressources consommées, la génération actuelle pourrait cesser de nuire aux générations futures sans avoir à faire autant de sacrifices que ceux qu'elle imposerait aux générations futures en continuant de gaspiller cette portion. Ainsi, une bonne partie des ressources utilisées pourraient être économisées en n'abaissant pas significativement le niveau de confort de la génération actuelle, puisque les ressources ainsi sauvegardées ne sont pas utilisées. Pour illustrer ce fait, prenons l'exemple de la production alimentaire. Une étude de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) démontrait en 2007 « (...) qu'en Amérique du Nord, 40 à 50% de la nourriture produite, transformée et distribuée, est gaspillée avant de parvenir à notre bouche ». (Waridel 2011, p. 48) Si nous ajoutons le fait que la plupart des déchets organiques ne sont pas valorisés en les compostant et en captant les biogaz qui s'en échappent et que « (...) leur décomposition produit d'importantes quantités de méthane, un gaz à effet de serre considéré comme 21 fois plus dommageable que le dioxyde de carbone » (Waridel 2011, p.18), nous sommes devant un problème de gaspillage de ressources qui produit des nuisances environnementales. Il va de soi qu'un aussi grand gaspillage est le fait d'un système dont nous tirons au moins la facilité d'accès, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'un système plus efficace ne pourrait pas nous fournir la même quantité de nourriture. Si nous étions simplement capables de mettre sur pied des solutions qui mettraient fin au gaspillage de ressources, nous pourrions cesser de nuire aux générations futures sans même baisser notre utilisation véritable. Nous pouvons donc dire que les générations futures verront leurs intérêts fondamentaux menacés par la dégradation environnementale, que cette dégradation est causée par la génération actuelle sans motif suffisant, et que selon le principe de nuisance de Mill, nous pouvons contraindre certains s'ils empêchent les autres d'assurer leur propre protection. Or nous avons proposé que les moyens de subsistance pouvaient être considérés comme des moyens de protection. Voyons maintenant comment nous croyons être capables d'assurer ces moyens aux générations futures, en proposant comme solution le modèle économique soutenable, qui vise à ne consommer que ce qui est produit par la Terre afin d'assurer le maintien de vies décentes pour les citoyens du futur.

### 1.3 La solution soutenable

La liste des solutions que nous présentons ici est loin d'être exhaustive. Par contre, ces solutions forment un ensemble cohérent impliquant la mise en place d'un modèle soutenable de consommation des ressources terrestres. Ce modèle suppose une certaine justice puisqu'il limite le niveau de ressources auquel chaque génération a droit en fonction de la capacité de la planète à fournir un tel niveau perpétuellement. Par contre, il faut une stratégie d'implantation. Pour cela, il faut modifier considérablement nos comportements.

#### 1.3.1 Un cadre de référence consensuel

Il n'est pas évident de savoir exactement ce que nous devons modifier afin de ne pas nuire aux générations futures. Néanmoins, nous sommes conscients que les changements devront s'opérer partout sur la planète et à tous les niveaux économiques. À cet effet, certaines propositions sont mises de l'avant depuis quelque temps par des gens crédibles. Comme en 1992, où 1600 scientifiques ont écrit une mise en garde à l'humanité. Ce texte inclut une série de solutions à mettre de l'avant simultanément. Le groupe de scientifiques comportait la majorité des lauréats de prix de Nobel de l'époque. Les cosignataires affirmaient que nous devons remplir 5 objectifs :

- a) Nous devons restaurer et protéger l'intégrité des systèmes terrestres dont notre existence dépend, en contrôlant le niveau de dommages causés par l'activité humaine. Cela inclut, par exemple, de remplacer le mode énergétique actuel, basé en grande partie sur les combustibles fossiles, par un mode qui utilise des sources d'énergie durables et simples qui puissent être implantées dans les pays moins développés. Nous devons aussi cesser la déforestation, la destruction des terres fertiles et l'extinction des espèces animales et végétales.
- b) Nous devons gérer plus efficacement les ressources nécessaires au bien-être humain. Nous devons prioriser l'usage efficace de l'énergie, l'eau et autres ressources vitales. Nous devons par exemple développer la conservation et le recyclage.
- c) Nous devons stabiliser la population en améliorant les conditions socio-économiques afin de réaliser cet objectif sans utiliser la coercition.
- d) Nous devons réduire et éventuellement éliminer la pauvreté.



e) Nous devons universaliser l'égalité des sexes et garantir aux femmes le contrôle sur les décisions relatives à la procréation.»

(VanDeVeer 2003, p. xxvii-xxx, traduction libre)

Ces objectifs sont louables tant pour les générations futures que pour la génération actuelle. Ils impliquent des changements drastiques au modèle économique en place sur toute la planète. Pour y parvenir, il faut donc des solutions rigoureuses et globales. Les trois dernières propositions concernent particulièrement les populations défavorisées de la Terre. C'est un point central dans la problématique environnementale, car les véritables victimes de la dégradation de l'environnement sont et seront les personnes les plus défavorisées. Si rien n'est fait pour protéger l'environnement, l'espèce humaine ne va sûrement pas s'éteindre. Ce qui risque plutôt d'arriver c'est qu'elle sera décimée de ses éléments les moins favorisés, c'est-à-dire ceux qui n'auront pas accès à des moyens adéquats de subsistance. Or nous ne voulons pas seulement la survie de l'humanité en soi, mais que l'ensemble de l'humanité survive. Ainsi, même s'il y a une limite démographique à ce que la Terre peut soutenir, nous voulons néanmoins respecter le droit de chacun à avoir des enfants. Nous devons donc réussir à implanter un système de limitation des naissances qui ne soit pas coercitif. C'est la troisième proposition ci-haut. Les moyens d'y parvenir sont décrits par les deux autres propositions : « éliminer la pauvreté », et « garantir aux femmes le contrôle sur les décisions relatives à la procréation ». Ces propositions sont importantes, car la situation des personnes défavorisées provoque par ricochet l'aggravation des conditions environnementales. Les personnes en situation d'extrême pauvreté n'ont pas toujours accès à des moyens soutenables de subvenir à leurs besoins. Plusieurs doivent donc détruire leur environnement immédiat simplement pour survivre : ils coupent les forêts, appauvrissent les sols, vident les lacs de leurs ressources, etc. De plus, le fait que plusieurs familles doivent faire travailler leurs enfants est un facteur aggravant de la dégradation de l'environnement. L'enfant représente souvent une source de revenu, ce qui motive les familles à en concevoir davantage et fait augmenter la population dans les régions les plus pauvres. Une manière de remédier à ce problème serait de faire cesser le syndrome de *l'enfant-outil* et d'implanter plutôt *L'enfant fardeau*. Cette dernière expression désigne le fait que dans les pays les plus développés, les enfants n'ont pas le droit de travailler. Ils représentent donc un fardeau jusqu'à l'âge légal où



ils peuvent quitter l'école. De plus, dans beaucoup de pays, les moyens de contraception ne sont pas disponibles, ou alors les femmes n'ont pas le contrôle sur les décisions concernant la procréation. Dans ces pays, ou dans certaines familles à travers le monde, la population s'accroît sans que l'enfant soit nécessairement un *enfant outil*, et surtout sans nécessairement que les femmes y consentent. Libérer ces femmes et ces familles demeure donc la première solution aux problèmes démographiques. Éliminer la pauvreté est aussi une des voies obligatoires du modèle économique soutenable. Pour être réalisées, ces solutions doivent par contre être accompagnées par une refonte en profondeur du modèle économique.

### 1.3.2 L'empreinte écologique neutre

La manière de repenser le modèle économique et ainsi atteindre les objectifs proposés ci-haut serait de limiter l'accès aux ressources pour certains en contrant le gaspillage, et de donner aux plus démunis des moyens soutenables de subsistance. L'objectif est d'atteindre une empreinte écologique globale neutre (de 1) où on utiliserait seulement « l'intérêt » produit par la terre plutôt que le capital de cette dernière. Une empreinte écologique neutre n'implique pas que tous aient cette empreinte. Certaines régions du monde nécessitent plus de ressources pour survivre que d'autres, et ce, sans que les ressources n'assurent nécessairement un niveau de vie plus élevé. Les principes de la soutenabilité impliquent l'adoption d'un modèle économique souple, mais juste. Par contre, il faut rappeler que la solution est d'adopter un modèle économique globalement soutenable, et non pas localement soutenable. Si certains pays plus riches, comme le Canada et les États-Unis, peuvent se permettre de gaspiller leurs ressources, car le niveau disponible permet d'en consommer beaucoup, dans la majorité des pays cela n'est pas possible. Peut-être que dans ces pays il faut aux citoyens plus de ressources qu'ailleurs (notamment à cause du climat), mais cela n'implique pas qu'on puisse gaspiller seulement parce que la région produit davantage. Nous ne disserterons pas plus sur cette question puisqu'elle implique de traiter de la souveraineté territoriale. Nous soulignerons seulement que le gaspillage de ressources est injuste et que l'environnement ne connaît pas de frontières.

Par ailleurs, même dans des pays riches comme le Canada et les États-Unis, on voit

déjà certaines ressources se tarir. On n'a qu'à donner l'exemple des stocks de morue de la côte est de l'Amérique du Nord, ou alors l'état actuel de la forêt boréale au Québec. Même dans les régions riches, le problème existe. La solution doit donc être globale. Si nous ne sommes pas encore rendus à mettre efficacement sur pied des solutions internationales, ce n'est pas parce qu'il n'existe pas de mesures que nous pourrions prendre maintenant afin de contrer le problème. Au contraire, certaines de ces mesures existent déjà, et d'autres sont déjà à l'état de projet. Nous pouvons parler en terme de solutions disponibles.

### 1.3.3 Les solutions disponibles

Les solutions disponibles incluent celles qui peuvent être adoptées volontairement par les citoyens et celles qui doivent nécessairement faire l'objet d'une implantation par l'État. Les citoyens peuvent adopter un comportement « éco-responsable » et décider, par exemple, d'opter pour l'économie d'énergie au détriment du gaspillage de cette dernière. Tous les petits gestes comptent, surtout lorsqu'ils sont adoptés par la multitude. Par exemple, économiser l'énergie implique l'adoption d'attitudes simples comme de baisser le chauffage lorsqu'on quitte la maison, réduire la vitesse de son véhicule sur l'autoroute, décider d'acheter des appareils électroménagers qui consomment moins, acheter seulement des produits locaux et biologiques, réutiliser les contenants au lieu de les jeter ou de les recycler, composter leurs résidus organiques, etc. Les gens peuvent aussi opter pour des décisions plus exigeantes, comme celle d'installer un toit vert ou une pompe thermique chez eux, d'utiliser d'avantage leur vélo pour leurs déplacements quotidiens, opter pour le transport en commun<sup>1</sup>, etc. Toutes ces attitudes, et bien d'autres, font partie de la panoplie de solutions à adopter.

Néanmoins, ces solutions restent pour la plupart facultatives et peu populaires dans l'ensemble. De plus, leur adoption implique la modification des habitudes de vie et n'est pas

---

<sup>1</sup>Notons ici que nous n'incluons pas l'achat d'une voiture électrique, car cela nous semble être une solution incomplète. En effet, fournir l'énergie électrique nécessaire pour alimenter l'équivalent du parc automobile actuel (sans parler de la croissance de la demande) ferait augmenter considérablement la production d'électricité. Or, à part dans des zones d'exception comme le Québec, où l'énergie hydroélectrique est dominante, beaucoup de pays produisent leur courant grâce aux filières thermiques. Ainsi, les voitures électriques ne peuvent pas être considérées comme des véhicules à « émission zéro ». C'est pourquoi on utilise maintenant l'indice gramme de carbone par kilomètre (grC / km), qui mesure les émissions de gaz à effet de serre d'une voiture dans une zone donnée. Par ailleurs, il est important de noter que l'hydroélectricité est aussi une filière qui crée des dégradations environnementales comme l'inondation de terres, la pollution au mercure, la domestication des rivières, etc.

toujours facilitée de manière efficace par des mesures étatiques. Pour pousser les citoyens à adopter des solutions, l'État pourrait par exemple mettre sur pied le compostage central. Une telle initiative permet de composter de tous les résidus de table, y compris les produits carnés. Le résultat est que l'on réduit l'enfouissement, le dégagement de méthane dans l'atmosphère et on produit un peu de terre noire. Une autre mesure que l'État pourrait mettre sur pied serait celle de la consigne totale. Ainsi, tout ce qui serait mis sur le marché aurait une valeur de « revente ». Il n'y aurait quasiment plus de déchets. Une première étape à l'exécution d'une telle tâche pourrait être d'imposer une consigne sur les bouteilles d'eau. Une autre application du principe de la consigne totale est la *responsabilité élargie du producteur*. Selon ce principe, le producteur d'un bien est responsable de sa mise au rencart. Ce principe est une tentative « d'internaliser les externalités », c'est-à-dire d'inclure dans le prix d'achat d'un produit tous les coûts environnementaux reliés à l'existence de ce bien. Ainsi, le producteur fait payer au consommateur une consigne que ce dernier recevra une fois que le produit a fini sa « première vie utile ». Le producteur étant alors responsable du recyclage de ses produits, il est logique qu'il veuille concevoir des objets réparables, comportant moins de composants toxiques, et facilement valorisables lorsqu'ils seront véritablement devenus désuets. Or l'implantation de telles mesures n'est pas dans la logique du marché. Le marché externalise les coûts qu'il est possible d'externaliser. C'est à l'État de contraindre les entreprises à « internaliser les externalités ».

Une autre mesure que seul l'État pourrait mettre sur pied serait le péage égal sur les routes. L'idée serait que chaque utilisateur paie un titre de transport, qu'il utilise sa voiture ou les transports en commun. Une autre mesure serait la gestion de l'offre des produits recyclables. L'État pourrait fixer le prix des matières premières comme on le fait au Québec pour les produits laitiers, ou imposer une surtaxe sur les produits à faible efficacité énergétique comme les aliments importés par avion ou même la viande<sup>2</sup>.

Les solutions que l'État doit mettre sur pied sont plus importantes et plus significatives. Elles incluent aussi le développement de structures comme les filières de production d'électricité solaire et éolienne, la densification des espaces urbains par des mesures comme l'accès à la propriété au cœur des villes, la « priorisation » des transports

<sup>2</sup>La consommation de viande ne peut se généraliser et se perpétuer sans qu'il y ait de graves conséquences pour l'humanité future. Actuellement, l'ensemble des habitants de la terre est loin d'avoir adopté la viande comme source principale de protéine et pourtant, selon une étude du Worldwatch Institute, la production animale est responsable de 51% des émissions de gaz à effet de serre (Goodland 2009, p.11).



actifs par des mesures d'apaisement de la circulation ou la construction de voies cyclables. D'autres solutions existent et peuvent être encore imaginées. Le fait qu'on ait besoin d'éliminer la pauvreté mondiale et d'implanter des politiques non coercitives de contrôle démographique nous donne aussi un bref aperçu du besoin de législation internationale pour mettre sur pied les solutions. Par contre, l'important ici est simplement de noter que certaines solutions sont concevables, qu'elles impliquent de devoir modifier le système économique actuel, et que cela ne peut se faire sans l'État.

#### 1.3.4 L'utilisation collective des ressources

Il est aussi à noter que la modification du modèle économique implique d'améliorer l'efficacité globale, et qu'une manière d'y arriver pourrait être de mettre en commun l'utilisation de certaines ressources plus rares, ou dont la consommation est plus dommageable pour l'environnement. L'objectif serait à la fois de ne pas les gaspiller par une sous-utilisation, ainsi que de les redistribuer pour en augmenter l'accès global. Le covoiturage ou le transport en commun sont les exemples phares d'un tel type d'utilisation. L'efficacité est alors obtenue directement en économie d'essence, mais d'autres avantages sont aussi récoltés, comme la réduction d'émission de gaz à effet de serre, la baisse du trafic routier ainsi qu'une potentielle baisse des coûts suite à une économie d'échelle créée par l'augmentation de la demande. Nous pourrions aussi prendre l'exemple de la densification de l'espace urbain, qui présuppose un partage plus « serré » de l'espace et qui implique d'importantes économies de ressources, notamment en transport et en ressources domestiques. Ainsi, en vivant davantage en proximité les uns des autres, il est possible de mettre en commun une multitude de moyens d'accès à une vie confortable. Il s'effectue alors un élargissement de l'accès à certains biens ainsi qu'un gain global d'efficacité. En effet, dans la mesure où un plus grand nombre de personnes voient leurs « besoins » ou « désirs » satisfaits avec moins de ressources que par un accès privé et exclusif, nous pouvons affirmer que les ressources sont utilisées de manière plus efficace. La raison est simple : lorsque l'utilisation des ressources est limitée à un usage privé et exclusif, ces dernières sont plus souvent sous-utilisées et gaspillées, puisque leur excédent n'est pas nécessairement remis en

disponibilité pour les autres. Que ce soit un excédent de ressources matérielles d'usage courant comme la nourriture, les vêtements, les jouets, etc. ou un excédent de temps d'accès à des équipements fixes comme les jardins, piscines, cours, etc., l'existence d'un excédent non utilisé indique une forme de gaspillage, ou du moins une utilisation non optimale des ressources. Ainsi, nous pouvons dire qu'il y a souvent un excédent.

Prenons le cas évident des équipements de loisirs comme des parcs ou des piscines. Le fait de mettre ce genre de service en commun est une manière évidente d'économiser des ressources tout en démocratisant l'accès, puisque chacun aurait accès aux équipements communs pour une fraction du coût, et la ponction sur les ressources de la planète s'en trouverait ainsi réduite. Or, nous pouvons affirmer que l'accès privé à ce type de ressources est plutôt de l'ordre des besoins non essentiels, et que leur utilisation est plutôt faible dans l'ensemble. Par contre, limiter l'accès privé pour favoriser l'accès collectif ne menacerait peut-être pas les besoins essentiels des gens, mais la limitation de la liberté de jouir tranquillement de leur espace privé implique néanmoins un important sacrifice. Prohiber les piscines privées ne semble pas totalement légitime. Un modèle fiscal de surtaxe à ce type d'équipement serait plus adéquat. Soulignons que certaines taxes spéciales sur les produits de luxe existent déjà, comme pour la cigarette ou l'alcool et qu'il serait par conséquent possible de taxer l'achat de piscine privée afin de financer les piscines collectives. Évidemment, de telles mesures ne seraient certainement pas si populaires, étant donné l'importance des sacrifices demandés à certains membres de la génération actuelle.

Par contre, ces sacrifices actuels trouvent un écho dans ceux que nous imposerons aux générations futures. En effet, notre manière de vivre, lorsque celle-ci implique une aisance et même un certain gaspillage, risque d'avoir comme conséquence de mettre en péril la possibilité des générations futures d'avoir accès à un niveau de vie décent. Il y aurait donc une asymétrie entre les sacrifices que certains membres de la génération actuelle devraient faire, si nous faisons le choix respecter les intérêts fondamentaux des générations futures, et les sacrifices que ces dernières seront forcées de faire si nous n'acceptons pas aujourd'hui de modifier notre mode de vie. Toutefois, cette asymétrie des sacrifices n'est pas toujours mise en évidence et rendre justice aux générations futures ne semble par conséquent pas très motivant pour la génération actuelle. C'est ce que nous nommerons « le problème de motivation ».



## CHAPITRE II

### LE PROBLÈME DE MOTIVATION

Dans ce chapitre, nous verrons pourquoi nous n'adoptons pas les solutions proposées au chapitre précédent. Nous proposerons que nous faisons face à un problème de motivation doublé d'un problème d'action collective. Nous soutiendrons que pour contrer ces problèmes, nous devrions implanter des mesures contraignantes. Nous analyserons deux stratégies d'implantation de ces mesures: la représentation politique et la représentation juridique des générations futures. Nous défendrons la représentation juridique, car elle permet d'utiliser de manière plus directe le langage des droits. Nous montrons finalement comment le langage des droits, par son usage dans la cadre de cette stratégie, nous semble l'outil le plus adéquat pour contrer la « tyrannie du présent ».

#### 2.1 Les motifs

Nous connaissons donc l'existence de certaines solutions, et nous croyons que l'avenir nous en réserve d'autres. Nous savons aussi que nos actions d'aujourd'hui causent des nuisances aux générations futures. Or, même si beaucoup d'entre nous sommes des parents, des grands-parents, ou de potentiels parents et grands-parents, que nous sommes touchés par des scénarios catastrophes où nous imaginons notre descendance assoiffée d'eau propre, entourée de déserts stériles et ensevelie sous les déchets toxiques, que le discours écologiste fasse appel à notre sens du devoir, à notre besoin de spiritualité, ou qu'il réveille en nous un sentiment de culpabilité, ces motifs ne sont pas suffisants pour que nous cessions

nos pratiques destructrices. En effet, il semble que le message ne perce pas suffisamment le cœur des membres de la génération actuelle pour que nous décidions d'adopter en masse les solutions existantes. Peut-être que les solutions impliquent des modifications si profondes dans nos vies qu'il serait surprenant que nous les appliquions simplement au nom d'un principe moral. Peut-être aussi que le principe moral se présente sous la forme d'une doctrine culpabilisante plus antagonique que bénéfique.

En effet, le premier problème concernant la motivation est que les motifs moraux font trop souvent appel à une forme de culpabilisation inutile et contreproductive qui risque à tout moment de se retourner contre la cause en provoquant des effets pervers de « rébellion contre l'autorité morale ». À ce propos, Mathis Wackernagel et William Rees, dans le livre *Notre empreinte écologique*, affirment que nous devons proposer autre chose que la culpabilisation pour que des changements voient le jour:

Ce n'est pas en mettant de l'avant la prétendue « supériorité morale » de la durabilité qu'elle pourra se réaliser. Dans notre monde fragmenté et concurrentiel, jouer sur le devoir moral et le sentiment de culpabilité ne produit que le ressentiment, pas la transformation de longue durée. La durabilité restera difficile à vendre aussi longtemps que nous n'aurons pas fait la preuve que les gens ont plus à gagner qu'à perdre en changeant leurs manières de faire. Le changement découle de la nécessité, de l'espoir, des attentes réalisables et de la joie, jamais de la honte et de la condamnation. (Wackernagel et Rees 1999. P. 182)

Pour ces auteurs, il faudrait donc que les membres de la génération actuelle aient quelque chose d'autre à gagner que de simplement s'affranchir de la culpabilité ou d'une certaine « ségrégation » pour qu'ils modifient leurs habitudes. Ainsi, si nous avons la perception d'avoir beaucoup à perdre (confort matériel, statut social, accès à la culture, information, etc.) et trop peu à gagner (sentiment de bonté, justice, épanouissement personnel ou spirituel, etc.) il serait surprenant que nous décidions de changer en profondeur le fonctionnement de nos vies. Or, ce n'est pas parce que la culpabilisation à outrance ne fonctionne pas que le principe moral n'est pas accepté par ailleurs.

Dieter Birnbacher, dans son article « What motivates us to care for the (distant) future ? » (Birnbacher 2009) analyse le sujet en disant que le problème de motivation se définit comme la difficulté à faire le pont entre l'acceptation de certaines règles morales et l'action de les respecter dans les faits. On peut être en accord avec des principes moraux sans jamais les suivre: « Moral emotions such as love for humanity, a sense of justice and

international solidarity are readily affirmed in the abstract but rarely lived in the concrete ». (Birnbacher 2009 p.278)

Selon lui, il y a quatre différentes étapes entre la formulation de la règle et l'action:

- a) L'acceptation, où on juge qu'une règle morale est correcte et justifiée;
- b) L'adoption, où cette règle est adoptée comme un principe qui guide notre comportement et définit notre identité;
- c) L'application, où on est capable d'identifier les situations où la règle doit s'appliquer;
- d) L'action, où on agit selon la règle dans les situations identifiées.

À chaque étape il y a donc des opportunités distinctes de ne pas se conformer avec la règle. Ces distinctions nous permettent de mettre à jour certains mécanismes d'inaction particuliers à différentes situations. Par exemple, plusieurs personnes peuvent se prétendre « pro-environnement », c'est-à-dire qu'elles acceptent la règle et l'adoptent, sans toujours reconnaître les situations dans lesquelles elles devraient agir d'une certaine manière. Des gens pourraient donc adopter certaines fausses solutions, comme un régime carnivore biologique. Ainsi, ces personnes commettraient l'erreur de ne pas attribuer de conséquences à leurs actions et vivraient ainsi dans une certaine forme de déni. Selon Birnbacher, ce problème est grave puisque beaucoup de gens manifestent de la sympathie envers les valeurs environnementales, mais peu de comportements changent de manière significative. Il cite à cet effet une étude de 2001 où la population de Baden-Württemberg se disait préoccupée à 54% par les changements climatiques tandis que seulement 11% attribuait ce problème à leur propre comportement. (Birnbacher p.280)

### 2.1.1 Motifs moraux, quasi moraux et non moraux

Birnbacher affirme que les motifs purement moraux sont habituellement trop faibles pour provoquer l'action voulue et doivent donc être enrichis de motifs quasi moraux et non moraux. Selon lui, les motifs moraux sont de l'ordre du sens du devoir et de la conscience rationnelle, tandis que les motifs quasi moraux incluent l'amour, la compassion, la solidarité,

etc. Les motifs non moraux, quant à eux, désignent plutôt les gains personnels « collatéraux » récoltés lorsqu'une action moralement requise est effectuée. Ces motifs incluent le désir d'être respecté, intégré et reconnu socialement.

Pour l'auteur, les motifs quasi moraux comme la sympathie, l'amour, etc. ne sont pas suffisants puisqu'ils dépendent essentiellement de l'existence d'une relation directe entre les agents :

[...] love and sympathy are significantly absent in this field because they essentially depend on face-to-face relations with their objects. Apart from some of the members of the generations of our children and grandchildren, future generations are faceless and invisible.» (Birnbacher 2009, p.282)

L'impossibilité d'une relation réciproque avec les humains du futur distant empêcherait donc que les motifs quasi moraux puissent être utilisés. C'est d'ailleurs pour la même raison que Birnbacher affirme que les motifs non moraux ne sont pas très puissants non plus dans ce champ. En effet, les générations futures ne pouvant pas offrir beaucoup à la génération actuelle en échange de ce que cette dernière leur donnerait, la génération actuelle n'a que très peu de gain personnel à récolter en agissant en leur faveur. Nous pouvons croire que certains membres de la génération actuelle soient motivés par la reconnaissance posthume de leurs oeuvres, mais les modifications de comportements qu'exige le règlement de la crise environnementale sont trop subtiles pour faire l'objet d'une commémoration, et doivent être perpétrées par une multitude pour faire la différence. Nous pourrions peut-être nous attendre à ce que les générations futures érigent un monument en hommage à la génération actuelle, mais l'idée de ce monument ne semble pas suffisante pour motiver chacun de nous.

Un autre facteur relié à l'absence de réciprocité est l'évidente impossibilité de sanctions négatives. Les générations futures ne sont pas là pour nous punir d'actes qui pourraient leur nuire. Nous ne pouvons donc pas être motivés par le désir de nous soustraire de potentielles sanctions. Nous noterons donc ici que la mise sur pied de telles sanctions, si nous trouvons la possibilité de le faire, mobiliserait un type de motifs non moraux : les motifs non moraux négatifs (Birnbacher 2009, p.283).

Par ailleurs, Birnbacher souligne une autre difficulté face aux motifs moraux, quasi moraux et non moraux reliés au principe moral du respect des générations futures:



l'incertitude. Plus particulièrement l'incertitude que nos actions morales aient un effet significatif dans le futur. Il décrit trois types d'incertitude:

- a) L'incertitude des pronostics; cette incertitude indique que la science ne peut prédire exactement ce qu'il adviendra dans un système aussi complexe que celui de la Terre.
- b) L'incertitude liée à la possibilité d'une solution technique; cette incertitude précise qu'il serait toujours possible de trouver une solution technique aux problèmes environnementaux, soit pour faire cesser la dégradation, soit pour trouver une nouvelle manière de fournir les services rendus aujourd'hui par l'environnement.
- c) L'incertitude de l'efficacité de l'action morale. Ce type d'incertitude concerne les facteurs humains et regroupe deux incertitudes distinctes :

- i) L'incertitude face aux préférences des générations futures; le fait de ne pas connaître les préférences des générations futures peut nous pousser à ne rien faire pour ne pas décider pour elles.

- ii) L'incertitude que les autres membres de la génération actuelle et les générations subséquentes emboitent le pas; pour que les solutions fonctionnent, il faut que tout le monde les adopte, y compris les prochaines générations. (Birnbacher 2009, p.284)

Toutes ces incertitudes donnent à la génération actuelle des raisons pour ne pas agir: nous ne savons pas si la science dit vrai, nous ne savons pas si la technologie ne nous donnera pas de solution, et nous ne savons pas si notre action sera suivie par suffisamment de gens. Les deux premières incertitudes sont d'ordre épistémique. Elles ne peuvent être complètement écartées, mais nous pouvons tout de même dire que par définition, le scepticisme face à la climatologie ne propose rien, tandis que les solutions techniques attendues avec enthousiasme par certains n'existent pas encore aujourd'hui. Les deux premières incertitudes, même si elles existent, ne devraient pas freiner nos efforts de modification du système de production actuel, puisque c'est la piste la plus prometteuse. Par contre, cette modification fait face à l'obstacle décrit par la troisième incertitude, celle de l'efficacité de l'action morale. Nous reviendrons sur ce problème, que nous nommerons le « problème d'action collective » après avoir traité l'essence du problème de motivation.

Notons simplement ici que les motifs moraux, quasi moraux et non moraux reliés directement aux principes moraux inter-générationnels sont loin d'être suffisants. Nous avons certes proposé brièvement que la possibilité de sanctions négatives puisse agir comme motif

non moral négatif, mais le développement de ce motif nécessite des changements sur le plan légal. Nous verrons comment cela est possible un peu plus loin. Cette possibilité de sanction constitue le nœud de sections subséquentes. Or pour aider à l'implantation de sanctions, il est possible de faire appel à des motifs qui ne sont pas directement en lien avec l'action à proscrire. Ces motifs peuvent alors apporter aux gens des bénéfices indirects à l'adoption de principes moraux. C'est à cet effet que Birnbacher parle de « motifs indirects ».

### 2.1.2 Les motifs indirects

Ces motifs peuvent être moraux, quasi moraux et non moraux, mais ils se distinguent des motifs discutés plus haut, car ils ne se rapportent pas directement à notre devoir moral envers les générations futures. Par contre, le résultat qu'apportent ces motifs est indirectement bénéfique pour ces dernières. Voyons quelques exemples de motifs indirects donnés par Birnbacher.

a) *La chaîne d'amour* (Chain of love) de John Passmore (Passmore 1980, p.88) : Passmore remarque que chaque génération prend soin, par affection, des deux générations suivantes (enfants et petits enfants). Puis les enfants et petits-enfants prennent aussi soin de leurs enfants et petits enfants, et ainsi de suite. Cela crée une « chaîne d'amour » dont les résultats sont équivalents à se donner une règle morale dictant de respecter les générations plus éloignées. Ce motif est quasi moral, car chaque génération agit par amour et non par devoir, et est indirect, car les gens n'agissent pas pour les générations futures lointaines, mais pour celles qui vivront en même temps qu'eux.<sup>3</sup>

b) *L'éthique de la terre* (Land ethic) d'Aldo Leopold, (Leopold 1949, p.201-226) : La

---

<sup>3</sup> Cette motivation indirecte n'est pas sans rappeler ce qu'Axel Gosseries (Gosseries 2004, p.97-100) nomme la « stratégie transitive » où chaque génération aurait des responsabilités morales face à ses descendants directs (ses enfants) et devrait par conséquent agir de manière à respecter les futures responsabilités de ces descendants face aux leurs. Le résultat logique est que chaque génération devient responsable *envers la génération qui la suit à propos des générations suivantes*. La stratégie de Gosseries est différente de la motivation indirecte de Passmore car le premier désigne une obligation morale, et le dernier une chaîne d'affection en cascade.

motivation de sauvegarder la nature ne viendrait pas ici d'un devoir envers les générations futures, mais plutôt d'une valorisation de la nature pour elle-même. Dans cette éthique « écocentriste », l'humain se perçoit comme un élément de la nature et non comme un être exceptionnel qui devrait la maîtriser. Il agit donc en fonction d'un attachement profond envers son environnement et non envers les générations futures. Ce motif est moral puisque la nature devient sujet de droit au même titre que l'humain qui n'en est plus dissocié.

c) *L'esprit de communauté* (Community bonding) de Avner De Shalit, (De Shalit 1995) : Pour De Shalit, la motivation peut venir de l'attachement émotionnel pour sa communauté. Cet attachement identitaire à un groupe serait plus fort qu'une obligation morale envers l'humanité future. La survie des futurs membres de chaque communauté est alors assurée par l'attachement identitaire vécu par les membres du présent. Ce motif est quasi moral, et l'objet est sa propre communauté.

d) La transcendance de soi (Self-transcendence) d'Ernest Partridge (Partridge 1980, p.204) : Les engagements envers le futur fournissent à l'individu un sentiment d'appartenance à une communauté inter-générationnelle. Ses contributions lui permettent de se sentir partie prenante d'un tout qui le transcende et dont les ramifications vont du passé vers le futur lointain. Ce motif est d'ordre spirituel, donc non moral. Il est indirect puisque l'objectif n'est pas d'agir selon une règle morale visant le bénéfice des générations futures, mais selon une quête spirituelle qui implique une solidarité inter-générationnelle. (Birnbacher 2009, p.285-292)

Ces quatre motifs ne sont donc pas directement reliés à un devoir moral envers les générations futures. Nous les retiendrons néanmoins comme potentielles sources de motivations parallèles, mais non suffisantes et incomplètes. En effet, rien n'indique que ces motifs seront suffisamment répandus pour que des changements s'établissent réellement. Nous ne pouvons affirmer qu'une majorité de gens agissent ou agiront par affection pour leur descendance directe, la nature, leur communauté ou encore pour leur salut spirituel. Par contre, nous retiendrons de ces propositions qu'il y a au moins quatre possibilités de motifs indirects à agir pour la sauvegarde de l'environnement pour les humains de demain. Voyons

maintenant un dernier motif indirect: le gain d'efficacité basé sur une économie collectiviste.

### 2.1.3 Le gain de l'efficacité collectiviste

Certains gains d'efficacité pourraient potentiellement être obtenus grâce à l'adoption du mode de vie soutenable, même si ces modifications impliquent d'imposer d'importants sacrifices individuels, comme une certaine perte d'espace privé, de liberté de mouvement et de confort matériel. Nous savons que ces éléments sont cultivés d'une manière importante dans notre mode de vie actuel et nous pouvons dire qu'ils sont valorisés davantage. que plusieurs autres facettes de nos vies. Néanmoins, ces éléments comportent un prix à payer et leur distribution est loin d'être équitable. Souvent, leur satisfaction oblige chacun à sacrifier beaucoup de son temps qui aurait pu être utilisé autrement, tout en contribuant à augmenter le niveau de pollution et à réduire le capital de ressources disponibles pour les générations futures. De plus, cela implique pour plusieurs de l'endettement et le règlement de cette dette limite souvent la liberté individuelle et le temps de loisir. Ainsi, le haut niveau du coût de la vie impose à plusieurs de consacrer beaucoup de leur énergie à s'assurer un niveau de vie qui soit décent, selon les standards du paradigme actuel. Ivan Illich, dans *Énergie et équité*, relate le fait que l'utilisation purement individuelle de la voiture est contreproductive :

L'Américain type consacre plus de 1500 heures par an à sa voiture [...] qu'il s'en serve, s'en occupe ou travaille pour la payer. [...] À cet Américain, il faut donc 1500 heures pour faire 10 000 kilomètres de route, six kilomètres lui prendront une heure. Dans les pays privés d'industrie du transport, les gens atteignent exactement cette vitesse, et l'orientent vers n'importe quelle destination, par l'usage de la marche. (Illich 1973 p.21)

Même si ce texte date de 1973 et que le calcul peut facilement paraître fallacieux, possiblement parce qu'il ne prend pas en compte des facteurs comme le nombre d'heures disponibles quotidiennement ainsi que l'étalement urbain actuel, il met au moins en relief que le nombre d'heures quotidiennes consacrées à s'assurer d'un confort individuel est possiblement trop élevé. De ce point de vue, les gains que nous fournit le mode de vie actuel pourraient être moins importants que nous pourrions le croire, et les pertes envisagées par des modifications pourraient être moins désastreuses que prévu. Par contre, la volonté de prendre part à une vie sociale dominée par des comportements plus individuels que collectifs fait en sorte que peu de gens modifieront leurs habitudes, puisqu'ils s'en trouveraient possiblement



isolés. Nous pouvons donc douter sérieusement que des politiques collectivistes voient le jour dans le paradigme social actuel, puisque les sacrifices à consentir pour y parvenir sont trop importants. Ce type de politique ne peut certainement pas constituer une base électorale très populaire, mais serait néanmoins une condition à remplir pour rendre justice aux générations futures. La justice inter-générationnelle implique une certaine forme d'égalité des chances et si les conséquences du mode de vie actuel sont telles qu'une importante inégalité est créée entre le présent et le futur, nous pouvons alors analyser ce problème comme un problème de justice inter-générationnelle.

Or, nous savons que les pronostics scientifiques nous annoncent depuis plusieurs décennies qu'une crise écologique majeure aura lieu. Nous croyons qu'à la suite de cette crise, certains changements seront adoptés de force, car l'humanité n'aura pas le choix. Ainsi, la perte de confort individuel que nous proposons d'adopter aujourd'hui par des politiques pourrait bien être adoptée par la force des circonstances plus tard. De plus, nous savons aujourd'hui qu'à ce moment-là, certains dommages auront été irréversiblement causés et nous pouvons aisément proposer que le mode de vie actuel ne soit alors plus possible. Nous pouvons même suggérer que l'humanité ne pourra alors plus jouir du niveau de confort perpétuellement soutenable qu'il serait possible de sauvegarder si nous modifions dès maintenant nos comportements. Ainsi, ces modifications, même si elles impliquent d'importants sacrifices, ne feraient qu'aplanir les modes de vie présent et futur afin que s'installe une symétrie économique symptomatique d'une justice inter-générationnelle.

Or nous savons que cette symétrie pourrait être implantée en choisissant aujourd'hui d'adopter un mode de vie soutenable. Par contre, nous ne faisons pas ce choix. Nous « choisissons » aujourd'hui de ne pas modifier nos comportements. Peut-être parce que nous ne savons pas quel choix effectuer, que nous ignorons si suffisamment de gens feront aussi ce choix, ou même que nous considérons que nous aurions trop à sacrifier. Ainsi, non seulement les gens doivent avoir la certitude que les autres feront leur part, mais ils veulent aussi être certains que les alternatives proposées seront solides, et qu'elles leur permettront de jouir d'une situation économique décente. Ces exigences sont au cœur de ce que nous nommons le « problème d'action collective ».

## 2.2 Le problème d'action collective

Dans le paradigme actuel, même si nous réussissons à faire la démonstration qu'un mode économique soutenable serait plus juste pour les générations futures et possiblement avantageux pour certains membres de la génération actuelle, cela ne réglerait pas le « problème d'action collective ». Si enrayer le problème de motivation implique de faire le pont entre un principe moral et la conformité des actions envers le principe, régler le « problème d'action collective » consiste à faire en sorte que tous les individus agissent d'une manière commune afin de créer un bénéfice collectif. Ce type de problème advient lorsqu'une collectivité aurait avantage à agir d'une certaine façon, mais que le gain pour ceux qui en prennent l'initiative n'existe pas: ce gain ne se réalise que si une masse critique de personnes adopte la nouvelle manière, puisqu'il provient de la synergie créée par l'adoption massive. Ainsi, les changements peineraient à se mettre en branle puisque personne n'a de raison de changer. Le changement arrivera seulement lorsque chacun aura la certitude que les autres changeront aussi. Évidemment, cette certitude n'existe pas aujourd'hui puisque dans notre civilisation<sup>4</sup>, sacrifier son confort individuel n'est pas attrayant. Du moins pour la plupart des gens.

Néanmoins, nous pouvons suggérer qu'un modèle économique soutenable, où une utilisation plus efficace et collective des ressources serait en place, apporterait des gains substantiels à une certaine partie de la population, c'est-à-dire ceux qui, encore aujourd'hui, n'ont pas accès à un certain niveau de confort. Cet accès plus généralisé, habituellement promis par l'idéologie de la croissance économique, serait alors rendu possible à la fois par les gains d'efficacité, le contrôle de l'utilisation des ressources ainsi qu'une redistribution plus juste de ces dernières. Évidemment, un tel programme défend une vision particulière du bien commun et une conception plutôt perfectionniste de la justice distributive.

L'économie actuelle dépend à la fois d'un modèle de croissance économique que de l'utilisation individuelle des ressources, et modifier ces deux éléments pour les remplacer par

---

<sup>4</sup> Du moins la civilisation occidentale, mais aussi le reste du monde, dans la mesure où la plupart des pays émergents adoptent ce modèle.

une vision plus collective et respectueuse des intérêts des générations futures ne semble pas dans les plans des représentants politiques et des principaux acteurs économiques. Nous pourrions même avancer que dans une certaine mesure, ces modifications peuvent paraître aller à l'encontre du bien commun. Effectivement, la presque totalité des industries et des emplois dépendent aujourd'hui de ce modèle et son abandon représenterait donc des pertes potentielles d'emplois et beaucoup de pauvreté. Pour le remplacer, il faudrait offrir une alternative qui ne plonge pas l'humanité dans la misère quasi générale qu'elle connaissait avant son arrivée dans la modernité. Une telle alternative doit proposer des mesures efficaces et acceptables. Nous croyons qu'une politique de contrôle de la consommation des ressources à un niveau soutenable, incluant le respect d'une empreinte écologique individuelle neutre, pourrait constituer une telle alternative.

Cependant, pour que ces politiques fonctionnent au sein de la population, compte tenu du problème d'action collective, il est essentiel de faire appel à un tiers qui garantirait que tous emboitent le pas. Or l'acteur qui est tout désigné pour remplir ce rôle, c'est l'État. En effet, par son pouvoir de contrainte et sa capacité à communiquer les grandes lignes de ses politiques, l'État pourrait aider à modifier graduellement le système économique. Évidemment, l'État n'est pas une entité indépendante de l'humanité et des difficultés inhérentes au problème de motivation. Pour que l'État décide de mettre sur pied ces politiques, il doit y avoir un certain appui populaire. Il est possible que des promesses de redistribution des ressources puissent fournir un certain appui et nous verrons aussi comment la reconnaissance de droits aux générations futures pourrait servir à renforcer cet appui. Nous reviendrons sur cette question cruciale, mais pour l'instant, retenons simplement qu'afin de régler le problème d'action collective, l'État doit édifier et appliquer des lois qui soient susceptibles de modifier les comportements.

### 2.3 La loi comme outil.

La contribution de l'État au règlement du problème d'action collective passe donc par l'édification de lois. Ces dernières peuvent implanter des contraintes pour forcer l'adoption d'un modèle économique soutenable, mais elles doivent aussi servir à communiquer

adéquatement les raisons qui motivent l'implantation de ces contraintes. Nous proposons donc que la loi soit l'outil principal pour faire savoir que des alternatives sont en place et qu'elles devront être adoptées par l'ensemble de la population. À cet effet, Birnbacher (Birnbacher 2009, p.292) propose que l'utilisation des lois permette de forcer l'adoption de principes moraux lorsque la motivation est faible ou difficile à percevoir. Les lois pourraient donc aider à faire en sorte que nous ne déviions pas de nos principes moraux en rendant ces déviations moins séduisantes ou plus difficiles. Pour lui, la contrainte légale ne constitue pas une motivation en soi, mais simplement un outil qu'une société se donne pour s'imposer une limite qu'elle ne peut respecter par sa simple volonté. Ainsi, la manière de s'assurer de respecter ses engagements serait de confier à un tiers le soin de la protéger de son propre manque de volonté. (Birnbacher 2009 p.293). Ce tiers, évidemment, c'est toujours l'État. Ce dernier peut donc mettre en place deux types de politiques :

A) Mécanismes formels (lois ordinaires et principes constitutionnels)

B) Mécanismes informels (politiques éducatives, campagnes de sensibilisation, etc.)

Dans le cas des mécanismes formels, toujours selon Birnbacher, (p.294) les principes constitutionnels seraient les plus efficaces puisqu'ils sont difficiles à modifier une fois en place. Il prend l'exemple de l'Allemagne où un article constitutionnel énonce que les gouvernements sont dans l'obligation de sauvegarder des ressources naturelles pour les générations futures. Par contre, les lois ordinaires ont la propriété de pouvoir être implantées lorsqu'on en a besoin et elles peuvent être plus précises que les articles constitutionnels. Bien entendu, ces deux types de mesures peuvent être utilisés en complément et le devraient. Dans le cas des mécanismes informels comme des politiques éducatives, leur utilisation demeure nécessaire, mais non suffisante. De telles politiques existent déjà et nous pouvons témoigner aujourd'hui de leur insuffisance.

Par ailleurs, certains mécanismes formels existent déjà. Ils nous empêchent de tout détruire. On n'a qu'à penser à la notion de patrimoine naturel ou de l'humanité, des lois de protections de la faune (antibraconnage), de l'air, et de la mer. Pourtant, on sait que ces lois se limitent à certaines pratiques et certains endroits et sont souvent trop permissives. Il est donc urgent d'implanter des lois plus strictes avec des conséquences plus musclées.

Par contre, l'implantation de ce type de lois ne signifie pas nécessairement d'user de pure coercition. L'écart entre ce qu'une loi dicte comme changements de comportement et les



modifications que les gens sont prêts à adopter ne doit pas être trop important. Autrement, les dictats de la loi seront au mieux ignorés, au pire contreproductifs. L'État doit donc mettre sur pied des mesures coercitives, mais aussi proposer des mesures facilitantes, un programme de transition, une stratégie de communication, ainsi que la création de nouvelles opportunités économiques. Cela pourrait impliquer, par exemple, d'intervenir d'abord auprès des entreprises afin de proscrire certaines méthodes de production, soit par des mesures incitatives fortes (ex. : surtaxes), soit par des mesures de contrôle des marchés (ex. : limite de production de biens neufs tant que des biens recyclés existent), ou toute autre mesure facilitante (ex. : mise en place de système de compostage central, de consigne globale, etc.). Il est évident que les principales actions contraignantes doivent être appliquées directement en amont de la chaîne de production (entreprises) et non en aval (consommateurs). Mais pour que la stratégie fonctionne, il faut agir à tous les niveaux, y compris à celui du consommateur. Il faut donc, à tous les niveaux d'intervention, que l'État soit en mesure d'appliquer les lois qu'il plante, et cela implique nécessairement la compréhension, la sensibilisation et la participation des acteurs en place puisque la contrainte punitive peut s'avérer trop coûteuse, voire même impossible. Même si ces questions relèvent plutôt de stratégies d'implantation politique, nous proposerons ici qu'un usage conjoint de la contrainte légale et des campagnes de sensibilisation / éducation serait essentiel afin que les membres de la génération actuelle modifient leur manière de vivre. Par contre, si l'idéal était que les mécanismes informels fussent suffisants, la question environnementale ordonne d'agir de manière rapide et les mécanismes informels demandent beaucoup de temps. Il faut donc que les deux mécanismes fournissent les éléments essentiels de contraintes et d'éducation afin d'arriver à une acceptation sociale satisfaisante et rapide des objectifs de la loi. Pour cela, il faut que les lois soient rigides, mais que les campagnes de communication clarifient en quoi cette rigidité est nécessaire et juste. Autrement, les lois trop rigides risquent d'engendrer des effets pervers et un climat général de désobéissance qui rendra encore plus difficile le respect de ses prescriptions. Les mesures coercitives devraient donc être utilisées dans le cadre d'une stratégie incluant différents types de mesures, allant de la sensibilisation populaire à la contrainte punitive en passant par l'éducation et les mesures facilitantes. Or il existe certains exemples où l'implantation de mesures contraignantes a pu faire voir aux consommateurs que certaines pratiques devaient être modifiées. Voyons ce qui a été fait dans le cas des fumeurs.

### 2.3.1 Le cas de la cigarette

Depuis les dix (10) dernières années, la plupart des pays occidentaux ont légiféré contre la présence du tabac dans les lieux publics. Cette mesure avait des objectifs de santé publique, mais visait aussi à protéger le droit des non-fumeurs<sup>5</sup> à un air de qualité. En effet, la fumée secondaire est néfaste pour tous, mais il est injuste d'y être exposé si on ne fait pas le choix personnel de fumer. L'interdiction du tabac dans les lieux publics sert donc aussi bien l'intérêt public que le droit des non-fumeurs.

L'établissement d'une loi semble avoir été nécessaire pour réussir à empêcher les gens de fumer dans les lieux publics, même si la sensibilisation aux dangers causés par la fumée secondaire existait déjà. En effet, le fait de connaître les dangers ne semblait pas suffisant pour que les gens ne fument pas « là où ils avaient le droit ». Si rien ne les empêchait de fumer à un endroit, il y avait de fortes chances qu'ils y fument. Il était donc légitime de le faire, même en connaissant les dangers que cela représentait. Les campagnes de sensibilisation ne suffisaient pas à la tâche. Néanmoins, ces campagnes ont été nécessaires afin d'informer et de sensibiliser les gens. Toutefois, pour modifier concrètement les comportements, on a dû faire usage de lois coercitives. Il semble donc que les objectifs des politiques étatiques deviennent plus clairs quand les gens se sentent directement visés par la menace de la contrainte. Ainsi, selon une étude récente de l'Institut de la Santé Publique du Québec, (Kairouz et al. 2010) La Loi Québécoise sur le Tabac de 2006 a eu un réel effet sur les habitudes de consommation des fumeurs québécois :

50% des fumeurs ne fument plus de tabac lors d'une sortie au restaurant, et ce, même à l'extérieur;

60% des gens qui ont diminué leur consommation de tabac l'ont fait pour éviter d'exposer les autres aux effets de la fumée secondaire;

71% des fumeurs ont diminué leur consommation de tabac lorsqu'ils sortent dans les bars. Le nombre moyen de cigarettes fumées par soir est ainsi passé de 11 à 5.

<sup>5</sup> En 1996, la Commission des droits de la personne du Québec (Wolde-Giorghis 1996) affirmait que les droits des non-fumeurs à un air de qualité primaient sur le droit du fumeur à la liberté de fumer. En 2003, la Cour supérieure de l'Ontario a jugé que le droit de fumer n'était pas garanti par la Charte canadienne des droits et libertés (Vaughan c. Mental Health Centre Penetanguishene) dans une cause impliquant un fumeur qui revendiquait le droit de fumer dans un hôpital psychiatrique où il vivait.

Selon un rapport du Royal College of Physicians (Royaume-Uni), la loi antitabac britannique aurait fait monter de 22% à 37% le nombre de maisons où on refuse que les gens fument (Britton 2005). Un article du British Medical Journal résume cette statistique ainsi:

Members of the Royal College of Physicians (...) noted that the number of smoking households that became smoke-free increased from 22% to 37% between 1996 and 2003. And they attributed this to increased restrictions on smoking in public places in that period. (O'Dowd A. 2005)

Le quotidien *The Guardian* rapportait les propos de l'auteur: « You become used to the idea that smoking is not normal and you don't do it in front of other people. » (Press Association, 2005)

En 2006, un rapport du Parlement français citait les propos d'Yves Bur, alors vice-président de « La mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics » :

[...] l'objectif est d'une part [...] de protéger les fumeurs et non-fumeurs de la fumée passive - plus dangereuse que l'autre - et d'autre part de faire baisser le nombre de fumeurs. En Italie, le nombre des fumeurs a diminué de 500 000 en un an, tout simplement parce qu'on fume moins souvent quand on est obligé de descendre cinq étages pour allumer une cigarette. C'est ainsi que les nouvelles habitudes s'installent. (Evin 2006)

Ainsi, une fois qu'on comprend le principe d'une loi et qu'on est confronté aux contraintes légales qui en découlent, il y a plus de chance qu'on accepte la loi et qu'on finisse par agir par soi-même comme si la loi n'existait pas. Réussir à mettre en place de nouvelles habitudes est donc plus facile et rapide avec l'aide du doublé coercition-sensibilisation. Ce fut le cas en Italie et en Angleterre, mais aussi au Canada et au Québec. Le message scientifique qui démontre que la cigarette est néfaste pour la santé physique circulait depuis longtemps sous plusieurs formes; il était notamment en évidence sur la moitié de la surface de tous les paquets de cigarettes vendus légalement au Canada. Ce message a certes été essentiel pour que les gens sachent pourquoi ils devraient modifier leurs habitudes, mais il a fallu attendre que la menace de contraintes vienne souligner l'importance de ce message pour voir une réelle modification des comportements.

Par contre, la modification des comportements ne se fait pas automatiquement avec l'édification de lois. Il faut aussi que les contraintes légales soient applicables. Nul

gouvernement a avantage à promulguer des lois inutiles, car inapplicables. Toutes les mesures légales doivent être comprises et acceptées par la population pour être efficacement établies. Les campagnes de sensibilisation doivent donc être efficaces, les membres d'une population doivent être relativement ouverts aux changements, mais il faut aussi se donner les moyens techniques afin qu'il soit possible d'appliquer convenablement les lois. Le cas de Berlin, en Allemagne, est un bon exemple d'écart entre la capacité de l'État à appliquer sa loi et la volonté de la population de la suivre. En 2008, dans la capitale allemande, l'interdiction de fumer en public n'était pas complètement respectée. D'une part parce que les gens savaient que les inspecteurs étaient rares, mais aussi parce que les amendes étaient trop faibles :

Smokers (...) break the law without any fear of having to cough up a large fine, (up to €100 ), if they are caught. In reality the city has far too few officers to effectively police the new law. (Afp / Dpa 2008)

À la suite de cette expérience, les autorités ont modifié la loi pour permettre que l'on fume dans certains établissements. On a aussi augmenté les amendes et le nombre d'inspecteurs. Cet exemple illustre que l'existence de lois n'est pas un gage automatique de modification des comportements. Il faut d'abord que les gens soient relativement prêts à changer, mais aussi que les mesures d'application des lois soient efficaces. Le problème de l'écart entre ce qui doit être modifié comme comportement et ce que les gens peuvent ou veulent modifier est une difficulté que nous ne pouvons occulter, ni vraiment régler. Dans le cas de la loi antitabac, les désavantages du tabagisme sont compris depuis quelque temps déjà, et tous reconnaissent que les effets affectent la santé des gens de manière non équivoque. Dans le cas de l'environnement, les effets sont moins évidents. Par contre, il faut rappeler ici l'urgence d'agir. L'environnement se dégrade d'année en année, voire d'heure en heure. Les effets sont potentiellement beaucoup plus désastreux que le tabagisme, et surtout, ils ont un impact sur la santé de leur seul habitat : la planète Terre. Des politiques musclées devraient donc être mises en place et la sensibilisation devrait s'effectuer de manière rapide et directe. Est-ce possible? Il semble que ce soit difficile. Par contre, certaines mesures pourraient être aujourd'hui implantées simplement en imitant le simple mécanisme du marché : celui de *l'utilisateur-payeur*, aussi connu comme *le principe du pollueur-payeur*.



### 2.3.2 Le principe du pollueur-payeur : le cas du transport

Le problème de l'injustice environnementale envers les générations futures pourrait bien suivre la même logique que le problème du tabagisme dans les lieux publics, même si la problématique environnementale est beaucoup plus globale et complexe. La consommation de tabac comporte certaines ressemblances avec les comportements que des mesures environnementalistes viendraient enrayer. Par exemple, l'utilisation solitaire de la voiture lorsque d'autres types de transport sont disponibles. Ce type de comportement ressemble à celui de fumer sous trois aspects importants : a) Les deux causent des nuisances à autrui par des émissions de polluants; b) Les deux sont des attitudes qui ne répondent pas à des besoins fondamentaux (le besoin de se mouvoir pouvant être satisfait par les autres moyens de transport); c) La cessation de ces deux activités impliquerait des sacrifices tout en fournissant certains bénéfices à ceux qui en cesseraient la pratique.

Nous nous attarderons au troisième point seulement. Ainsi, même si la conduite solitaire est une activité procurant un confort individuel important aux usagers, le point qui nous intéresse ici est la question des bénéfices reliés à son abandon. En démontrant l'existence de tels bénéfices, nous obtiendrons un argument important dans une stratégie de sensibilisation axée sur des éléments moins culpabilisants que de seulement faire appel aux sentiments écologistes. Dans le cas des « ex-fumeurs dans les lieux publics », les bénéfices individuels et collectifs sont évidents, mais ceux des ex-conducteurs solitaires pourraient bien être plus significatifs encore. En effet, l'utilisation des transports en commun ou actifs représentent tous deux un gain économique, tandis que le transport en commun permet aussi un gain de temps libre lors des trajets (le transport en commun, par défaut, ne demande pas que les usagers soient occupés à conduire), ainsi qu'un gain sous forme de baisse de stress (la conduite automobile peut être une source de stress). Finalement, il est indéniable que la pratique des transports actifs implique un gain de santé physique. Cependant, les pertes subies par les « ex-automobilistes solitaires » seraient plus importantes que celles subies par les « ex-fumeurs publics », puisque les fumeurs ne perdent que leur droit de fumer en public tandis que les conducteurs se voient retirer la gratuité de leur liberté de déplacement rapide et solitaire.

En effet, en installant un système de péage, on plante le principe du pollueur-

payeur et on « internalise les externalités » reliées à la conduite « autosolo ». Chacun conserve alors la possibilité de faire un choix. Cependant, le choix de laisser tomber l'option de « l'autosolo » au profit d'une solution collective ou active est favorisé par le fait que l'utilisateur doit déboursier pour l'usage individuel de sa voiture. Nous pourrions à cet effet proposer un système de paiement où tous les usagers des transports motorisés doivent présenter un titre de transport collectif<sup>6</sup>, qu'ils utilisent leur voiture ou qu'ils soient à l'intérieur d'un véhicule de transport en commun. Un tel titre de transport universel aurait plusieurs avantages : premièrement, qu'il utilise la voiture ou le transport collectif, l'utilisateur paye le même tarif. Il peut donc choisir quotidiennement entre l'utilisation de sa voiture (avec les frais supplémentaires inhérents à ce choix) et l'utilisation du transport en commun (sans frais puisque de toute façon il les paierait en utilisant sa voiture). Cette mesure favoriserait sans doute aussi le covoiturage, puisqu'un seul titre de transport serait demandé par véhicule. En outre, l'argent pourrait entrer directement dans les coffres des sociétés de transport au lieu de transiter par les différentes sections administratives. Une telle solution paraîtrait plus juste (chacun paie le même prix) et donnerait aux conducteurs automobiles le bénéfice de ne pas payer une simple taxe, et d'avoir « déjà payé » leur passage en transport collectif. Un système universel de tarification de l'utilisation motorisée des voies publiques a donc la vertu de l'égalité et de la liberté de choix. Évidemment, l'implantation de ce système ne se fera jamais grâce à la « main invisible » du marché, mais plutôt par « le bras armé de l'État ». Le marché n'a pas la capacité « d'internaliser » tous les coûts d'exploitation à long terme. Seul l'État peut le forcer à le faire et la seule manière est d'implanter des lois.

Par ailleurs, implanter ce type de péage ne serait certainement pas suffisant pour contrer tous les problèmes environnementaux reliés aux transports. Il faudrait y ajouter une série de mesures légales qui entraîneraient des changements plus importants au sein de la population. Il va de soi que certaines de ces mesures ne feront pas l'unanimité, car elles bousculeront l'équilibre en place. Notamment en réduisant le pouvoir économique de plusieurs acteurs très influents, comme les constructeurs automobiles, les grandes sociétés pétrolières, et plusieurs autres acteurs économiques. De plus, le contexte des accords de libre échange entre pays peut rendre complexe l'application de ce type de loi, et l'influence des intérêts économiques peut alors être un obstacle majeur à l'édification d'un cadre légal strict.

<sup>6</sup>Un tel système existe à Stockholm où les automobilistes sont forcés d'acheter une carte mensuelle de transport (Morissette 2009, p.78)

Nous voilà donc devant un problème d'autant plus complexe, car nous ajoutons les difficultés des relations internationales et les intérêts économiques aux problèmes de motivation et d'action collective. N'oublions pas que les citoyens les plus défavorisés par la crise environnementale seront ceux du futur et que par définition, ces derniers ne peuvent pas défendre eux-mêmes leurs intérêts. Même les législateurs, en tant que représentants de leurs concitoyens, n'ont pas le mandat d'implanter des mesures au nom des générations futures. Nous supposons donc que ces derniers ne sont pas motivés à agir d'une manière qui pourrait déplaire à leurs électeurs. Ainsi, la « tyrannie du présent » reste intacte. Nous pouvons donc croire qu'il soit possible de créer des politiques capables de combler l'écart entre les comportements « écoresponsables » et la volonté des citoyens de les adopter, mais faut-il encore que ces lois soient mises en place de quelque manière que ce soit.

Il est donc temps de trouver une manière d'enrayer la « tyrannie du présent ». Nous proposons qu'il soit possible de représenter aujourd'hui les intérêts des générations futures de deux manières différentes : la représentation politique et la représentation juridique. Nous suggérons que ces deux stratégies puissent être utilisées en complémentarité, mais celle répondant le mieux aux problèmes de motivation et d'action collective demeure la représentation juridique.

#### 2.4 Représenter les générations futures.

Nous avons déjà vu que selon le principe de nuisance de John Stuart Mill, la société peut prévenir qu'on inflige des nuisances à ses membres en limitant les actions de certains :

Le fait seul de vivre en société impose à chacun une certaine ligne de conduite envers autrui. Cette conduite consiste premièrement, à ne pas nuire aux intérêts d'autrui, ou plutôt à certains de ces intérêts qui, soit par disposition expresse légale, soit par accord tacite, doivent être considérés comme des droits. (...) Dès que la conduite d'une personne devient préjudiciable aux intérêts d'autrui, la société a le droit de la juger. (Mill 1990, p. 59-60)

La société pourrait donc intervenir pour juger la conduite de la génération actuelle. Cette intervention prendrait la forme de la mise sur pied de mesures contraignantes dont nous avons besoin pour régler les problèmes de motivation et d'action collective, c'est-à-dire

des lois. Or l'implantation de lois qui modifieraient le système économique pour leur permettre de vivre des vies décentes ne se fait pas automatiquement en invoquant le principe de nuisance. Il faut que des actions politiques soient entreprises. Implanter des lois implique donc de passer par le pouvoir politique. Soit directement, soit par l'entremise du pouvoir juridique qui viendrait contraindre le pouvoir politique. Nous analyserons ici deux types de stratégies d'implantation de lois visant la défense des intérêts des générations futures: la *représentation politique* et la *représentation juridique*. Nous ferons un inventaire des différents modèles de représentation politique et nous démontrons l'insuffisance de cette stratégie. Nous verrons ensuite que la représentation juridique nous semble la stratégie la plus adéquate pour justifier l'implantation de mesures contraignantes, mais qu'elle nécessite l'utilisation du langage des droits fondamentaux pour être utilisée. Nous verrons à cet effet que les droits peuvent agir comme des « atouts » légaux afin de prévenir « la tyrannie du présent ». La représentation juridique requiert donc la reconnaissance de certains droits fondamentaux, tandis que la représentation politique prescrit la reconnaissance de certains droits politiques, ou au moins une véritable préoccupation pour le sort des générations futures.

#### 2.4.1\_ La représentation politique

Même si reconnaître des droits aux générations futures pourrait mener à l'établissement d'institutions de représentation politique, ce type de représentation ne nécessite pas nécessairement la reconnaissance de droits fondamentaux en tant que telle. Tout ce dont nous avons besoin pour organiser la représentation politique des générations futures est une volonté politique de défendre leurs intérêts, ou plutôt une forte préoccupation envers eux. Or si nous nous prétendons aujourd'hui « officiellement préoccupés », individuellement ou comme société, par le sort des générations futures, il reste que les lois ne sont pas tout à fait en phase avec cette préoccupation officielle. L'environnement se dégrade encore et les lois actuelles ne suffisent pas à faire cesser cette dégradation. Nous ne sommes pas passés des belles intentions aux actes. Cependant, il existe des façons de transformer ces préoccupations en actions concrètes. La représentation politique des générations futures en est une. Nous



pourrions donc imaginer un système où des représentants occuperaient des sièges des assemblées législatives afin de donner un poids politique à ces citoyens. Par contre, le problème évident de ce type de représentation est que les générations futures ne sont pas là pour voter. Elles ne peuvent donc pas autoriser des représentants à décider en leur nom de quelques manières que ce soit, et nous ne pouvons pas connaître ni leurs opinions, ni leurs préférences, ni même l'importance de leur nombre. De plus, il serait surprenant que les majorités actuelles décident de donner à leurs représentants le mandat de protéger les intérêts d'une population qui n'existe pas et dont la défense implique d'importants changements pour elles. Dans ces circonstances, il semble impossible d'organiser une représentation politique identique à celle qui existe pour les citoyens d'aujourd'hui.

Néanmoins, il existe plusieurs modèles de représentation politique de ces futurs citoyens qui prennent en compte ces difficultés. Nous ferons ici un inventaire de ces modèles afin de démontrer que cette stratégie, bien que souhaitable en complément d'une stratégie juridique, ne répond pas au besoin spécifique qui est de défendre les intérêts fondamentaux des humains de demain contre les nuisances causées aujourd'hui. Sept modèles seront analysés: le « double suffrage restreint » (a); le « double suffrage universel » (b); la règle « sous-majoritaire » (c); la chambre des lords (d); le conseil écologique (e); la tutelle (f); le « trusteeship » démocratique (g).

a) Le « double suffrage restreint » (restricted franchise model): Selon ce système, proposé par Andrew Dobson (Dobson 1996), nous devrions réserver un pourcentage de sièges (5%) des assemblées législatives aux représentants des générations futures. Ces derniers seraient élus par un groupe formé pas des membres sélectionnés du lobby environnemental. Seuls ces membres auraient le droit de vote. L'accès au pouvoir serait donc restreint à un lobby réputé par ses connaissances des dossiers environnementaux et des intérêts de la postérité. Un premier problème mis au jour par Kristian Skagen Ekeli (Ekeli 2005) est celui de la définition du groupe « lobby environnemental ». En effet, Dobson ne spécifie pas de règles claires pour savoir qui peut faire partie de ce groupe. De plus, ce modèle contrevient au principe « une personne, un vote » puisque les membres du lobby bénéficieraient de deux votes: un pour les représentants normaux, un autre pour les représentants de la postérité. On créerait ainsi deux classes de citoyens, ce qui est contraire au

principe fondamental d'égalité démocratique. Ekeli propose de remédier à ce problème en amendant le modèle. Il nomme le modèle amendé le « extended franchise model » que nous traduirons par « le double suffrage universel ».

b) Le double suffrage universel (extended franchise model) : Ce modèle reprend l'idée de réserver un pourcentage de sièges (5%) aux représentants des générations futures, mais modifie l'accès à ces positions ainsi que le mode de scrutin. En effet, Kristian Skagen Ekeli propose que tous les électeurs aient deux votes: un pour les représentants du présent, un autre pour ceux du futur. Ekeli propose aussi que la formation de « partis du futur » puisse être ouverte à tous, mais qu'il revienne aux juges de faire une présélection, et au peuple de choisir parmi ce groupe restreint. Ekeli ne pointe pas quels critères les juges devraient mettre de l'avant dans la présélection des représentants. Ekeli souligne que faire appel aux juges soulève aussi le problème de légitimité démocratique, mais il note que les juges ont déjà un certain rôle à jouer dans le paysage politique, notamment par le contrôle de constitutionnalité. Il reconnaît néanmoins que cette solution ne règle pas pour autant le problème de l'absence d'autorisation. Effectivement, les représentants du futur ne peuvent pas être « autorisés » par les citoyens du futur. Ils sont simplement présélectionnés en fonction du fait qu'ils détiendraient des connaissances spécifiques concernant les problématiques environnementales. Par contre, nous ne savons pas de quels savoirs spécifiques il est ici question. Ekeli admet que l'objectif d'une telle réforme n'est pas d'assurer la représentation authentique des générations futures, mais plutôt que les électeurs soient amenés à s'informer, discuter et débattre de questions qui seraient alors publiquement mises en relief.

Ces deux types de modèle ne permettraient donc que l'ouverture d'un débat et cinq pour cent des sièges ne seront jamais suffisants pour mettre sur pied des mesures impopulaires. Par ailleurs, l'utilisation du pouvoir juridique présuppose déjà que ce n'est que par cette voie que pourra se réaliser efficacement la défense des intérêts des générations futures. Si nous avons besoin des juges pour présélectionner les représentants, nous pourrions leur faire appel pour toutes les décisions concernant la postérité. Ces modèles sont intéressants dans la mesure où on concrétise nos préoccupations pour les générations futures, mais il serait surprenant que nous réussissions à implanter les solutions proposées par ce type de stratégie. Les deux variantes sont donc trop dépendantes du principe majorité, tout en

laissant une certaine place au pouvoir juridique, sans lui donner de véritable pouvoir décisionnel.

c) La règle « sous-majoritaire » (submajority rule model) : Kristian Skagen Ekeli (Ekeli 2009) a proposé ce modèle comme procédure permettant à un tiers des représentants de la chambre basse d'opposer un veto suspensif pour retarder l'adoption d'une loi. Ce délai pourrait prendre deux formes: soit on reporte l'adoption de la loi jusqu'à la prochaine élection, forçant ainsi l'introduction de l'enjeu environnemental lors des élections, soit on force la tenue d'un référendum sur ce sujet. L'auteur affirme qu'un tel veto suspensif installerait un climat de délibération publique qui devrait mener à des décisions plus rationnelles et impartiales. Il est à noter que ce veto suspensif ne peut être utilisé que dans les cas où la minorité a de bonnes raisons de croire que la loi est risquée pour les générations futures. Cette disposition vise à empêcher les partis d'opposition d'imposer un veto simplement dans le but de paralyser l'exercice du pouvoir. Il serait donc possible de contester le veto en recueillant dix pour cent (10%) des voix de l'assemblée et en prouvant que les raisons énoncées ne constituent pas des bonnes raisons de croire que la loi est risquée pour les générations futures. L'auteur prévoit qu'advenant un litige concernant la qualité des raisons, ce serait à la cour de trancher. Les juges décideraient alors si les motifs sont valides et si l'adoption de la loi peut être suspendue jusqu'aux élections ou jusqu'à un référendum.

Or, si c'est la cour constitutionnelle qui décide de la validité des motifs pour faire appel au veto suspensif, pourquoi ne serait-elle pas capable de juger de la validité de la loi? Encore une fois, on en reviendrait aux juges. Par contre, l'avantage de cette proposition est de provoquer l'établissement d'un processus plus informé et approfondi de délibération auprès de la population. De plus, l'enclenchement de ce processus ne dépend pas de la majorité, mais simplement d'un tiers des représentants. Par contre, un tiers des représentants présuppose quand même un certain degré de sensibilisation de la part de plusieurs représentants. Ainsi, présupposer une première sensibilisation revient à espérer qu'une bonne partie des résultats recherchés par le processus soit déjà acquise. Or, les représentants sont en principe imputables à leurs constituants (du moins s'ils veulent de faire réélire) et nous savons que les mesures contraignantes ne seront pas nécessairement populaires auprès de la génération actuelle. Il semble donc que cette solution ne règle pas le problème de base, bien qu'il soit

atténué par le fait qu'on a simplement besoin d'un tiers des représentants pour obtenir un veto suspensif. À cet effet, notons aussi que le résultat de ce processus ne fait que reporter la décision jusqu'aux prochaines élections ou jusqu'à la tenue d'un référendum. Rien n'indique que la population aurait alors trouvé la motivation d'accepter des lois en faveur des populations de demain. Cette solution ne s'éloigne pas non plus du principe majoritaire et ne règle donc pas le problème de motivation.

d) La Chambre des Lords : Cette proposition de Bruce Tonn et Michael Hogan (Tonn, Hogan 2005), propose d'organiser les forums de représentation des intérêts des générations futures dans les chambres hautes, en l'occurrence ici la Chambre des Lords. Selon les auteurs, les chambres basses sont conçues pour s'attaquer aux problèmes d'aujourd'hui en trouvant des solutions qui s'appliquent au temps présent. Très souvent, les représentants répondent aux demandes immédiates des électeurs dans l'objectif de gagner leurs votes aux prochaines élections. Or les chambres hautes, comme la Chambre des Lords, ne sont pas toujours soumises aux réélections; soit parce que les participants sont nommés, soit parce qu'ils sont limités à un seul mandat. Ces chambres sont souvent moins partisans que les chambres basses, tandis que leurs membres sont (parfois) réputés détenir des expertises beaucoup plus étendues. De plus, les Lords bénéficient de plus de temps pour organiser des consultations publiques et des commissions parlementaires. Cela aurait l'avantage de rendre publics les enjeux concernant le futur.

La force de cette proposition est de pouvoir mandater une institution établie, indépendante et souvent respectée, à jouer le rôle spécifique de représentation des intérêts à long terme de la nation. Cependant, ces chambres ont rarement le pouvoir de faire passer des lois. Ainsi, leur seule marge de manœuvre est souvent d'opposer un veto suspensif pour forcer la chambre basse à réviser les lois. Le rôle de ces deuxièmes chambres est donc d'offrir un second regard. Par contre, le problème de la faiblesse du veto suspensif demeure. En effet, au bout des délibérations qui auraient lieu pendant la durée de ce veto, la législature reprendrait le cours normal des choses et la majorité pourrait alors dicter librement ses préférences. Encore une fois, ce modèle ne permet pas de se souscrire des préférences de la génération actuelle.



e) Le conseil écologique: Cette institution pourrait aussi être dotée d'un veto suspensif. Elle a été proposée par Tine Stein (Stein 1998). Ses membres seraient élus par l'Assemblée législative. Ils se rapporteraient donc à elle, mais pourraient lui imposer de revoir ses actes législatifs, forçant ainsi le développement d'une délibération plus approfondie sur la question. Stein propose que le mandat de ses membres soit plus long que celui des représentants (9 ans) et qu'ils ne puissent être réélus. Ces dispositions sont censées assurer leur indépendance, mais le fait qu'ils soient élus par le parlement ne les met pas à l'abri d'être les représentants des partis en place. Cependant, plusieurs autres positions de pouvoir sont aussi soumises à des nominations partisans, comme les membres de certaines chambres hautes, ainsi que les juges non élus par le suffrage universel. Dans la plupart de ces cas, néanmoins, leur impartialité n'est pas automatiquement remise en question. On leur reconnaît parfois des affiliations, mais cela n'entache pas complètement leur réputation.

Une expérience de conseil écologique a déjà été conduite en Israël de 2001 à 2007 (Shoham Lamay 2006) sous le nom de *Commission pour les générations futures de la Knesset*. Cette commission avait deux pouvoirs: le pouvoir de demander de l'information aux établissements contrôlés par le vérificateur général et le pouvoir d'établir une commission parlementaire d'étude d'actes législatifs afin de ralentir l'adoption de ces derniers (sorte de veto suspensif). Par contre, l'usage de ce dernier pouvoir comportait le risque de provoquer la dissolution de la chambre et n'a donc jamais été utilisé. Finalement, la commission a été démantelée puisque la législature la trouvait trop coûteuse et inutile.

Les avantages de ce modèle sont que les membres du conseil écologique seraient spécifiquement nommés en fonction de leur expertise et que l'on n'aurait besoin que de leur avis pour opposer un veto suspensif. Par contre, cette solution est aussi soumise aux préférences de la majorité, car leur pouvoir se limiterait à seulement retarder l'implantation de lois.

f) La tutelle (Guardianship model): Ce modèle a aussi été analysé par Kristian Skagen Ekeli (Ekeli 2006). Selon son analyse, un protecteur des intérêts de la postérité serait nommé, soit par la législature, soit par le pouvoir juridique. Une institution reconnue de ce modèle est l'Ombudsman. Son avantage est de pouvoir entamer des procédures légales au nom des générations futures. Ses actions ne s'inscrivent donc pas strictement dans le cadre

législatif, mais aussi dans la sphère juridique.

Une expérience existe d'ailleurs en Hongrie depuis 2007 (Javor 2006, Solyom 2000). L'Ombudsman des générations futures de la Hongrie est par contre nommé par le législatif, avec une majorité qualifiée des deux tiers. Il a le droit d'exiger que lui soit fournie toute information concernant l'environnement. Il a aussi le pouvoir de faire cesser des activités destructrices de l'environnement, notamment en initiant des procédures légales. Il peut ainsi forcer les autorités compétentes à agir dans un délai de 60 jours, au terme desquels il peut faire appel aux autorités supérieures. Outre ce pouvoir spécial, il n'a pas d'autre autorité que celle de faire des recommandations et d'alerter le public. Ses recommandations ne sont pas contraignantes, mais l'expérience démontre qu'elles ont de l'influence. Notons que ce type de modèle pourrait constituer un hybride entre représentation politique et représentation juridique.

g) Le « trusteeship » démocratique : Dennis Thompson (Thompson 2010) soutient que nous pouvons mettre en place des institutions capables de défendre les capacités démocratiques des générations futures et la méthode qu'il pour en venir à de tels résultats est la démocratie participative. Il prend d'abord l'exemple des tribuns de la plèbe de Rome. Il rappelle que le rôle que jouait cette institution était de représenter la plèbe sans toutefois participer à la vie politique ordinaire. L'auteur souligne qu'au sommet de leur pouvoir, les tribuns avaient une sorte de droit de veto sur les actes législatifs. Ce pouvoir se nommait l'*intercessio*, et leur permettait d'empêcher l'acte d'un magistrat de produire ses conséquences légales. Même si les tribuns étaient élus par la plèbe, leurs mandats étaient fixes et non renouvelables. Ils n'étaient donc imputables qu'à eux-mêmes.

Ce que Thompson retire de cet exemple est la possibilité de mettre en place une institution indépendante ayant le mandat de représenter ceux qui ne le seraient pas autrement. Il précise que les institutions modernes qui pourraient se rapprocher le plus du tribunat de la plèbe seraient les commissions indépendantes et les assemblées citoyennes. Il donne l'exemple d'une assemblée citoyenne organisée en Colombie-Britannique en 2004 où 60 citoyens, choisis plus ou moins au hasard, se sont vu octroyer le mandat d'examiner la réforme électorale afin de recommander à la législature les changements qu'elle devrait effectuer. L'auteur relate que les participants sont devenus compétents en matière de

systèmes électoraux, qu'ils ont réussi à se hisser au-dessus de « l'esprit de clocher » en se concentrant sur l'intérêt à long terme de la province. Par contre, la proposition a ensuite été rejetée par référendum. Un autre exemple de participation citoyenne est celui de la l'Islande, où la nouvelle constitution s'écrit en ce moment en mode participatif. Cette expérience a donné lieu à une réelle orientation pour les droits des générations futures. On y promulgue entre autres la propriété collective de toutes les ressources naturelles.

Ce modèle permet donc d'institutionnaliser les mécanismes de la démocratie participative/délibérative en conférant certains pouvoirs aux citoyens, comme c'était le cas au temps des tribuns de la plèbe. Thompson propose par ailleurs que ces assemblées puissent jouir d'un droit de veto suspensif, conditionnel à une révision juridique. Elles pourraient en outre proposer des réformes constitutionnelles, afin d'assurer la défense des intérêts des futurs citoyens. En faisant ainsi appel aux processus de la démocratie participative, on propose un type d'investigation doté d'une réputation d'impartialité, particulièrement dans le cas des citoyens choisis au hasard. Il serait donc possible qu'un nombre restreint de citoyens puisse se voir conférer le difficile mandat de juger si les actions destructrices de l'environnement des générations futures devraient continuer d'avoir lieu.

L'avantage de ce modèle est d'offrir une voie d'action proprement citoyenne et de permettre un climat délibératif relativement exempt des préférences de la majorité. Le problème de ce modèle est que les citoyens ne sont ni des experts réputés, ni des représentants mandatés. On peut leur attribuer la vertu de l'impartialité, mais comme dans l'exemple de la Colombie-Britannique, il se peut que leurs travaux soient rejetés par la force majoritaire. De plus, l'essentiel de leur pouvoir serait encore une fois de n'imposer qu'un veto suspensif.

L'analyse de ces modèles démontre donc qu'ils permettraient de forcer le débat en imposant des procédures de délais. Cependant, ces procédures ne peuvent pas vraiment empêcher les législatures de nier les intérêts des générations futures, puisque tous les modèles étudiés s'en remettent finalement aux préférences de la majorité actuelle. Le principe suprême demeure donc le principe majoritaire. Néanmoins, si aucun de ces modèles ne donne l'assurance d'implanter des lois impopulaires modifiant significativement le modèle économique en place, il se pourrait bien qu'en augmentant le temps et le niveau de délibération auprès des représentants, ces derniers en viennent à adopter de véritables

mesures contraignantes. Par contre, nous sommes pessimistes quant à cette possibilité. Nous croyons que le message de sensibilisation qu'une délibération approfondie parviendrait à mieux diffuser auprès des représentants n'a pas beaucoup plus de chance d'être appliqué en lui donnant seulement une meilleure qualité de diffusion auprès de ces représentants. Le message ne passera pas dans la population tant que la contrainte n'existera pas, et la contrainte n'existera pas tant que le gouvernement ne la mettra pas sur pied. Or il serait surprenant qu'un gouvernement doté du courage politique de mettre sur pied les mesures nécessaires arrive au pouvoir, car la population ne sera jamais assez sensibilisée tant que le message ne passera pas. Nous voilà donc dans une impasse. Pour implanter des mesures impopulaires, il est essentiel de faire appel à un principe différent que celui de la représentation politique. C'est pourquoi nous étudierons la représentation juridique des générations futures.

#### 2.4.2 La représentation juridique

Dans les régimes de démocratie constitutionnelle, il y a deux sources distinctes de légitimité: le principe majoritaire et le principe des droits fondamentaux. Dans ces régimes, qui sont dominants en Occident, les cours de justice peuvent invalider certaines lois qui porteraient atteinte aux droits fondamentaux de certains. Ces interventions sont rendues légitimes par les chartes de droits et liberté, la plupart du temps enchâssées dans les constitutions. Ainsi, lorsqu'un gouvernement porte atteinte aux droits et libertés de ses citoyens, soit par l'édification de lois injustes, la non-application de lois justes ou la violation de droits, il enfreint la constitution qui est la loi fondamentale à laquelle il doit se soumettre. Des mécanismes sont alors utilisés pour invalider ou modifier les lois anticonstitutionnelles.

L'un de ces mécanismes, qui est le plus répandu, consiste à faire appel aux cours de justice. Une des forces de ces dernières est de ne pas être soumises au principe majoritaire. Même si les juges prennent rarement des décisions allant complètement à l'encontre de l'opinion populaire, ils sont en principe soumis à la loi fondamentale et ont un pouvoir d'interprétation de cette dernière. C'est un de leurs rôles spécifiques. Ainsi, en proposant leur propre interprétation des différents articles constitutionnels, ils peuvent ramener à l'ordre les



gouvernements et les forcer à appliquer leurs lois, à cesser de violer les droits des citoyens, ou encore à réécrire des lois qui contredisent la constitution. Les juges peuvent en outre revoir et interpréter les textes des lois fondamentales afin de déduire des droits là où ils ne sont pas explicites.

Un exemple de ce type d'exercice est le jugement *Vriend* (*Vriend c. Alberta* [1998] 1 R.C.S. 493), où l'appelant, Delwin Vriend, avait perdu un emploi suite à la divulgation de son orientation sexuelle. La Cour Suprême canadienne a statué que l'homosexualité était un motif de distinction illicite même si on avait omis de l'inclure dans le texte de la loi sur la protection des droits individuels (*Individual's rights protection act*) de l'Alberta. La cour a donc jugé qu'on pouvait défendre le droit des homosexuels de ne pas voir leur homosexualité être un motif de discrimination et a donc « tenu pour inclus » ce motif dans la liste des motifs de distinction illicite de la loi albertaine.

C'est donc en bonne partie parce qu'elles ont le mandat de défendre ceux qui ne peuvent être représentés par le principe majoritaire que les cours ont le pouvoir d'invalider certaines lois, voire de déduire certains éléments qui ne figurent pas dans les textes. Ce genre d'intervention vise à éviter ce qu'Alexis de Toqueville (Toqueville 1961) et John Stuart Mill (Mill 1990) ont nommé la « tyrannie de la majorité ». Cette expression désigne le fait que, par définition, les minorités ne jouissent pas de la même force législative que la majorité.

Nous soutenons ici que la reconnaissance de droits justiciables aux générations futures (qui constitue leur représentation juridique) leur permettrait d'être protégées de ce que l'on pourrait appeler la « tyrannie du présent »<sup>7</sup>. La génération actuelle perpétue une telle tyrannie en agissant d'une manière qui porte atteinte aux intérêts fondamentaux des générations futures sans que ces dernières puissent se défendre ni politiquement, ni légalement. Contrer cette tyrannie impliquerait donc de permettre une défense politico-légale aux générations de demain en élargissant le principe des droits fondamentaux à ces futurs citoyens. Cet élargissement devrait idéalement conduire à l'utilisation légale de certains droits, dans la mesure où des cours de justice pourraient interpréter les lois fondamentales des pays en y lisant que les générations futures sont aussi des sujets de droit. Cette interprétation

<sup>7</sup>Même si les membres des générations futures sont potentiellement plus nombreux que ceux de la génération actuelle, l'analogie entre les deux « tyrannies » tient au fait que les deux groupes « tyrannisés » ne peuvent être défendus « normalement » au sein d'un système purement représentatif. Par ailleurs, le « tyran » des groupes minoritaire est la majorité, tandis que celui des générations futures est la majorité du moment présent, ce qui revient au même groupe. Ce fait renforce d'autant plus l'analogie entre les deux expressions.

juridique pourrait potentiellement être utilisée pour suggérer aux gouvernements de mettre sur pied l'éventail de mesures légales visant à modifier notre modèle économique. En effet, démontrer que certaines actions actuelles portent préjudice à des générations futures, dotées de droits protégés par des chartes enchâssées dans les constitutions, pourrait servir à rendre légitimes certaines politiques coercitives qui n'auraient pas reçu l'aval du pouvoir législatif. Ainsi, si des politiques majoritaires empêchaient l'État de respecter ses futurs citoyens, le pouvoir juridique pourrait l'amener à le faire. La représentation juridique, et la reconnaissance de droits fondamentaux qui la sous-tend, comportent donc les avantages de produire de véritables actes légaux et d'être indépendante du principe majoritaire. De plus, la voie juridique pourrait offrir plus de rapidité à opérer les changements urgents qui s'imposent aujourd'hui. C'est ainsi que la représentation juridique pourrait être un outil essentiel dans la lutte contre la « tyrannie du présent ».

Cependant, il n'est pas donné que les juges soient convaincus du bien fondé de cette démarche, surtout s'il n'existe pas de consensus social sur la question. La plupart du temps, ces derniers basent leurs jugements sur ce qui est acceptable socialement à une époque donnée. Dans le cas des générations futures, nous avons déjà établi que nous faisons face à un problème de motivation touchant la majorité de la population ainsi que leurs représentants. Rien n'indique que les juges soient immunisés contre le problème de motivation. Néanmoins, il peut arriver que les cours de justice aillent à l'encontre de l'opinion généralisée des citoyens, mais dans la mesure où l'injustice serait probante. Nous pourrions ainsi tenter d'argumenter que l'injustice envers les citoyens du futur est probante et urgente, mais aucun fait n'existe encore. Aussi, même si l'urgence de la situation a été établie, elle n'est pas aussi évidente que dans le cas d'événements graves comme des crimes de guerre, des génocides et autres crimes contre l'humanité. La défense des droits des générations futures souffre donc des mêmes problèmes à tous les plans.

Par contre, l'autre force du pouvoir juridique est d'être le théâtre le plus propice à l'articulation du langage des droits. Or nous pouvons suggérer que ce langage dispose d'une force symbolique beaucoup plus imposante que de simples lois promulguées par des discours politiques portant sur des concepts comme la valorisation et le respect de l'environnement. En effet, évoquer de manière crédible le fait que les générations futures devraient avoir des droits, par des arguments présentés au sein des organes de justice, pourrait bien avoir l'effet

sensibilisateur tant recherché au sein de la population. Ainsi, nous pouvons supposer qu'en se développant de manière concrète, le langage des droits puisse nourrir le discours de soutien aux droits des citoyens du futur. Ce discours pourrait alors prendre assez d'ampleur publique pour qu'une masse critique de sympathisants pressent à leur tour les cours de justice, ainsi que leurs représentants politiques. Évidemment, si cette sensibilité venait à se développer suffisamment au sein de la population, nous pourrions alors affirmer que le problème de motivation serait réglé. Par contre, affirmer cela occulterait le fait que la masse critique nécessaire à convaincre les juges d'agir n'a probablement pas à être aussi importante que celle qui réussirait à séduire les représentants politiques. Par contre, nous ne pouvons affirmer une telle supposition avec certitude. Néanmoins, nous savons que la plupart des juges ne sont pas soumis aux élections et ne risquent donc pas leur position par des actes peu populaires. Leurs décisions ne peuvent être complètement en marge de l'opinion publique, mais ils n'ont pas à la suivre avec autant d'assiduité que les représentants politiques. Aussi, c'est dans le forum juridique que l'on utilise avec le plus d'effectivité le langage des droits. Les juges n'ont pas le monopole de ce langage, mais la nature de leurs fonctions de gardiens et d'interprètes des constitutions et des chartes des droits leur donne au moins une certaine réputation de rationalité et d'objectivité.

La représentation juridique n'est certainement pas une voie facile et évidente. Nous avons vu qu'elle était soumise au même problème de motivation que la représentation politique et nous avons suggéré que la représentation juridique serait aussi soumise à l'opinion publique. De plus, les lois difficilement applicables parce que trop exigeantes à faire respecter ne seront pas nécessairement plus applicables simplement parce qu'elles ont été introduites par des cours de justice. Néanmoins, nous avons suggéré que la voie juridique pourrait, grâce à l'utilisation particulière du langage des droits qu'on y trouve, être un terrain plus fertile au développement d'une sensibilité populaire envers les générations futures. Ce serait donc l'utilisation crédible et efficace de ce langage qui offrirait une piste de solution au problème de motivation. C'est ce dernier point que nous développerons maintenant.

### 2.4.3 Le langage des droits

Le rôle des droits est de protéger certains intérêts fondamentaux même si cette protection n'est pas avantageuse pour la société dans son ensemble. Ainsi, certaines politiques favorisant le bien commun ou l'idéal utilitariste du « plus grand bonheur pour le plus grand nombre » pourraient être souhaitées et implantées par la majorité tout en portant atteinte aux intérêts fondamentaux de certains. Les droits existeraient donc pour faire respecter ces intérêts malgré l'avantage pour la société dans son ensemble, et malgré la volonté de la majorité. C'est dans cette optique que Ronald Dworkin propose que les droits puissent être interprétés comme étant des « atouts » qui protégeraient les uns contre les abus des autres. L'auteur s'est penché sur cette question et affirme qu'il peut exister une dichotomie entre les droits des citoyens et certaines conceptions du bien commun que pourraient avoir les législateurs :

Rights are best understood as trumps over some background justification for political decisions that states a goal for the community as a whole. If someone has a right to publish pornography, this means that it is for some reason wrong for officials to act in violation of that right, even if they (correctly) believe that the community as a whole would be better off if they did. (Dworkin 1985, p. 153)

Dans ce passage, Dworkin dit que les représentants de l'ordre ne peuvent violer le droit de publier de la pornographie même s'il s'avérait qu'une telle censure produirait des répercussions avantageuses sur la société dans son ensemble. Dworkin oppose l'idée des droits comme atouts (trumps) à l'idéal utilitariste du bien commun. Il propose que l'on utilise les droits comme « police d'assurance » contre de possibles abus de la majorité. Ces abus surviennent souvent lorsque le principe majoritaire approuve des décisions en ne tenant compte que du « plus grand bonheur pour le plus grand nombre ». Ainsi, pour empêcher que les politiques utilitaristes causent des abus, il faut restreindre leur portée en reconnaissant le droit à l'indépendance politique à tous :

One very practical way to achieve this restriction is provided by the idea of rights as trumps over unrestricted utilitarianism. A society (...) might achieve that (restriction) by adopting a right to political independence : the right that no one suffer disadvantage (...) on the ground that others think he should have less because of who he is or is not, or that others care less for him than they do for other people. The right of political independence would have the effect of insulating Jews from the preferences of Nazis [...] (Dworkin 1985, p. 158)



En reconnaissant ainsi le droit à l'indépendance politique à chacun, on utilise un outil qui empêche que les simples préférences de la majorité puissent nuire à certains. Ce droit permet que chacun soit protégé contre les désavantages potentiellement créés par les politiques utilitaristes ou majoritaires et assure donc l'égalité politique de tous. Dworkin utilise l'exemple des juifs pour expliquer que le droit à l'indépendance politique aurait eu l'effet « de protéger les juifs contre les politiques des nazis ». Il est évident que de telles politiques, aussi populaires qu'elles puissent être, iraient à l'encontre du principe d'indépendance ou d'égalité politique. Ainsi, même si ces politiques recevaient l'aval de la majorité, elles ne pourraient pas être instaurées, car les droits agiraient comme des atouts afin de les disqualifier. Les droits peuvent donc assurer l'égalité à chacun en étant situés au-delà du principe majoritaire.

Évidemment, pour que cela ait lieu, il faut qu'il existe un État de droit, que le pouvoir juridique soit indépendant du pouvoir politique et qu'il existe un système pour appliquer les décisions des juges. Lorsque cela est possible, les droits peuvent non seulement servir à empêcher les gouvernements de violer les droits de ses citoyens, mais aussi invalider les lois qui les violent et même forcer l'implantation de lois dont l'inexistence est injuste.

Nous avançons donc l'idée que si les droits des générations futures pouvaient être défendus aujourd'hui, ils pourraient fournir un cadre de justification juridico-politique pour l'implantation de mesures contraignantes. Or, même si nous pouvons aujourd'hui reconnaître des droits aux générations futures et démontrer que nous violons ces droits par nos actions actuelles, il restera toujours à faire appliquer ces droits dans la sphère juridique. Par ailleurs, il faudrait idéalement trouver une manière de déduire des chartes des droits existantes les droits des générations futures à un environnement sain. Il faut donc réussir à prouver que ces chartes ne s'appliquent pas exclusivement aux sujets de droit qui existent aujourd'hui, mais à tous ceux affectés par nos actions. Or il est évident qu'un tel projet doit être entrepris par certains membres de la génération actuelle, car pour faire respecter n'importe quel droit, des actions doivent être menées par certaines personnes. Que ce soit une personne seule, un groupe, un lobby ou une partie de la population, des gens doivent revendiquer ces droits au nom des générations futures. L'État n'a pas (encore) l'obligation légale d'assurer leur défense. Il faut donc pousser l'État à défendre les intérêts de ces futurs sujets de droit. Pour arriver à ces fins, nous n'avons ni besoin d'une majorité de citoyen, ni de procuration

officielle des sujets de droit pour que leur cause soit légitime. Le fait de démontrer que les droits des générations futures sont aujourd'hui bafoués pourrait être suffisant pour au moins tenter de les défendre devant les tribunaux. Cependant, il faut que quelqu'un le fasse. À cet effet, certains outils proposés dans la section sur la représentation politique des générations futures pourraient être utilisés. C'est le cas de l'Ombudsman, qui permet d'entreprendre des actions légales au nom des générations futures, ou des jurys de citoyens, qui implique directement certaines personnes dans des processus de participation pouvant mener à des réformes constitutionnelles. Ce dernier outil pourrait être adapté en faisant porter aux citoyens impliqués un discours de revendication de droits justiciables pour les générations futures. Ces citoyens pourraient alors être des acteurs de premier plan, car la représentation juridique doit être initiée et organisée par des citoyens. Ces derniers doivent donc prendre des initiatives légales, et le fait qu'ils portent un discours revendiquant des droits est la première étape.

Par ailleurs, certaines actions « pseudo légales », mais sérieuses sont entreprises aujourd'hui. En effet, des militants environnementalistes du *Hamilton Group* ([thehamiltongroup.org.uk](http://thehamiltongroup.org.uk)) ont projeté de faire reconnaître l'*écocide*, l'équivalent environnemental du génocide, comme cinquième crime reconnu. (Les quatre autres étant le génocide, le crime contre l'Humanité, le crime de guerre et le crime d'agression.) La définition exacte de l'écocide est : « Dommages, destruction ou disparition d'un écosystème d'un territoire donné, par l'action humaine ou par une autre cause, d'une telle ampleur que la jouissance paisible par les habitants de ce territoire est sévèrement diminuée ». ([thehamiltongroup.org.uk](http://thehamiltongroup.org.uk) - traduction libre)

Le 30 septembre 2011 a eu lieu une simulation de procès à la Cour Suprême du Royaume-Uni. On y a traité de certains « crimes » comme si l'écocide avait été reconnu par l'ONU. Des exemples de crimes possibles incluent la déforestation amazonienne, l'exploitation des sables bitumineux en Alberta, le déversement de pétrole dans le golfe du Mexique, la disparition des Maldives par la hausse du niveau des océans, etc. Les procédures normales seront suivies, des juges, un jury et des équipes d'avocats sont impliqués. L'exercice est purement fictif, mais il s'inscrit dans une campagne de sensibilisation pour faire reconnaître ce type de crime par l'ONU et la Cour Pénale Internationale. Bien que l'écocide ne soit pas nécessairement relié aux droits des générations futures, le lien est évident. La

reconnaissance de droits aux citoyens futurs pourrait certainement aider la cause de la reconnaissance de ce crime et la reconnaissance de ce crime pourrait bien être un premier pas dans l'instauration de la représentation juridique des générations futures. Les deux concepts sont complémentaires et peuvent « s'entraider » mutuellement. Si l'écocide devenait un crime, les générations futures pourraient être considérées comme des victimes, à condition que nous puissions leur reconnaître des droits. Or pour que cela se réalise, nous devons d'abord savoir sous quelles conditions nous reconnaissons des droits aux personnes actuelles, afin de vérifier si les générations futures peuvent se qualifier. Nous devons aussi vérifier si ces droits sont effectivement bafoués, pour savoir s'il est possible d'entreprendre des actions légales concrètes. Ce n'est que sous ces conditions qu'il sera possible d'assurer aujourd'hui la représentation juridique des futurs citoyens. Le prochain chapitre servira à analyser ces conditions.

## CHAPITRE III

### DES DROITS POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

Dans ce chapitre, nous verrons sur quelles bases nous considérons que nous avons des droits afin de voir comment il serait possible d'en reconnaître aux générations futures. Nous analyserons deux approches qui expliquent l'attribution des droits aux personnes : l'approche par la volonté et l'approche par les intérêts. Nous relèverons les problèmes de chacune ainsi que certaines pistes pour combler ces lacunes et nous proposerons une version bonifiée de l'approche par les intérêts. Nous verrons ensuite comment la non-existence des générations futures pose trois problèmes tant à la reconnaissance qu'à la « judiciarisation » de leurs droits : la non-existence des sujets de droit, la non-existence des nuisances et la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit. Nous verrons qu'il est possible de régler ces problèmes en affirmant qu'il y aura des gens plus tard, qu'ils auront des droits et que l'on peut défendre ces droits aujourd'hui en vertu du fait que les causes des nuisances ont lieu maintenant. Nous verrons aussi qu'il est possible de renverser le fardeau de la preuve en utilisant le concept de risques déraisonnables. Finalement, l'utilisation du concept de nuisances objectives viendra régler le dernier des trois problèmes pour rendre possible la reconnaissance de droits justiciables aux générations futures.

#### 3.1 Nature et fonction des droits

Nous analyserons ici la nature et la fonction des droits afin de voir sous quelles conditions nous pourrions en reconnaître aux générations futures. Nous comparerons deux approches selon lesquelles nous considérons que nous avons des droits afin de voir comment il serait possible d'en reconnaître aux générations futures : l'approche par les intérêts et celle



par la volonté. Nous verrons comment ces approches expliquent l'attribution des droits aux personnes, les problèmes de chacune ainsi que certaines pistes pour combler ces lacunes. Finalement, nous proposerons qu'il est possible d'utiliser l'approche par les intérêts en la complétant par des critères plus stricts d'admissibilité.

### 3.1.1 L'approche par les intérêts

Selon l'approche par les intérêts, les droits existent dès que l'on veut protéger certains intérêts. Joel Feinberg, dans le chapitre «The rights of animals and unborn generations», (Feinberg p.51) pointe deux conditions d'attribution :

- a) Un ayant droit doit pouvoir être représenté et cette représentation est impossible sans que l'ayant droit ait un intérêt.
- b) Un ayant droit doit pouvoir être un bénéficiaire de sa propre personne et un être sans intérêt est un être incapable de bénéfice ou préjudice. Ainsi, les objets inanimés, comme des minéraux ou des artefacts, ne peuvent avoir de droits.

En utilisant l'expression « être un bénéficiaire de sa propre personne », Feinberg souligne que le critère « avoir un intérêt » implique la capacité de réception de ce qui peut nous atteindre. Son objectif est donc de définir les agents qui peuvent subir des préjudices et profiter de bénéfices. Ainsi, pour subir l'un ou l'autre de ces états, on doit avoir un intérêt. À cet effet, James Nickel, dans *Making sense of human rights* dit que l'approche par les intérêts vise à promouvoir les intérêts des gens en leur accordant et en protégeant certains biens : « Interest theories (...) assert that the function of rights is to promote people's interests by conferring and protecting benefits ». (Nickel 1987, p.19)

Il apparaît clair que selon ces auteurs, la nature des droits est de défendre des intérêts dont on peut être le bénéficiaire, mais aucun des deux ne spécifie de quels intérêts il est question.

### 3.1.2 L'approche par la volonté

Selon l'approche par la volonté, les droits devraient être attribués seulement aux sujets qui ont des intérêts et sont capables de les revendiquer. Axel Gosseries résume assez bien cette idée : « [...] while for interest theorists any significant claim could qualify as a right, for their opponents, rights involve minimally a claim-right plus a power. » (Gosseries 2008, p.449).

L'approche par la volonté inclurait donc les critères de l'approche par les intérêts, mais viendrait compléter cette dernière en expliquant la manière dont fonctionnent réellement les droits. Cette approche explique que les droits doivent être revendiqués pour exister. Elle pourrait donc être vue comme un complément à l'approche par les intérêts, dans la mesure où elle ajoute du contenu descriptif à un élément normatif. Elle est descriptive, car elle explique comment les droits en viennent à exister et elle est normative lorsqu'elle reprend le critère de l'intérêt. Par contre, elle ajoute une limite à l'approche par les intérêts en faisant de son contenu descriptif un critère d'admissibilité. Selon les défenseurs de cette approche, son caractère descriptif permet de limiter les droits à ceux qui peuvent être revendiqués. Ainsi, l'approche par la volonté explique donc que les droits ne peuvent être reconnus que s'ils sont accompagnés d'un certain pouvoir de revendication. Or un tel pouvoir peut être constitué d'une majorité politique, d'une influence populaire, d'une représentation juridique, etc.

### 3.1.3 Les problèmes relatifs aux deux approches

Chacune des approches comporte des lacunes sérieuses. Celle des intérêts est critiquée par les défenseurs de l'approche par la volonté parce qu'elle serait trop inclusive, tandis que celle par la volonté, selon les défenseurs de l'approche par les intérêts, ne rendrait pas compte de la véritable nature des droits.

#### A) Le problème de l'approche par la volonté

Joel Feinberg reproche à l'approche par volonté de ne pas rendre compte de la vraie nature des droits en formulant cette critique :

It is simply not true [...] that the ability to understand what a right is and the ability to set legal machinery in motion by one's own initiative are necessary for the possession of rights. If that were the case, then neither human idiots nor wee babies would have any legal rights at all. Yet it is manifest that both of these classes of intellectual incompetents have legal rights recognized and easily enforced by the courts. Children and idiots start legal proceedings, not on their direct initiative, but rather through the actions of proxies or attorneys who are empowered to speak in their names. (Feinberg p.47)

Dans cette critique, Feinberg ne remet pas en cause le caractère explicatif de l'approche par la volonté. Il ne fait qu'affirmer que les procédures légales n'ont pas à être actionnées par les sujets de droit eux-mêmes. Ces derniers peuvent être représentés par des tuteurs. Or, selon la compréhension d'Axel Gosseries, l'approche par la volonté affirme qu'un droit est un intérêt auquel on ajoute le pouvoir de le défendre. Rien n'indique vraiment que cette défense doive être pratiquée exclusivement par les sujets de droit, ni même initiée par ces derniers.

À ce propos, il est à noter que les défenseurs de la conception par la volonté acceptent le principe de représentation et accordent donc des droits aux enfants et aux personnes déficientes intellectuellement, tant que l'on peut déduire que ces derniers ont des intérêts et qu'ils peuvent être représentés. Or, ces deux critères sont aussi ceux de Feinberg. Il semble donc que ce soit un faux débat.

#### B) Le problème de l'approche par les intérêts

La critique principale que les défenseurs de l'approche par la volonté formulent contre l'approche par les intérêts est que cette dernière est trop « inclusive ». Selon cette critique, invoquer des droits dès que n'importe quel intérêt est menacé risque de faire perdre aux droits leur caractère distinctif. Les droits ne devraient pas être utilisés dans n'importe quelles circonstances. Selon James W. Nickel, le caractère distinctif des droits est qu'ils désignent des obligations importantes clairement définies :

Because every rightholder must be treated in a specified manner, rights are different from « collective goals,» which merely assert the desirability of maximizing some aggregate quantity and which can easily be ignored when other goals seem more pressing. (...) Rights are distinctive not only in their high priority and definiteness, but also in their mandatory character. (Nickel 1987, p.18).

Les droits sont donc distincts des autres objectifs politiques, car ils sont à la fois prioritaires, obligatoires et spécifiques. Ils établissent donc des normes sociales minimales :

Rights establish minimal standards of decent social and governmental practice. Not all problems deriving from inhumanity or selfishness and stupidity are human rights problems. For example, a government that failed to provide national parks for its citizens might be criticized for being cheap or insufficiently concerned with recreational opportunities, but that would not be a matter of human rights. (Nickel 1987, p.4)

Les droits doivent donc protéger ce qui est fondamental dans une société. Nous avons vu plus tôt ce que l'on pouvait considérer comme des intérêts fondamentaux. Nous pourrions déduire ici que ces intérêts fondamentaux devraient pouvoir être protégés par des droits, puisque ce sont justement les intérêts les plus essentiels. Or le problème que les défenseurs de l'approche par la volonté perçoivent de l'approche par les intérêts est qu'en défendant cette approche, on ne spécifie pas quels intérêts devraient être défendus. On affirme seulement le fait que les droits protègent des intérêts, et on ne désigne pas dans quelles situations l'usage de cet outil sérieux est possible et souhaitable. Axel Gosseries résume cette critique en disant que ces théoriciens craignent de voir apparaître une surabondance de droits qui ne rempliraient pas tous la fonction d'établir des normes minimales. (Gosseries 2008a, p449). Les défenseurs de l'approche par la volonté considèrent donc qu'il faut des critères plus stricts. Le critère qu'ils proposent est de ne reconnaître des droits qu'à ceux qui seraient en mesure de les revendiquer. Or ce critère n'est pas opératoire, car on pourrait très bien revendiquer des droits superflus. Dans tous les cas, les droits doivent être revendiqués d'une manière ou d'une autre pour qu'ils soient effectifs. Il serait donc plus souhaitable de proposer des critères plus spécifiques pour bonifier l'approche par les intérêts.

#### 3.1.4 Approche par les intérêts « améliorée »

C'est ce que propose James W. Nickel dans son article « *The human right to a safe environment: philosophical perspectives on its scope and justification.* » (Nickel 1993a) L'auteur présente quatre critères pour que le droit à la sécurité environnementale se qualifie comme droit humain. Ces critères serviront à ce que nous puissions utiliser le langage des



droits en ce qui concerne les intérêts satisfaits par l'existence d'un environnement sain. Ces quatre critères sont la nuisance aux intérêts fondamentaux; la force nécessaire; la viabilité morale; et la viabilité politico-économique.

a) Critère de nuisance aux intérêts fondamentaux.

Pour satisfaire ce premier critère, il faut d'abord démontrer que les droits proposés protègent des intérêts fondamentaux. Il faut ensuite voir en quoi ces intérêts seraient menacés par la dégradation environnementale. Or, nous avons déjà vu, avec d'autres écrits de Nickel, ce que l'on pouvait considérer comme des intérêts fondamentaux :

Un intérêt est fondamental dans la mesure où il est nécessaire à l'existence d'une personne ou à sa capacité de se développer et d'exprimer les aspects principaux de sa personnalité. Les intérêts fondamentaux sont généraux, car tous en ont, et sont puissants, car ils sont plus importants que les autres intérêts. Les intérêts fondamentaux incluent la vie, la santé, la sécurité, et un accès aux conditions minimales d'une vie décente comme la nourriture, l'habitation, etc. (Nickel 1987, p. 84, traduction libre)

Avec les travaux de Simon Caney, nous avons vu que les changements climatiques menaçaient des aspects importants de la vie humaine :

La hausse du niveau de la mer menace la sécurité économique de plusieurs habitants de zones inondables comme le Bangladesh, la désertification menace la santé et la nutrition de plusieurs habitants de zones semi-désertiques, la hausse des températures va faire augmenter le nombre de personnes exposées aux maladies comme le Paludisme et le Choléra. (Caney 2006, p.260-262, traduction libre)

Ainsi, la dégradation environnementale (nous prenons ici l'exemple des changements climatiques) nuit aux intérêts fondamentaux des générations futures. La surconsommation des ressources au-delà de la capacité de la planète d'en fournir autant est la cause irréfutable de la dégradation environnementale. La génération actuelle nuirait donc aux intérêts fondamentaux des générations futures par sa surconsommation. Le premier critère est donc satisfait par le fait que les moyens de subsistance des générations futures doivent être protégés. Nous avons vu que les moyens de subsistance peuvent être inclus dans les moyens de protection, et que selon le principe de nuisance de Mill, assurer sa protection justifie de contraindre autrui. Nous devons voir maintenant si cette contrainte ne pourrait prendre la forme d'un autre moyen que celui de mettre de l'avant des droits. C'est la fonction du prochain critère, celui de force nécessaire.

b) Critère de force nécessaire

Pour satisfaire ce critère, il faut démontrer que les intérêts des sujets de droit ne peuvent pas être défendus par des formes plus faibles de protection, car les droits sont des formes puissantes et exigeantes et ne devraient pas être utilisés si on peut s'accommoder de moyens plus faibles. Or nous sommes déjà au fait du manque de motivation actuel, et tous les jours nous sommes témoins de l'absence d'action efficace. Certaines mesures ont déjà été tentées et nous devons reconnaître l'échec de ces moyens « plus faibles ». Pour s'en convaincre, on n'a qu'à prendre note des derniers échecs de négociation pour la mise en place du protocole de Kyoto, du récent abandon de la bourse du carbone par les États-Unis et le Canada, ou de la réticence des pays émergents à se soumettre aux mêmes exigences que les pays développés. Nous ne traiterons pas ici du problème des relations internationales, et nous analyserons encore moins la légitimité de certains à s'exclure des mesures proposées. Ce que nous noterons, simplement, est que les efforts actuels ne suffisent pas à enrayer les problèmes. Il semble que l'utilisation du langage des droits ouvrira la porte à l'acceptation de mesures plus musclées. Nous noterons par ailleurs que la proposition d'organiser la représentation politique des générations futures a été analysée et malgré qu'elle pourrait être utile dans certains cas, son assujettissement aux mécanismes majoritaires fait en sorte qu'elle ne pourrait pas suffire à mettre en place les mesures qui s'imposent puisqu'elles ne jouiraient pas de la faveur populaire. Il semble donc que l'usage du langage des droits ne constitue pas une « contrainte excessive » à l'égard de la génération actuelle. Par contre, il faut voir si le résultat de cette utilisation, c'est-à-dire les mesures implantées au nom de ces droits, en constitue une. C'est la fonction du prochain critère : celui de viabilité morale.

c) Critère de viabilité morale

Pour satisfaire ce critère, il faut démontrer que les obligations déduites des droits peuvent légitimement être imposées aux agents « contraints ». Dans notre cas, il faudrait que les mesures contraignantes n'imposent pas elles-mêmes des nuisances aux intérêts fondamentaux des membres de la génération actuelle, et que les contraintes imposées soient les mêmes pour la génération actuelle que pour les générations futures. Nous avons vu dans le chapitre sur les solutions qu'il existe des alternatives au modèle économique en place et

nous avons proposé d'implanter des mesures pour mettre sur pied le modèle économique de la soutenabilité. Or les obligations qui découleraient du respect des droits des générations futures seraient viables moralement, car elles ne provoqueraient pas de disproportion entre les conditions des générations futures et celles de la génération actuelle. Le modèle économique de la soutenabilité serait donc le même pour tous.

Nous avons même proposé que ce modèle pouvait entraîner un gain personnel chez certaines personnes et que les pertes envisagées pour la génération actuelle étaient beaucoup moins importantes que celles prévues pour les générations futures. En effet, ces pertes n'impliqueraient pas de forcer la génération actuelle à renoncer à l'essentiel de son confort. Nous n'aurions même pas à renoncer à la possibilité d'adopter un standard de vie plus élevé, à condition d'accepter de modifier les moyens d'y parvenir en mettant en commun certaines ressources. De plus, il se peut fort bien que cette mise en commun élargisse l'accès à des standards de vie plus élevés. Ainsi, la génération actuelle n'a qu'à laisser tomber l'aspect « inefficace » du mode économique actuel, c'est-à-dire les ressources utilisées au-delà du seuil de soutenabilité qui ne permettent que l'augmentation du niveau de confort individuel à un niveau « improductif ». À cet effet, nous avons suggéré qu'au-delà d'un certain seuil, la quantité de ressources nécessaires pour élever le niveau de confort augmente beaucoup plus vite que le gain de confort obtenu. C'est ainsi que nous pouvons qualifier ce niveau de confort « d'improductif » et ces ressources de ressources « gaspillées ». C'est aussi par cette intuition que nous pouvons qualifier cette utilisation « d'inefficace ». Même si ce constat n'est qu'intuitif, nous savons tout de même que beaucoup de ressources sont réellement gaspillées, et que cette perte ne peut aucunement être justifiée.

Par ailleurs, les pertes de confort reliées à une modification du niveau de vie individuel peuvent aujourd'hui paraître beaucoup plus importantes que de se débarrasser d'un surplus de consommation, mais comme nous l'avons vu plus haut, la perception que ces pertes seraient si importantes dépend en grande partie de notre capacité à percevoir les possibles gains personnels qui en découleraient. Nous avons aussi vu qu'il serait difficile d'implanter ces changements sans qu'ils s'implantent globalement. Ces deux derniers points n'affectent pas la viabilité morale de la reconnaissance de droits aux générations futures, car l'utilisation du langage des droits vise justement à rendre possible l'implantation globale des solutions tout en clarifiant la perception que les gens ont de ces solutions. Il ne resterait

maintenant qu'à vérifier si l'utilisation du langage des droits impose un fardeau socio-économique trop important sur le dos de la génération actuelle.

d) Critère de viabilité politico-économique :

Le respect des droits doit être possible compte tenu des institutions politiques et des ressources économiques. Il y a des limites à ce qu'il est possible de réaliser dans un paradigme socio-politique donné. Or les mesures envisagées par l'utilisation des droits des générations futures viendraient tellement modifier le paradigme économique qu'il serait difficile d'évaluer réellement si l'application des solutions par l'entremise du langage des droits est viable politiquement et économiquement. De plus, selon le paradigme actuel, il paraît difficile de défendre une telle avenue puisque beaucoup de gens semblent avoir quelque chose à perdre. Par contre, nous avons avancé que le nouveau modèle économique serait nécessairement plus efficace. Nous devons ajouter que les coûts de la dégradation environnementale ne font que s'accroître à force que le temps passe, et que plus nous agissons rapidement, plus sera facile la transition vers un modèle économique soutenable. De surcroît, nous devons souligner les dangers politiques inhérents à l'inaction. Lorsque les gens se trouvent dans des situations de détresse, d'extrême pauvreté et de famine, il arrive souvent que de graves conflits éclatent. Les crises ne donnent pas toujours lieu à une hausse de solidarité où chacun s'aperçoit qu'en présence des autres tout est plus facile. Parfois ces crises provoquent des guerres. C'est particulièrement le cas lorsque les ressources ne sont même pas suffisantes pour satisfaire les besoins fondamentaux de tout le monde. Les modifications au modèle économique en fonction de la protection des droits des générations futures ne semblent donc pas représenter un fardeau trop lourd pour les institutions politiques et économiques actuelles.

Ces quatre critères viennent donc compléter l'approche par les intérêts en proposant que le langage des droits n'est pas utilisé de manière abusive lorsqu'il est question d'assurer aux générations futures une existence décente où leurs intérêts fondamentaux sont respectés. Nous avons donc établi certaines bases qui nous permettent de reconnaître des droits à un environnement sain. Par contre, les problèmes principaux demeurent. Les générations futures n'existent pas, les conséquences des nuisances n'ont pas lieu maintenant, et l'identité des



personnes du futur est indéfinie. Les prochains problèmes que nous analyserons relèvent donc tous de la non-contemporanéité des actes et des conséquences, ou encore du problème général de la non-existence. Nous verrons donc trois types de non-existences : la non-existence des sujets de droit, la non-existence des nuisances, et la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit. L'objectif sera d'analyser ces problèmes et de proposer des solutions à chacun. Nous croyons qu'une fois que nous aurons réglé ces trois problèmes, nous pourrions légitimement utiliser le langage des droits afin de défendre des politiques pouvant garantir un environnement sain aux générations futures.

### 3.2 Les problèmes de non-existence

Dans cette section, nous nous attaquons aux trois problèmes de la non-existence: la non-existence des sujets de droit, la non-existence des nuisances, et la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit. Nous verrons qu'il est possible de régler le premier de ces problèmes en affirmant qu'il y aura des gens dans le futur et qu'ils auront des droits. Pour régler le deuxième problème, nous utiliserons le concept de risques déraisonnables. Pour régler le troisième problème, nous proposerons d'adopter le concept de nuisances objectives.

#### 3.2.1 La non-existence des sujets de droit

Nous savons donc que le sort des générations futures est entre nos mains et pourtant, nous agissons comme si ces dernières n'existaient pas. Cela est normal puisque justement, elles n'existent pas. Nous avons donc à faire face à un problème évident : la non-existence des sujets de droit. Ce problème consiste à affirmer que des personnes n'existant pas ne peuvent être considérées comme détentrices de quoi que ce soit, y compris des droits. C'est ainsi que Wilfred Beckerman et Joanna Pasek présentent leur argument (Beckerman /Pasek 2001). Selon ces auteurs, les membres des générations futures n'existent pas et ne peuvent donc pas avoir de droits. Pour en détenir, ou détenir quoi que ce soit, il faut exister. Ainsi, quelque propriété que ce soit ne peut être donnée à quoi que ce soit qui n'existe pas. Donc,

pour que quelqu'un ait quoi que ce soit, incluant des droits, il faut d'abord qu'il y ait quelqu'un. Les générations futures n'existant pas, elles ne peuvent avoir ni intérêts, ni droits. Beckerman et Pasek concluent donc que les générations futures ne peuvent pas être protégées par le langage des droits.

Pour répondre à cette objection, nous devons voir s'il est possible de reconnaître des droits aux membres des générations futures malgré le fait qu'ils ne sont pas là, qu'ils ne peuvent avoir quoi que ce soit aujourd'hui, qu'ils ne peuvent revendiquer de droits, et qu'ils ne peuvent pas non plus subir de nuisances. Or la conception des droits dont nous nous sommes dotés est que ces derniers protègent des individus en vertu du fait que ceux-ci ont des intérêts fondamentaux. Notre problème reste entier puisque les membres des générations futures ne sont pas là aujourd'hui. Ni pour manifester ces intérêts, ni pour les détenir. Nous réglerons cette première facette du problème en proposant qu'il est possible aujourd'hui d'être certain d'une chose : il y aura des générations futures. Cette certitude implique que les membres des générations futures auront des intérêts. Nous nommerons cet argument « la certitude du potentiel humain ».

Pour justifier la certitude qu'il existera des générations futures, il suffit de dire qu'il est absurde de défendre l'idée qu'il n'y aura pas de personnes dans l'avenir. Certains auteurs (Elliot 1989, Visser't Hooft 1999) énoncent cette certitude en disant qu'il n'y a quasiment pas de risques à l'affirmer et que personne ne défend ouvertement le dicton: « Après moi le déluge ». À cet égard, les conséquences qui découleraient de la croyance qu'il n'y aura pas de générations futures, qu'elles soient éloignées ou rapprochées, impliquent qu'on se considère logiquement comme faisant partie de la dernière cohorte d'êtres humains. Cette considération présuppose une vision apocalyptique improbable et déraisonnable. Si une telle vision était possible, une très grande partie de l'activité humaine n'aurait pas lieu d'être. Nous ne protégerions plus aucun patrimoine, n'aurions pas d'intérêt dans l'avancement de la science, etc. Évidemment, rien de cela n'arrive, car nous supposons que l'Humanité continuera. Joseph R. Des Jardins dans *Environmental ethics: An introduction to environmental philosophy* souligne que la certitude de savoir qu'il y aura des gens plus tard, et que l'on peut connaître quels seront leurs intérêts fondamentaux est suffisante pour que l'on puisse leur reconnaître des droits :

Future generations might be said to have rights to the degree that we acknowledge, and accept, limitations on our behavior for the sake of their interests. Do we have good reasons to accept such limitations on our own behavior? It seems to me that we have such good reasons to the degree that we have good reasons for believing that future generations will exist and that they will have central interests that we can now understand and predict. That is, we have extremely strong reasons for attributing rights to future generations. The burden of proof surely rests with those who would claim either that future generations likely will not exist or that their needs and interests will be so different from ours that we cannot predict what they might be. (Des Jardins 1997, p.80)

Des Jardins ajoute que le fardeau de la preuve repose sur ceux qui voudraient refuser de reconnaître des droits aux générations futures. Ces derniers devraient alors nier la certitude de la future existence de ces personnes, ou alors prouver qu'il nous est impossible aujourd'hui de prédire quels seront leurs intérêts fondamentaux. Nous pouvons aisément admettre que cette preuve n'est pas près d'être faite. Cependant, le fait d'accepter la certitude qu'il y aura des gens plus tard et de reconnaître qu'ils auront des intérêts fondamentaux ne confère pas automatiquement des droits aux membres des générations futures. Les droits demeurent un attribut que des personnes détiennent, et ces personnes restent inexistantes.

Pour régler cette deuxième facette du problème, nous utiliserons la notion de « droits conditionnels », c'est-à-dire conditionnels à l'existence de personnes dans le futur. Joel Feinberg et Robert Elliot (Feinberg 1974, Elliot 1989) proposent d'utiliser ce concept en expliquant que même si nous ne pouvons affirmer que les membres des générations futures ont aujourd'hui des droits, nous avons néanmoins la certitude qu'ils existeront et qu'ils auront alors des droits. Or nous devons être en mesure de défendre ces futurs droits au moment où ils sont bafoués. Si nous pouvons donc agir aujourd'hui de manière à bafouer ces droits, nous pouvons aujourd'hui défendre ces droits. À condition de savoir qu'il y aura des sujets de droit plus tard et qu'une action nuisible est bel et bien perpétrée aujourd'hui.

La notion de « droits conditionnels » est donc utile seulement si nous acceptons que les générations futures auront aussi des droits et qu'il est possible aujourd'hui de les bafouer. Le fait qu'elles ne sont pas là pour défendre ces droits ne change pas la force de leur statut moral et des obligations à leur égard. Les obligations qui découlent des droits conditionnels sont les mêmes que toute obligation rattachée à un droit actuel. Ces droits peuvent être

protégés même en l'absence des ayants droit. Par contre, le problème de la causalité demeure, car si les droits sont bafoués, ils le sont par des actes perpétrés par des personnes. Or nous devons voir si ces personnes, que nous nommons ici « la génération actuelle », peuvent être tenues responsables de ces actes malgré le fait que la causalité ne soit pas totalement définie.

Le principe de nuisance suppose que nous sommes responsables des conséquences que nos actions causent. Le seul critère à respecter est de prouver le lien de cause à effet. Or, le fait que la destruction environnementale n'est pas causée par un acteur en particulier, mais par l'Humanité en général (même si certains peuvent et doivent porter plus de responsabilités que d'autres), rend difficile l'établissement d'une responsabilité claire. C'est ainsi que la causalité est indéfinie. Par contre, cette responsabilité n'est pas recherchée dans l'objectif de trouver des coupables, mais seulement de prouver que certaines actions nuisent à autrui. À partir du moment où nous sommes capables d'identifier ces actions, nous pouvons appliquer des mesures contraignantes afin de les faire cesser. Nous n'avons pas besoin d'une causalité où les responsables sont clairement définis, mais simplement d'un type d'acte que nous pouvons identifier comme fautif. Or nous savons quels actes sont en cause. Ce sont les comportements qui vont au-delà de la capacité de la terre à subvenir durablement à nos besoins. Chaque personne a une empreinte écologique, et chacun peut faire en sorte que cette empreinte soit neutre, ou du moins neutre en moyenne. Par contre, comme nous l'avons vu, il serait surprenant que tous modifient leur consommation et c'est pourquoi nous avons besoin d'une contrainte externe. Or, nous pouvons aujourd'hui prouver le lien de causalité entre les types d'actes « fautifs » et les futures nuisances. La science fait ce type de lien. C'est simplement en mettant en relief cette causalité que nous pouvons rendre actifs les droits conditionnels. Or ces derniers ne se rattachent ni à des sujets de droit définis comme les droits actifs que nous utilisons habituellement, ni à des coupables définis. Ils sont plutôt reliés à des futurs humains dont le potentiel et les intérêts sont reconnus, ainsi qu'à un système économique dont les conséquences sont prévisibles. Bien sûr, les utilisateurs des procédés économiques destructeurs pourraient se voir poursuivis une fois que les lois seraient en place, mais d'ici là, la seule fonction que le concept des droits conditionnels remplit est de régler le problème de « non-contemporanéité » entre la cause et l'effet. La cause étant la lente destruction des systèmes assurant les moyens de vivre une vie décente, l'effet étant l'impossibilité de vivre cette vie décente. Il n'est donc pas question de défendre des droits



d'individus définis, ni même des droits collectifs. Les droits conditionnels assurent une défense d'intérêts individuels détenus par des futures personnes dont l'identité est indéfinie. Protéger ces droits n'équivaut pas à demander réparation pour des personnes définies qui ont subi des préjudices, mais plutôt d'exiger que cessent certaines pratiques actuelles, dont les effets nuiront plus tard à de futurs sujets de droit.

Par ailleurs, la reconnaissance du caractère indéfini des sujets de droit comporte une importance particulière : elle évite un glissement rationnel vers le droit de naître. Il est important de souligner ici que les droits conditionnels ne s'appliquent qu'aux personnes qui existeront plus tard. On ne peut pas déduire de cet argument un droit à la vie, un droit de naître, ou le droit des fœtus à venir au monde. Quand nous défendons les droits des futurs sujets de droit, c'est en leur qualité de futurs êtres humains que nous les incluons. Nous reconnaissons alors qu'il y aura des humains à part entière plus tard, avec des intérêts et donc des droits. Cela ne justifie en rien que l'on considère que les possibles humains sont des humains à part entière. Cet argument ne peut donc pas servir à défendre le droit des fœtus à la vie, car les fœtus restent des fœtus, pas des êtres humains à part entière. Or, si nous pouvons douter de l'affirmation qu'un fœtus n'est pas un être humain, affirmer qu'il est humain exige aussi d'être démontré. Le débat sur l'avortement n'est donc pas affecté par le principe des droits conditionnels, car il restera toujours à vérifier si un fœtus peut être considéré comme un être humain à part entière. Les droits conditionnels sont conditionnels à l'existence des humains. Ils défendent donc des humains à part entière dont la future existence est considérée comme certaine. Cette certitude ne s'applique certainement pas à des fœtus dont le développement jusqu'à la naissance est incertain.

En définitive, pour que l'on considère les membres des générations futures comme des sujets de droit, nous n'avons qu'à accepter la certitude qu'elles existeront, qu'elles auront des droits. Nous serons alors en mesure aujourd'hui de défendre ces droits conditionnels à leur future existence, simplement en faisant valoir que certaines actions actuelles auront des conséquences néfastes dans le futur. Cependant, il n'est pas donné que nous puissions adéquatement convaincre les juges de défendre ces personnes futures si on peut douter raisonnablement de deux autres types d'existence: celle des nuisances en tant que telles, et celle des nuisances *pour* les sujets de droit.

### 3.2.2 La non-existence des nuisances.

Le problème de la non-existence des nuisances est principalement d'ordre épistémique. Nous avons des pronostiques scientifiques sérieux, mais nous ne savons pas, par définition, que ces faits futurs existent. Nous ne pouvons que les prévoir. Ainsi, même si nous voulons faire confiance aux scientifiques, nous sommes forcés de considérer le fait que les nuisances auxquelles nous faisons référence n'ont pas encore lieu. Cependant, nous savons que les causes de ces nuisances potentielles existent bel et bien. Ces causes se regroupent sous une cause commune : le modèle économique actuel. Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur l'état de la situation environnementale, le taux de consommation et de pollution actuellement en vigueur n'est pas soutenable. Notre empreinte écologique dépasse la capacité de la terre à fournir durablement autant de ressources. Les comportements qui causent ces dépassements sont connus. La consommation de combustibles fossiles, la déforestation, la surpêche, la surconsommation d'eau, d'énergie, de viande, de produits importés, de produits suremballés non recyclables, le gaspillage en général et la pollution en particulier sont les causes des fameuses conséquences envisagées.

Évidemment, l'essentiel de ces dommages appréhendés pour les générations futures n'existe pas aujourd'hui. Nous avons certes des modèles pour prédire ce qu'il adviendra, mais nous n'avons pas d'indicateurs directs de ces phénomènes futurs. Nous avons néanmoins certains indicateurs actuels. Nous pouvons témoigner d'un certain réchauffement planétaire, nous voyons des espèces s'éteindre, nous sommes conscients de la présence de plusieurs contaminants dans les écosystèmes et nous savons d'où ces contaminants proviennent. Nous sommes donc déjà témoins de certaines dégradations, nous en connaissons les causes et pouvons prédire de manière crédible que si rien n'est fait pour enrayer ces causes, nous courons le risque d'aggraver ces dégradations. Nous pouvons donc dire que de ces causes connues découlent des risques.

Nous allons donc travailler avec la notion de risque et voir comment le fait de faire courir des *risques déraisonnables* aux générations futures fait en sorte que les futures nuisances doivent être considérées comme « actives légalement ». L'aspect déraisonnable désigne que ces nuisances n'ont pas à exister comme telles pour qu'on doive les prévenir. Le simple fait de savoir qu'elles risquent de surgir par notre faute, que les conséquences seront

graves et que nous savons qu'elles peuvent être évitées est suffisant pour que nous puissions être obligés de ne pas les laisser jaillir. Nous avons donc quatre critères à satisfaire pour que le risque associé aux futures nuisances soit qualifié de déraisonnable : la potentialité, la causalité, la gravité et la révocabilité.

Pour remplir le premier critère, nous devons accepter qu'il y a un certain seuil de potentialité que ces conséquences s'avèrent. Le deuxième critère consiste à établir que les futures nuisances seront causées par des actions humaines actuelles. Le troisième critère concerne l'importance des conséquences, tandis que le quatrième requiert que les alternatives envisagées soient viables, c'est-à-dire qu'on peut les appliquer légitimement. Le quatuor « Potentialité, Causalité, Gravité et Révocabilité » a été grandement développé grâce aux travaux d' Henry Shue, présentés dans le chapitre « Deadly Delays, Saving Opportunities » (Shue 2010).

L'auteur y propose trois conditions qui, lorsqu'elles sont présentes dans les risques encourus, constituent une raison d'agir: «When all three conditions are present, action ought to be taken urgently and vigorously» (Shue 2010 p.148). Ainsi, si nous devons agir « de toute urgence et vigoureusement » et que nous ne le faisons pas, nous pouvons qualifier notre inaction de déraisonnable. Ces conditions sont le seuil de potentialité; l'importance de l'enjeu; et l'existence de solutions viables. Nous incluons donc la causalité dans la potentialité.

a)      Seuil de potentialité:

Selon Shue, ce seuil est atteint lorsque nous connaissons bien les mécanismes à l'oeuvre dans une situation qui comporte des risques. Il dit aussi que les conditions de fonctionnement de ces mécanismes doivent être en place. (p.149). En ce qui concerne le climat, Shue confirme que la communauté scientifique est bien au fait de ces mécanismes (la climatologie est une science reconnue) et que les conditions sont bel et bien en place (l'émission de gaz à effet de serre est en hausse, ce fait est indéniable). Nous avons donc de bonnes raisons de croire que les changements climatiques auront bien lieu et que certaines actions humaines sont en cause dans les changements climatiques en cours. Ainsi, connaître le fonctionnement des mécanismes implique de reconnaître la responsabilité des acteurs en cause. Pour répondre au premier critère, donc, on n'a besoin que d'un certain seuil de

potentialité. Il est important de noter que ce seuil peut être atteint même si la probabilité du risque n'est pas élevée. Shue affirme que dans certains cas, on peut ignorer complètement la question de la probabilité au-delà d'un certain seuil de potentialité. (p.147) Pour cela, il faut que le risque remplisse aussi les deux prochaines conditions.

b) Importance de l'enjeu

Nous avons vu que l'enjeu était important puisque la destruction environnementale mettait en péril les intérêts fondamentaux des membres des générations futures. En effet, on a vu que plusieurs « services » rendus par l'environnement sont essentiels à la poursuite d'une vie décente. Or l'inondation de terres fertiles, la perte d'habitat écologique, le danger des catastrophes, la baisse de la biodiversité et autre conséquence auront comme effet d'empêcher l'environnement de rendre ces services. Ainsi, en empêchant les générations futures d'avoir accès à ces services, la génération actuelle porte atteinte aux intérêts fondamentaux de certains humains. Ces intérêts fondamentaux doivent évidemment être considérés comme constituant un enjeu important. De plus, la plupart de ces conséquences sont irréversibles, ce qui constitue un facteur aggravant et rend donc encore plus grande l'importance de l'enjeu. En effet, lorsque les effets nuisibles existeront, on ne pourra plus faire cesser les conséquences, ni la cause de ces conséquences. Les générations futures se trouveront devant un fait accompli. Ce sera trop tard. Selon Shue (p.148), lorsque l'importance de l'enjeu est si importante, le seul taux de probabilité acceptable est celui le plus proche possible de zéro.

Par ailleurs, on doit aussi traiter l'irréversibilité dans sa mesure temporelle : ce qui sera irréversible demain ne l'est pas encore aujourd'hui. En effet, le fait qu'il soit toujours possible d'éviter l'irréversible rend la « non-adoption » d'alternatives la cause de l'irréversibilité des conséquences ainsi engendrées. Or, pour que la non-adoption de ces alternatives rende les risques déraisonnables, il faut que ces alternatives soient viables, et pour qu'elles soient viables, elles doivent répondre à certains critères.

c) Existence d'alternatives viables :

Nous avons déjà présenté quelques solutions disponibles lors d'un chapitre précédent et nous avons rejeté certaines fausses solutions. Nous avons fait cet exercice dans le but de



ne pas proposer des alternatives inefficaces. Maintenant nous devons voir si ces alternatives sont viables. Ce n'est pas suffisant qu'une solution soit disponible et bonne: il faut aussi qu'elle puisse être légitimement implantée. La viabilité indique donc le caractère d'acceptabilité actuelle d'une solution.

Pour qu'une alternative soit acceptable par la génération actuelle, elle ne doit pas lui créer plus de nuisances que celles qu'elle vise à prévenir. Les solutions mises de l'avant ne doivent pas créer d'asymétrie des coûts et des bénéfices entre les générations. Il ne doit donc pas avoir de disproportion entre le gain pour les générations futures et la perte pour la génération actuelle.

Par exemple, nous pourrions logiquement contester l'implantation d'un mode de transport obligatoire (disons le transport en commun) qui limiterait aujourd'hui radicalement notre liberté de déplacement afin de permettre plus tard la ré-installation d'un mode de transport plus énergivore (comme « l'autosolo »). Nous ne pouvons commander des sacrifices aux générations actuelles pour permettre aux générations futures de s'y soustraire. Les solutions doivent donc être les mêmes pour toutes les générations.

Idéalement, nous devrions mettre sur pied un mode de production qui offrirait les mêmes conditions à toutes les générations en étant juste et soutenable, donc décent et perpétuel. Cette nouvelle façon de vivre serait symétrique dans le temps, donc « proportionnée ». Nous proposerons donc qu'un bon exemple de viabilité soit d'opter pour des solutions soutenables et durables : c'est-à-dire qu'elles peuvent être mises de l'avant aujourd'hui et continuer d'exister dans le futur. En effet, il est possible aujourd'hui de remplacer le mode de vie actuel par un mode qui répondrait aux besoins fondamentaux sans faire courir de risques aux générations futures. Les solutions sont donc viables si elles permettent à la fois aux générations actuelles et aux générations futures de vivre de manière décente.

Par exemple, si nous continuons de vivre à un niveau à consommation excédentaire, donc non soutenable et plus que décent, cela aurait pour conséquence que les générations futures ne pourraient ni adopter ce niveau, ni même adopter un niveau à consommation soutenable et décent. Elles n'auraient alors d'autres options qu'un niveau de consommation déficitaire et non décent. Il va de soi que le niveau excédentaire n'est pas une option viable. La génération actuelle devrait plutôt adopter le niveau soutenable puisque c'est le seul qui

permette un niveau de vie décent qui se maintienne dans le temps. Selon notre indicateur d'empreinte écologique, ce niveau ne crée pas de nuisances puisqu'il équivaut à une empreinte écologique neutre.

Il est important de souligner aussi que le gain pour les générations futures équivaut à s'assurer que leurs intérêts fondamentaux soient respectés, tandis que la perte pour la génération actuelle implique seulement des intérêts secondaires comme celui de conserver un confort matériel individuel basé sur la surconsommation et le gaspillage, donc l'inefficacité. Nous proposons qu'il est possible de transiter vers une économie soutenable en faisant perdre beaucoup moins de confort à la génération actuelle que ce qu'elle ferait perdre aux générations futures si elle n'effectuait pas cette transition. Nous avons même proposé que les modifications puissent apporter des gains à certains membres de la génération actuelle.

Ainsi, nous pouvons conclure que des solutions viables existent, et que nous devrions obligatoirement les adopter. La disponibilité actuelle de cette manière de produire, consommer et vivre fait en sorte que la génération actuelle a un choix. Si ce n'était pas le cas, nous ne pourrions pas l'accuser de porter atteinte aux intérêts des générations futures. Le fait que nous choisissons de continuer de vivre d'une manière que nous savons préjudiciable aux générations futures nous rend définitivement responsables des futures conséquences qui peuvent donc être considérées comme « actives légalement ». Nous avons donc l'obligation de prévenir ces conséquences avant que leur existence ne cause de nuisances irréversibles. Pour se soustraire à cette obligation, il faudrait prouver que ces nuisances n'auront pas lieu, ou ne seront pas importantes. C'est le concept de renversement du fardeau de la preuve.

Nous croyons donc que lorsque la prévention de conséquences irréversibles est possible, elle est de loin préférable à la réparation. Dans le cas de l'environnement, les coûts de réparation, dans les rares cas où une telle option est envisageable, sont hautement prohibitifs. La prévention est beaucoup moins coûteuse. De plus, la renaturalisation parfaite n'existe pas. Seule la prévention assure que les éléments naturels seront sauvegardés dans « leur état premier ». Elle représente donc la seule manière d'empêcher les conséquences nuisibles d'avoir lieu.

La supériorité de l'aspect préventif est un argument qui nous aide à accepter que nous devions aujourd'hui défendre des droits conditionnels à l'existence des sujets qui n'existent pas encore, car nous savons que les causes des nuisances ont lieu maintenant. Or, lorsque

nous avons de bonnes raisons de croire que certaines actions peuvent mener à des conséquences désastreuses, nous pouvons renverser le fardeau de la preuve. Ainsi, au lieu de devoir prouver la nocivité d'une action, on doit prouver son innocuité. C'est seulement en renversant ce fardeau de la preuve que nous pouvons parer aux mauvaises conséquences potentielles. L'incertitude scientifique reliée par exemple aux changements climatiques ne peut être considérée comme suffisante pour ne pas agir. À cet effet, l'auteur Joseph R Des Jardins considère que même si l'incertitude scientifique est un problème épistémique sérieux, il n'y a pas de dispute sur le principe de l'effet de serre, ni sur le fait que l'activité humaine cause le réchauffement climatique. L'incertitude porte plutôt sur l'importance de cette première sur ce dernier. La raison est que les données climatiques ne s'échelonnent que sur une centaine d'années et qu'il n'est pas possible de prouver à quel degré les fluctuations actuelles sont causées par l'activité humaine. Le problème évident est que cette preuve risque de n'être disponible qu'une fois que les effets seront irrémédiables, qu'aucune génération actuelle ne sera encore vivante, et qu'il sera manifestement trop tard. (Des Jardins 1997, p.75). Si nous attendons de voir que les risques s'avèrent, alors nous commettons l'erreur de ne rien faire pour empêcher les conséquences. Ainsi, ne pas faire cesser les changements climatiques équivaut à les causer, ce qui revient à être coupable d'un méfait par mégarde.

Par ailleurs, défendre des droits avant que les conséquences des actions soient connues n'est pas un acte étrange en droit. Nous n'avons qu'à penser au rôle de l'injonction. L'injonction est, selon l'article 751 du *Code de procédure civile du Québec* :

(...) une ordonnance émise par la Cour supérieure (ou de l'un de ses juges) enjoignant à une personne (physique ou morale), à ses dirigeants, représentants ou employés de ne pas faire ou de cesser de faire quelque chose ou, dans les cas qui le permettent, d'accomplir un acte ou une opération déterminée.

L'injonction peut donc servir à prévenir un préjudice d'avoir lieu. Nous pourrions avancer que ce type de défense est plus efficace et même moins absurde que de défendre des droits contre des actions qui ont déjà été commises et dont les conséquences sont irréversibles. En effet, demander réparation lorsque nous ne pouvons pas l'obtenir ne peut pas être considéré comme une action efficace. Pourtant, c'est ce qui arrive la plupart du temps en droit: on réagit rétroactivement à des situations qu'on aurait pu prévenir si on avait su, ou si on avait pu agir plus tôt.

Lorsque nous faisons porter le fardeau de la preuve aux accusateurs, comme dans le

cas de la justice criminelle, nous sommes innocents jusqu'à preuve du contraire, cela assure aux accusés de pouvoir se défendre convenablement. Cette possibilité a beaucoup à voir avec la nature de l'acte d'accusation. En effet, on inculpe alors l'accusé d'un acte qui a déjà été posé. Rien ne peut être fait pour défaire cet acte. Nous pouvons donc prendre le temps qu'il faut pour préparer et évaluer la preuve. Nous devons alors nous assurer qu'il n'y a pas de doute raisonnable. Dans notre cas, le fait que nous ne pouvons obtenir de preuve et que les conséquences de la nuisance n'existent pas fait en sorte que nous ne pouvons traiter le problème de la même manière. Il faut renverser le fardeau de la preuve et cela implique de renverser aussi le concept de doute raisonnable. Ainsi, s'il devait en avoir un, il devrait jouer en faveur des générations futures. Nous dirions alors que nous avons un doute raisonnable quant à l'innocuité du modèle économique en place actuellement, et qu'en l'absence de preuve de cette innocuité ce dernier ne pourra être maintenu. Nous avons vu que nous avons de bonnes raisons de croire que les dégradations environnementales auront lieu et que les conséquences seront graves. C'est ainsi que nous avons démontré que le mode de vie actuel fait courir des risques déraisonnables aux générations futures et que nous devrions être obligés, au nom des futurs droits de ces dernières de ne pas subir d'importantes nuisances, d'adopter un nouveau mode de vie. Pour pouvoir continuer de vivre de la manière actuelle, il faut soit faire la preuve que les générations futures n'existeront pas, soit qu'elles n'auront pas les mêmes intérêts fondamentaux que nous, ou que les nuisances ne se réaliseront pas. Or, nous venons de voir en quoi ces démonstrations sont impossibles. Toutefois, il reste un dernier problème à élucider, et non le moindre : celui de non-identité, que nous avons nommé ici la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit.

### 3.2.3 La non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit.

Ce problème de la non-existence est identifié constamment dans la littérature comme le problème de « non-identité ». Il est considéré comme une entrave sérieuse à la reconnaissance de droits aux générations futures. Le terme désigne le fait que nous ne pouvons pas causer de nuisances à quiconque si nous ne pouvons empirer leur sort. Ainsi, aucun tort ne pourrait être commis à l'encontre des générations futures si l'identité de ces



dernières dépendait de l'existence des actions ayant causé les conséquences négatives. La raison est que ces personnes ne seraient pas les mêmes si ces actions porteuses de torts n'avaient pas eu lieu. Il nous est donc impossible de prouver que ces actions ont empiré la situation de ces personnes. Ainsi, lorsque les générations futures viendront au monde, les actions à conséquences négatives seront déjà commises et l'environnement sera déjà dégradé. Sans ces actions, ces personnes n'auront jamais vu le jour puisqu'elles dépendent de la série d'évènements qui ont suivi ces actions. C'est le problème de non-identité. Axel Gosseries résume assez bien ce problème:

Lorsqu'un prétendu dommage est aussi la condition de possibilité de l'existence de sa victime, le concept de dommage devient inopérant puisqu'il est impossible de comparer deux états de la même personne (un état actuel et un autre contrefactuel). (Gosseries 2004 p. 68)

Axel Gosseries (Gosseries 2004, p.10) illustre par ailleurs ce problème de manière éloquente en donnant l'exemple où des parents poursuivent un médecin parce qu'il ne les a pas informés que leur enfant aura un problème héréditaire. Dans ce cas, le médecin a causé du tort aux parents, mais pas à l'enfant, puisque si le médecin avait correctement informé les parents, l'enfant ne serait jamais né. L'enfant ne peut se considérer floué par une action dont son existence dépend.

Un autre exemple apporté par Gosseries est celui du père dont la fille lui reproche d'utiliser sa voiture pour aller travailler parce qu'il pollue ainsi son atmosphère. Dans cet exemple, le père lui réplique que s'il n'avait pas utilisé sa voiture le jour où il l'a conçue, cela aurait modifié suffisamment son emploi du temps pour qu'un autre enfant soit né à sa place.

La première objection que nous pouvons avoir concernant ce problème consiste à se demander si nous pouvons distinguer les évènements qui auront une influence sur le cours des existences de ceux qui n'en auront pas. Il se peut fort bien que si nous faisons le calcul de tous les évènements qui sont impliqués indirectement dans le déroulement d'une action, que tout doit être pris en compte et que rien ne peut être considéré comme une faute. Prenons par exemple un crime. Disons d'abord que la plupart des crimes, comme la plupart des actions, comportent une série de petites actions qui y mène. Or il se peut très bien qu'une de ces petites actions puisse avoir mené tant au crime qu'à l'existence de la victime. Imaginons à cet effet un exemple mettant en scène un terroriste poseur de bombe.

Un jour, un terroriste pose une bombe sous une dalle d'une école primaire. Il règle

alors la bombe pour qu'elle explose dix ans plus tard. Il s'assure aussi qu'il sera impossible de désamorcer la bombe. Or sur le chemin qui le mène à poser ce geste, il grille un feu rouge, ce qui a pour effet de provoquer de la colère chez certains passants. Parmi ces passants se trouvent alors un homme et une femme dont cet événement provoque la rencontre et l'union. De cette union naît ensuite un enfant qui, fréquentant dix ans plus tard l'école ciblée par le terroriste pressé, sera blessé gravement par la bombe. Il deviendra handicapé. Or, on a vu que sans l'acte terroriste, l'enfant ne serait pas né. La bombe est à donc à l'origine tant de sa naissance que de son handicap. La cause du préjudice est nécessaire à l'existence du préjudicié.

La police ayant fait son travail, on arrête l'individu. Or ce dernier a les moyens d'assurer sa défense et finit par apprendre les circonstances de la naissance de l'enfant. Il plaide alors l'argument de non-identité devant la cour. Il affirme que l'enfant ne peut pas être considéré comme « préjudicié », puisque sans cette bombe, il ne serait jamais né. Pouvons-nous alors dire que la victime n'a pas subi de tort puisque sans cet événement fondateur elle ne serait pas née et que donc, du coup, le crime est une condition nécessaire à son existence?

La réponse est évidente : un crime est un crime, indépendamment des autres conséquences bénéfiques du crime. Il est possible de nuire aux gens de manière objective. Le terroriste a nui à l'existence de l'enfant, même dans le cas où l'enfant ne serait pas né sans l'action criminelle. Or nous disons qu'il ne serait pas né, mais nous n'avons pas de possibilité de savoir si cette information est tout à fait vraie. Par contre ce que nous savons, c'est que cet enfant est maintenant handicapé à cause du terroriste. Nous savons aussi que le terroriste savait qu'il allait causer du tort à des enfants.

Cet exemple, inspiré de la grande tradition d'exemples improbables de la philosophie, souligne néanmoins le caractère non intuitif du problème de non-identité. En effet, n'importe quel événement anodin peut avoir de grandes répercussions dans d'autres vies. Par contre, ces répercussions sont indépendantes de l'événement anodin. Si tout est interdépendant, on doit néanmoins traiter les nuisances de manière indépendante. Il va de soi que certains actes provoquent des conséquences négatives et peuvent donc être considérés comme nuisibles. Cependant, pour démontrer la causalité des actes, comme nous l'avons vu, il faut connaître le mécanisme qui mène aux conséquences. La nuisance causée par l'acte doit alors être traitée indépendamment de tout effet bénéfique collatéral causé par le même acte,

même si cet effet est à la source de l'existence de la victime. Ne pas accepter cette prescription peut mener à une conclusion répugnante, comme celle où des parents feraient ce qu'ils veulent de leur enfant, sous prétexte que sans eux il ne serait pas né.

Imaginons à cet effet un enfant créé dans le but d'en faire un phénomène de cirque. Nous sommes dans les années 1920, un couple d'artistes de cirque a donc conçu un enfant dans le but d'en faire un monstre. À priori, l'acte de rendre monstrueux l'enfant est une nuisance, puisque l'enfant souffrira de sa condition. Or, l'enfant-monstre n'aurait pu naître autrement puisque les parents l'ont conçu à cet effet en prenant une certaine drogue lors de l'acte. Son existence dépend donc de sa monstruosité. Pouvons-nous alors affirmer que les parents n'ont pas nui à l'enfant ? Le fait de prendre la drogue et de *savoir* que l'enfant naîtra avec une condition objectivement pire que celle qu'il aurait eue nonobstant la consommation de la substance rend responsables les parents des souffrances que vivra l'enfant. La question à savoir si l'enfant pourra s'adapter et trouver un bénéfice à sa situation est exclue, car les seuls paramètres qui nous intéressent sont ceux concernant les conditions de sa naissance. Ces conditions sont à la fois pires que celles qui auraient existé sans la consommation de la drogue, mais surtout objectivement mauvaises. Le fait qu'elles sont objectivement mauvaises rend les parents coupables d'avoir fait subir des nuisances objectives à leur enfant.

Dans le cas de l'environnement, les nuisances causées aux générations futures sont moins directes que celles causées dans ces deux exemples. Aujourd'hui, nous ne décidons pas de poser une bombe écologique, de blesser ou de tuer notre descendance. Nous vivons de la manière que nous connaissons. Nous n'avons pas l'intention de nuire aux générations futures. Nous ne faisons finalement que vivre. Or, nous n'avons pas besoin d'une intention malveillante pour causer des nuisances. Joseph R. Des Jardins illustre ainsi ce fait :

En droit civil, nous tenons des personnes responsables d'actes qui causent des torts prévisibles, mais involontaires. Imaginons par exemple que quelqu'un installe un dépotoir toxique sur sa propriété. Quelques années plus tard, les toxines qui s'en échappent empoisonnent les voisins. Imaginons alors une défense qui se baserait sur l'argument de l'ignorance : je ne savais pas qui pourrait être empoisonné, je ne savais même pas si c'était certain que quelqu'un allait être empoisonné, et je ne savais certainement pas que ces personnes porteraient de l'intérêt à être en santé. Comment puis-je avoir une obligation envers de telles personnes hypothétiques ? Ainsi, comme dans le cas de la négligence légale, nous pouvons rendre les personnes responsables des torts involontaires, mais prévisibles et évitables qui prendront place dans le futur. (Des Jardins 1997, p.70-71)

Or nous savons, ou avons de bonnes raisons de croire, que notre manière de vivre causera des nuisances pour certaines personnes dans le futur. Si nous ne savons pas vraiment cela comme simples citoyens, ce n'est pas important. Les responsables politiques connaissent ces enjeux, ou à tout le moins devraient les connaître. La responsabilité de mettre sur pied ces modifications leur appartient, même si idéalement chacun devrait faire preuve de responsabilité politique. Nous proposons donc de simplifier le problème en attribuant la responsabilité à l'ensemble de l'Humanité, représentée par ses responsables politiques. Nous avons déjà vu que pour engendrer de véritables réformes, il fallait faire appel au pouvoir de contrainte des États. Nous sommes au fait du problème de motivation et d'action collective, et nous avons vu comment des mesures législatives pourraient régler ces problèmes. C'est donc une question de choix de politiques.

Nous proposons donc de comparer deux types de politiques : la politique de sauvegarde, et la politique de dégradation. Nous savons que si nous choisissons, par l'entremise de nos responsables politiques, de modifier notre manière de vivre, nous ne causerons pas les nuisances que notre mode actuel causera. Or les personnes du futur à qui nous ne causerons pas de nuisances ne seront pas les mêmes auxquelles nous en aurions causé. Nous savons donc que nous n'empirerons pas le cas des personnes qui naîtront dans un monde décimé, puisqu'elles ne sont pas les personnes qui auraient vécu dans un monde où on aurait sauvegardé l'environnement. Derek Parfit (Parfit 2010, p. 116) illustre ce problème en faisant appel à la notion de compensation. Il prend l'exemple d'un chauffeur ivre qui blesse une personne et lui fait perdre une jambe. Cette personne est ensuite appelée à la guerre, mais ne peut s'y rendre. Parfit suppose que la personne y serait assurément morte et qu'ainsi, le chauffeur ivre lui aurait sauvé la vie, mais sera toujours coupable de lui avoir fait perdre l'usage de sa jambe. Le cas des générations futures se compare à cet exemple puisqu'en disant que la politique de dégradation ne leur nuit pas puisqu'elles n'auraient pas existé autrement, nous supposons que le simple fait d'exister compense pour le fait d'avoir une vie non décente. Parfit dit qu'en assignant un blâme, nous devons seulement considérer les effets prévisibles d'une action et non tous ses effets. Or, même si les effets de notre mode de vie peuvent être considérés comme indirects, ils restent prévisibles, puisque nous connaissons les mécanismes reliant les causes aux effets et que nous avons même certains indicateurs pour les illustrer. Ainsi, même si l'adoption d'une politique de dégradation a comme effet indirect de faire



naître certaines personnes plutôt que d'autres, ses effets prévisibles seront d'empêcher l'environnement de fournir certains services essentiels plus tard. La politique de la dégradation sera toujours à blâmer pour ses effets prévisibles envers les générations futures. Les humains potentiels qui naîtraient dans un monde préservé par la politique de la sauvegarde auraient de meilleures conditions objectivement que ceux qui vivraient dans un monde dégradé. Le premier monde est objectivement meilleur en vertu du fait que les intérêts fondamentaux des personnes qui y vivent ne sont pas autant menacés que dans le monde créé par la dégradation.

Or le fait qu'aujourd'hui nous ayons le choix de créer l'un ou l'autre de ces mondes fait en sorte que nous pouvons choisir de nuire ou non aux intérêts fondamentaux des personnes du futur. Si nous ne modifions pas notre modèle économique, nous faisons le choix de continuer de dégrader l'environnement. Le fait que ce choix est le fruit de l'absence de décision n'affecte pas notre responsabilité, car nous possédons le savoir suffisant à peser le pour et le contre de nos inactions. Nous savons que nous faisons courir des risques déraisonnables à ces personnes. Le fait qu'elles ne sont pas les mêmes dans les deux mondes n'affecte pas notre responsabilité, car nous savons que le sort des personnes qui vivront dans le monde « dégradé » sera pire que celui des personnes qui vivront dans un monde « sauvegardé ». Nous comparons donc deux états de deux personnes humaines avec des caractéristiques physiques et des besoins fondamentaux très similaires, voire essentiellement identiques.

Nous n'avons donc pas d'obligations envers des personnes particulières dans le futur, mais envers des personnes indéfinies ayant des intérêts que l'on connaît. Ces intérêts ne disparaissent pas en fonction des différentes décisions que nous pouvons prendre, ni en fonction des différentes personnes qui existeront. Peu importe si quelqu'un d'autre vient au monde, du point de vue préexistantiel, les deux êtres ont la même importance : ils sont préexistants, et n'ont pas d'essence définie. Par contre, ils naîtront dans des environnements différents. L'état des conditions environnementales de naissance est dépendant de nos actions et devant l'un ou l'autre des deux êtres préexistants nous avons la responsabilité de leur assurer le seuil de la décence. Nous pourrions donc nommer les générations « victimes de conditions indécentes sans égard à l'identité individuelle ». Ainsi, un humain pourrait être considéré comme « préjudicié » si on ne lui permet pas de naître dans des conditions

décentes. Le fait qu'il n'est pas le même humain que celui qui serait né dans un monde où les conditions auraient été décentes ne change pas le fait qu'il subit un préjudice en tant qu'humain. Les humains du futur seront des humains, peu importe s'ils ont été conçus dans un monde caractérisé par une politique de la dégradation ou celle de la sauvegarde.

C'est donc en leur qualité de futurs êtres humains indéfinis et préexistentiels que les membres des générations futures peuvent être bafoués par le piètre état de leur habitat à leur naissance. Les nuisances portées aux générations futures sont objectivement négatives, car elles empêchent que soient réunies certaines conditions objectivement reconnues comme étant essentielles à une vie décente. C'est pour cette raison que nous utiliserons le concept de « nuisances objectives ». Nous proposons donc que le simple fait de priver qui que ce soit de certains biens (en l'occurrence ici les services essentiels fournis par un environnement sain comme un apport suffisant d'air pur et d'eau propre, un climat modéré, une protection contre les poisons et les maladies, etc.) constitue une nuisance, même si ceux à qui nous nuisons ne sont que des humains potentiels et qu'on ne change pas leur situation.

Les futures personnes pourront légitimement se plaindre que, tout comme nous, leur bien-être dépend d'un environnement sain et que nous l'avons détruit sans prendre leurs intérêts en considération. Selon William John Fitzpatrick, cette plainte est légitime même si elle n'est pas de la forme : « À cause de vos actions, ma situation est pire que si vous aviez agi autrement. » Elle est plutôt de la forme : « Vous avez ruiné ce dont mon bien-être dépend, vous saviez que d'autres personnes viendraient plus tard et souffriraient des choix que vous avez faits. » (Fitzpatrick 2007, p.380). Les deux formes sont bonnes, car les deux présupposent que les « fautifs » avaient le choix et connaissaient les conséquences de leurs décisions. La souffrance existe de manière objective, car on peut comparer une existence privée de certains éléments et une autre où ces éléments sont disponibles.

Nous pouvons donc nuire aux gens de l'avenir non pas en empirant leur situation éventuelle, mais en choisissant de les faire souffrir consciemment. Nous avons conscience des conséquences que nos choix provoqueront, ou l'État devrait en avoir conscience. Nous avons aussi le choix, car des solutions existent. Par contre, ce choix est difficile à faire pour plusieurs raisons. La principale est qu'il doit être fait globalement, et qu'il n'est pas évident de convaincre l'Humanité entière. Cela ne change pas le fait que nous avons le choix. Nous devons faire ce choix puisque nous sommes responsables des souffrances que l'on inflige aux

autres par le simple fait que l'on sait que leurs conditions de naissance dépendent de nos choix de vie.

## CONCLUSION

Nous avons établi d'emblée que la génération actuelle dégradait l'environnement et que cela allait nuire aux générations futures. Puis nous avons souligné qu'il existait des solutions à ce problème. Cependant, nous avons soutenu que pour implanter ces solutions, la génération actuelle devait modifier significativement le modèle économique en place. Nous avons vu qu'elle devait le faire pour respecter les intérêts fondamentaux des générations futures, mais cela ne serait pas suffisant pour la motiver à effectuer de tels changements. Nous avons alors émis l'hypothèse qu'un modèle économique moins dévastateur apporterait des « gains » à certains membres de la génération actuelle, notamment en faisant preuve de plus d'efficacité et en poussant les gens à coopérer de manière plus active. Par contre, nous avons suggéré que cette motivation n'était pas très forte dans la société actuelle et qu'en conséquence il serait surprenant qu'une majorité adopte les solutions prescrites. Nous avons aussi soulevé le problème d'action collective qui nuit à la capacité de la génération actuelle de modifier son mode de vie. Nous avons alors proposé d'utiliser le pouvoir de contrainte de l'État afin que s'installe un climat de certitude que tous agiront afin que chacun adopte les changements prescrits. Nous avons notamment proposé l'implantation de certaines mesures coercitives et facilitatrices dont l'objectif global serait de mettre sur pied un mode de vie plus soutenable.

Nous avons ensuite analysé deux avenues possibles pour implanter de telles mesures: la représentation politique et la représentation juridique des générations futures. Nous avons vu que la première pouvait être fort utile à imposer la tenue de délibérations sur le sort des citoyens du futur, mais qu'elle s'avérerait insuffisante, car trop dépendante du pouvoir majoritaire. Nous avons vu que son pouvoir se limitait essentiellement à imposer des délais, la plupart du temps sous la forme de vétos suspensifs. Bien qu'il serait fort souhaitable et utile d'implanter la représentation politique des générations futures, nous avons vu que c'était la représentation juridique qui demeurerait essentielle pour implanter les solutions impopulaires.



Son avantage indéniable est qu'elle n'est pas soumise aux préférences des majorités, mais plutôt à la volonté des cours de justice d'interpréter en ce sens la loi fondamentale. Nous avons vu que les juges ne sont pas immunisés du problème de motivation.

Par ailleurs, la représentation juridique dépend aussi de la reconnaissance de droits justiciables aux générations futures, et cette reconnaissance de tels droits est aussi conditionnelle à certains facteurs. Nous avons analysé à ce sujet les approches par la volonté et par l'intérêt. Nous avons vu que pour se qualifier comme sujets de droit sous notre approche par les intérêts « bonifiée », les droits des générations futures devaient servir à protéger des intérêts fondamentaux réellement menacés. Nous avons aussi souligné que leur usage devait être nécessaire, viable moralement et possible économiquement. Une fois que nous avons démontré en quoi les droits des générations futures répondaient à ces critères, nous avons résolu les trois problèmes de la non-existence : la non-existence des sujets de droit, la non-existence des nuisances, et la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit.

Pour répondre à ces difficultés, nous avons d'abord établi la quasi-certitude que les générations futures existeront plus tard. Nous avons ensuite affirmé que ces humains au potentiel quasi certain auront des intérêts fondamentaux et donc des droits, et qu'il était légitime de défendre aujourd'hui ces droits conditionnels à ces futures existences. Nous avons alors réglé le problème de la non-existence des sujets de droit. Puis nous avons proposé le concept de *risques déraisonnables* pour montrer que nous ne pouvions attendre que les conséquences des risques s'avèrent pour faire cesser aujourd'hui les causes de ces futures nuisances. Cela réglait le problème de la non-existence des nuisances. Finalement, nous avons affirmé que la dégradation environnementale n'avait pas à empirer le sort de personnes en particulier pour être considérée comme une nuisance, car certaines conséquences sont nuisibles *objectivement*, peu importe si la personne touchée n'était pas venue au monde sans l'existence de cette nuisance. Nous avons donc réglé le problème de la non-existence des nuisances *pour* les sujets de droit en utilisant le concept de *nuisances objectives*. Nous croyons qu'en établissant et en acceptant ces concepts il est théoriquement possible de défendre les intérêts des générations futures dans la sphère juridique.

Or, le principal objectif de la présente réflexion n'est certainement pas de convaincre directement des juges d'étendre la protection des chartes de droits aux citoyens du futur, ni

d'en arriver automatiquement à développer des mesures contraignantes. Nous voulons simplement démontrer que cette idée est aussi défendable qu'idéaliste. Or cet idéalisme ne tient qu'au fait qu'elle renferme le germe de changements socio-économiques majeurs. Si sa réalisation totale n'est pas possible aujourd'hui, elle peut néanmoins faire du chemin dans l'esprit des gens.

Cette réflexion propose d'utiliser un concept doté d'une force symbolique importante: le langage des droits. Si les conclusions que nous avons établies ici permettaient par exemple de rendre acceptable et compréhensible l'utilisation du concept des droits pour les générations futures, alors la simple évocation de la légitimité de ces droits pourrait devenir un véhicule de changement. En effet, le fait d'ouvrir dans l'opinion publique un discours qui justifie que les générations futures devraient des droits pourrait servir de déclic à certains membres de la génération actuelle. Nous pouvons alors souhaiter que la rhétorique ici développée soit réutilisée, mieux formulée et même mieux développée pour que la cause des générations futures trouve de nouveaux appuis auprès de la population. Un tel appui serait d'ailleurs nécessaire pour apporter la cause devant le pouvoir juridique. Les concepts pourraient donc sensibiliser une partie de la population, pour éventuellement convaincre des juges. Ces derniers pourraient même utiliser ces éléments pour justifier leurs interventions dans les affaires législatives de l'État. Finalement, ce serait au tour des politiciens de rendre publics ces concepts afin de sensibiliser, d'encadrer ou même de réprimander le reste de la population. Les outils ressassés et développés ici pourraient donc leur faciliter grandement la tâche, car ils aideraient à rendre acceptables des politiques au sein de la population. Kerri Woods souligne ce fait en disant que le langage des droits est une méthode efficace de sensibilisation:

[...] the idea of environmental protection and its importance are arguably strengthened, made more credible, more easily understandable and are authoritatively embedded in the legal and political fabric if some form of environmental human rights is recognised. (Woods 2006 p. 580)

Selon elle, le simple fait de reconnaître des droits donnerait au discours environnemental une crédibilité qui ferait augmenter le taux de sensibilisation de la population, et ce, sans même avoir à utiliser des mesures contraignantes. Le discours sur les droits fournirait en quelque sorte un « déclic » moral à la population qui recevrait déjà le

message que le sort des générations futures est pris au sérieux. Par contre, si le discours sur les droits des générations futures peut fournir un déclic moral nécessaire, il devra toujours être accompagné du discours sur le gain afin que le mode économique se modifie réellement. Les deux fonctionneraient par interdépendance : le discours sur les droits des générations futures et les contraintes qu'il implique serait plus facile à accepter et à comprendre s'il proposait aussi une certaine compensation pour la génération actuelle. Les « gains », quant à eux, ne peuvent pas s'implanter d'eux-mêmes : il leur faut des mesures contraignantes. Ces mesures peuvent être mal perçues au début par les citoyens, mais une fois que les « gains » deviennent évidents, elles ont plus de chances d'être acceptées. Les mesures contraignantes et les « gains » fonctionnent donc en interdépendance l'un et l'autre comme s'ils faisaient partie d'une mécanique de petits pas. Chaque petit pas effectué par une des deux jambes (mesures contraignantes et « gains » étant les jambes) dépend du poids porté par l'autre jambe. Ce n'est que dans cette interdépendance qu'il est possible de faire avancer le corps. Par contre, si nous voulons pousser la métaphore quelque peu, nous dirons qu'il faut toujours commencer la promenade du bon pied, et que ce pied ne peut qu'être celui des mesures contraignantes. Nous devons donc impérativement commencer par réussir à implanter des lois, et c'est pourquoi nous devons mettre sur pied la représentation juridique et la reconnaissance des droits pour les générations futures. Notre corps social est ainsi fait : ce n'est qu'en se forçant qu'on se lève, et il est impératif de se lever du bon pied.

Par contre, les lois ne constituent pas une solution magique : elles peuvent être difficiles à implanter une fois votées, et dispendieuses et compliquées à faire respecter une fois implantées. L'idéal serait évidemment de ne pas avoir besoin de la contrainte légale. Personne ne veut absolument être contraint davantage par la loi. Tout le monde rêve d'un monde idéal où les obligations ne viendraient pas du « bras armé de l'état », mais de la « douce main agile de la sagesse ». Or l'idéologie dominante, du moins dans les hautes sphères du pouvoir, est plutôt celle du marché régulé par la « main invisible ». Cette idéologie nous porte à croire, par exemple, que l'augmentation drastique du prix du pétrole nous poussera à développer et utiliser des transports alternatifs comme le covoiturage et les transports en commun, mais aussi de réviser la plupart de nos habitudes de consommation, puisque le prix de tous les produits dépend en partie du prix des ressources énergétiques. Nous savons que ce scénario arrivera sûrement un jour, mais nous ne savons pas vraiment



quand, et nous ne savons pas quelles seront toutes les conséquences. Peut-être que le jour où la « main invisible » aura raison de la civilisation du pétrole et de la surconsommation, les écosystèmes ne seront pas trop endommagés. Cependant, nous savons que plus tardivement ce jour arrivera, plus importantes seront les pertes. La crise écologique risque d'appauvrir la planète à un niveau si peu élevé de biodiversité que la nature sauvage sera quasiment inexistante, qu'il y aura de plus en plus de surfaces terrestres et aquatiques polluées, de moins en moins d'habitats et d'espèces naturels, de plus en plus de catastrophes climatiques, etc. Le temps est limité. L'urgence de la situation et le caractère irréversible du problème ne permettent pas qu'on laisse le marché dicter l'agenda de l'évolution des comportements. Il est urgent d'agir. Il faudrait donc que nous puissions aujourd'hui réagir de la même manière que nous réagirions si des contraintes économiques existaient. Nous devons donc réussir à créer aujourd'hui des contraintes politiques qui auraient les mêmes effets que les contraintes imposées par la « main invisible ».



## BIBLIOGRAPHIE

- Afp, Dpa, 2008. « Carry on Lighting up: Smoking Ban not Enforced in Parts of Germany »  
*Spiegel Online international*, 2 juillet 2008,  
<http://www.spiegel.de/international/germany/0,1518,563424,00.html>
- Attfield, R. 2007. « Beyond the Earth Charter: Taking Possible People Seriously ». *Environmental Ethics*, vol. 29, p.359-367.
- Beckman, L., et Page, E.A., 2008. « Perspectives on justice, democracy and global climate change ». *Environmental Politics*, vol.17, p. 527-535.
- Beckman, L. 2008. « Do global climate change and the interest of future generations have implications for democracy? ». *Environmental Politics*, vol. 17, no.4, p. 610-624.
- Beckerman, W., et Pasek J. 2001. *Justice, Posterity and the Environment*. Oxford : Oxford University Press.
- Beekman, V. 2004. « Sustainable development and future generations ». *Journal of Agriculture and Environmental Ethics*, vol. 17, p.3-22.
- Bell, D. 2004. « Environmental Justice and Rawls' Difference Principle », *Environmental Ethics*, vol. 26, p. 287-306
- Bindé, J. 2000. « Toward an Ethics of the Future », *Public Culture*, vol.12, p. 51-72.
- Birnbacher, D. 2009. « What motivates us to care for the distant future? ». In *Intergenerational Justice*, sous la dir. de A. Gosseries et L. Meyer, p.273-300. Oxford : Oxford University Press.
- Blackstone, W.T. (dir. publ.). 1974. *Philosophy and environmental crisis*, Athens, (GA): University of Georgia Press.
- Britton, J. 2005. *Going smoke-free*, Londres : Royal College of Physicians.
- Brown Weiss, E. 1993. *Justice pour les générations futures*, Paris : UNESCO.

- Brundtland, G. (dir. publ.). 1987. *Our Common Future : The World Commission on Environment and Development*, Oxford : Oxford University Press.
- Caney, S. 2006. «Cosmopolitan justice, rights and climate global change», *Canadian journal of law and jurisprudence*, vol. 19, no.2, p. 255-278.
- Caney, S. 2008 «Human rights, climate change, and discounting», *Environmental Politics*, vol. 17, no.4, p.536-555.
- Cardinal, F. 2007. *Le mythe du Québec vert*, Montréal : Voix parallèles.
- Cerutti, F. 2008. « Le réchauffement de la planète et les générations futures », *Pouvoirs*, vol. 127, p. 107-122.
- Clift, P., et K. Bice. 2002. « Baked Alaska », *Nature*, vol. 419, p.129-130.
- Cruft, R. 2004. «Beyond interest theory and will theory?», *Law and philosophy*, vol. 23, p.347-397.
- Davidson, M.D. 2008. « Wrongful harm to future generations: the case of climate change », *Environmental Values*, vol.17, p.471-488.
- Deglise, F. 2011. *L'Islande écrit sa nouvelle constitution en mode participatif*, Le Devoir, 6/07/2011
- De-Lisle, S. 2006. *La journée de l'écocitoyen*, Bordeaux : Éditions du sud-ouest.
- Denhez, F. 2005. *Atlas de la menace climatique*, Paris : Autrement.
- De-Shalit, A. 1992. « Community and the right of future generations :a reply to Robert Elliot», *Journal of applied philosophy*, vol. 9, no. 1, p.105-115.
- De-Shalit, A. 1995. *Why posterity matters: environmental policies and future generations*, New York : Routledge.
- Des Jardins, J.R., 1997. *Environmental ethics: An introduction to environmental philosophy*, Windsor : Waldsworth.
- Diop, S., et Rekacewicz, P. 2003. *Atlas mondial de l'eau*, Paris : Autrement.
- Dobson, A. (dir. publ.). 1999. *Fairness and futurity : essays on environmental sustainability and social justice*, Oxford : Oxford University Press.
- Dobson, A. 1996. *Representative Democracy and the Environment*. In *Democracy and the Environment*. Sous la dir. de Meadowcroft J. et Lafferty W. p.124-139. Cheltenham:

Elgar.

Dworkin, R. 1977. *Taking Rights seriously*, Londres : Duckworth

Dworkin, R. 1981a. « What is Equality? Part 1: Equality of Welfare», *Philosophy and Public Affairs*, vol. 10, No. 3, p.185-246.

Dworkin, R. 1981b. « What is Equality? Part 2: Equality of Resources» *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 10, No. 4, p.283-345.

Dworkin, R. 1985a. *A matter of principle*, Oxford : Oxford University Press.

Dworkin, R. 1985b « Rights as trumps », in Waldron, J. 1985. p.153-167.

Ekeli, K.S. 2004. «Environmental risks, uncertainty and intergenerational ethics» *Environmental Values*, vol.13, p.412-448.

Ekeli, K.S. 2005. « Giving a voice to posterity: Deliberative democracy and representation of future people», *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol.18, p.429-450.

Ekeli, K.S. 2006. «The principle of liberty and legal representation of posterity», *Res Publica*, vol.12, p.385-409.

Ekeli, K.S. 2009. « Constitutional experiments: representing future generations through submajority rules» *Journal of Political Philosophy*, vol.17, no.4, p.440-461.

Elliot, R. 1989. «The rights of future people», *Journal of Applied Philosophy*, vol.6, p.159-169.

Evin, C. (dir. publ.) 2006. *Rapport de la mission d'information sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics*, Paris : Assemblée Nationale.

Feinberg, J. 1974 «The rights of animals and unborn generations» in Blackstone W.T. 1974 p.43-68.

FitzPatrick, W.J. 2007 « Climate Change and the Rights of Future Generations: Social Justice Beyond Mutual Advantage», *Environmental Ethics*, vol.29, p.369-388.

Gardiner, S.M. 2006 « A Core Precautionary Principle » *Journal of Political Philosophy*, vol. 14, No 1, p.33-60

Gardiner, S.M., S. Caney, D. Jamieson, et H. Shue. (dir. publ.). 2010 *Climate Ethics: Essentials readings*, New York : Oxford University Press.

Giagnocavo, C. et H. Goldstein. 1989. « Law reform or world re-form: the problem of environmental rights», *McGill Law Journal*, vol. 35, p. 345-386.

- Goeminne, G. et E. Paredis. 2010. « The concept of ecological debt: some steps towards an enriched sustainability paradigm », *Environnement, Development and Sustainability*, vol.12, p.691-712.
- Goodin, R. 1996. « Enfranchising the earth, and its alternatives ». *Political Studies*, vol.44, p.835-849.
- Gosseries, A. 2004. *Penser la justice entre les générations; de l'affaire Perruche à la réforme des retraites*, Paris : Alto Aubier.
- Gosseries, A. 2006. « Égalitarisme cosmopolite et effet de serre. » *Les séminaires de l'IDDRI*, no.14, iddri.org.
- Gosseries, A. 2008a. « On future generations' future rights », *Journal of Political Philosophy*, vol.16, p.446-474.
- Gosseries, A. 2008b. « Constitutions and Future Generations », *The Good Society*, vol.172, p.32-37.
- Gosseries A. et L. Meyer (dir. publ.) 2009. *Intergenerational Justice*, Oxford : Oxford University Press.
- Gosseries, A. 2010. « Une métaphore de la justice inter-générationnelle », *Regards croisés sur l'économie*, No.7, p.193-202.
- Goodland R. et J. Anhang. 2009. *Livestock and Climate Change* , World Watch Institute : worldwatch.org.
- Hails, C. (dir. publ.). 2006. *Planète vivante*, WWF.
- Hanser, M. 1990. « Harming future people », *Philosophy and Public Affairs*, vol.19, no.1, p.47-70.
- Harris, P.G. et J. Symons. 2010. « Justice in adaptation to climate change: cosmopolitan implications for international institutions », *Environmental Politics*, vol. 19 no. 4, p.617-636.
- Hart, H.L.A. 1955. « Are there any natural rights? » *The philosophical review*, vol. 64, No.2, p. 175-191.
- Hart, H.L.A. 1982. *Essays on Bentham*, Oxford :Oxford University Press.
- Hayward, T. 2006. «Global justice and the distribution of natural resources», *Political Studies*, vol. 54, p.349-369.



- Hayward, T. 2007. « Human rights versus emissions rights: climate justice and the equitable distribution of ecological space », *Ethics & International Affairs*, vol. 21, no.4, p.431-450.
- Heath Wellman, C. 2005. «Feinberg two concepts of rights», *Legal Theory*, vol. 11, p.213-226.
- Heyward, C. 2008. « Can the all-affected principle include future persons? Green deliberative democracy and the non-identity problem. » *Environmental Politics*, vol.17, no.4, 625-643.
- Hiskes R. P. 2009. *The human right to a green future : environmental rights and intergenerational justice*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Illich, I. 1973, *Énergie et équité*, Paris : Seuil.
- Jagers, S.C. et G. Duus-Otterström. 2008. « Dual climate change responsibility: on moral divergences between mitigation and adaptation », *Environmental Politics*, vol.17, no.4, p.576-591.
- Javor, B. 2001. *Rights of future generations*. Budapest :Vedegylet.
- Javor, B. 2006. *Institutional protection of succeeding generations --Ombudsman for future generations in Hungary*, Voir Tremmel J.C. (dir. publ.). 2006 p. 282-298.
- Kairouz, S., A. Montreuil, et B. Lasnier. 2010. *Habitudes tabagiques des fumeurs québécois après l'interdiction de fumer visant certains lieux publics*. Institut National de Santé Publique du Québec : inspq.qc.ca
- Kaufman, A. (dir. publ.). 2006. *Capabilities equality: Basic issues and problems*. New York : Routledge.
- Lamont, W.D. 1946. *Principle of moral judgment*. Oxford : Clarendon Press.
- Leakey, R. et R. Lewin. 1998. *The sixth extinction: biodiversity and its survival*, New Haven : Phoenix.
- Leopold, A. 1949, *A sand country almanac and sketches here and there*, New York : Oxford University Press.
- Lyons, D. 1970 «The Correlativity of Rights and Duties», *Noûs*, vol. 4, p.45-55.
- Malnes, R. 2008. «Climate science and the way we ought to think about danger», *Environmental Politics*, vol.17, no.4, p.660-672.

- Maltais, A. 2008. «Global warming and the cosmopolitan conception of justice», *Environmental Politics*, vol.17, no.4, p.592-609.
- Manson, N.A. 2002. «Formulating the precautionary principle», *Environmental Ethics*, vol.24, p.263-274.
- McCloskey, H. J. 1965. « Rights », *The philosophical quarterly*, vol. 15, no. 59, p. 115-127.
- Meyer, L.H., S.L. Paulson et T.W. Pogge. (dir. publ.) 2003. *Rights, culture, and the law* Oxford : Oxford University Press.
- Mill, J.S. 1990. *De la liberté*, Paris : Gallimard.
- Morissette, C. 2009. *Deux roues, un avenir*, Montréal : Écosociété.
- Nickel, J. 1987. *Making Sense of Human Rights: Philosophical Reflections on the Universal Declaration of Human Rights*. Berkeley : University of California Press.
- Nickel, J. 1993a. « The human right to a safe environment: philosophical perspectives on its scope and justification », *Yale Journal of International Law*, vol. 18, p.281-296.
- Nickel, J. 1993b. «How human rights generate duties to protect and provide», *Human Rights Quarterly*, vol.15, p.77-86.
- Norton, B.G. 1986. « Conservation and Preservation: A Conceptual Rehabilitation », *Environmental Ethics*, vol. 8, p.195-220.
- Norton, B.G. 1989. « Intergenerational equity and environmental decisions: a model using Rawls' veil of ignorance », *Ecological Economics*, vol. 1, p.137-159.
- O'Dowd A. 2005. « Smoking ban in public places also cuts smoking at home » *British Medical Journal* vol.3317509, p.129.
- O'Neill, J., I. Bateman et K. Turner.(dir. publ.). 2001. *Environmental ethics and philosophy*. Cheltenham : Edward Elgar.
- O'Neill, J. 2001. « Representing people, representing nature, representing the world ». *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 19, p.483-500.
- Pachauri, R.K. (dir. publ.) 2007. *Changements Climatiques 2007: Rapport de Synthèse*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : ipcc.ch.
- Page, E. 1999. «Intergenerational justice and climate change», *Political Studies*, vol. 47, p.53-66.

- Page, E.A. 2007a. « Intergenerational justice of what: welfare, ressources or capabilities? », *Environmental Politics*, vol. 16, no. 3, p. 453-469.
- Page, E.A. 2007b. « Fairness on the day after tomorrow: justice, reciprocity and global climate change. », *Political Studies*, vol. 55, p.225-242.
- Page, E.A. 2008. «Distributing the burdens of climate change», *Environmental Politics*, vol. 17, no.4, p.556-575.
- Parfit, D. 1983. *Reasons and persons*, Oxford : Clarendon Press.
- Parfit, D. 2010. «Energy policy and the further future» in Gardiner et al. p.112-121.
- Partridge, E. 1980. *Responsibilities to future generations*, Buffalo : Prometheus Books.
- Passmore, J. 1980. *Man's responsibility for nature. Ecological problems and western traditions*, Londres : Duckworth.
- Pecher, I.A. 2002. « Gas hydrates on the brink », *Nature*, vol. 420, p.622-623.
- Péladan, J.-G. 2009. *Sur quelle planète vont grandir mes enfants?* Nice : Ovidia
- Ponthiere, G. 2009. « The ecological footprint : an exhibit at an intergenerational trial? » *Environment, Development and Sustainability*, vol. 11, no.4, p.677-694.
- Press Association, « Public smoking ban would save £4bn a year », *The Guardian*, 12/ 07/ 2005.
- Rawls, J. 2001. *Libéralisme Politique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Rees, W.E. 2002. « Globalization and sustainability : conflict or convergence? », *Bulletin of Science, Technology & Society*, vol. 22, no.4, p. 249-268.
- Reeves, H. 2005. *Mal de Terre*. Paris : Seuil.
- Saquet, A.-M. 2002. *Atlas mondial du développement durable*, Paris : Autrement.
- Shoham S., Lamay, N. 2006 *Commission for future generations in the Knesset: lessons learnt*. Voir Tremmel J.C. 2006 p. 244-281.
- Shue, H. 2011. *Human Rights, Climate Change, and the Trillionth Ton*. University College London : ucl.ac.uk.
- Shue, H. 2010. «Deadly Delays, Saving Opportunities» in Gardiner et al. p.146-162

- Sikora, P. et B. Barry. (dir. publ.). 1978. *Obligations to Future Generations*. Philadelphie : Temple University Press.
- Slovic, P. 2010. *The feeling of risk: new perspectives on risk perception*. Londres : Earthscan.
- Slovic, P. 2002. *Perception of risk posed by extreme events*. Simon Fraser University : sfu.ca.
- Smith, M. 2006. « Environmental risks and ethical responsibilities: Arendt, Beck, and the politics of acting into nature », *Environmental Ethics*, vol.28, p.227-246.
- Solyom, L. 2000. *The rights of future generations, and representing them in the present*. Voir Javor, B. 2000 p. 35-45.
- Stein, T. 1998. « Does the constitutional and democratic system work? The ecological crisis as a challenge to the political order of constitutional democracy », *Constellations*, vol. 4, p.420-449.
- Sreenivasan, G. 2005. «A hybrid theory of claim-rights», *Oxford Journal of Legal Studies*, vol. 25, No.2, p.257-274.
- Sreenivasan, G. 2010. « Duties and their direction » *Ethics*, vol. 120, no. 3, p. 465-494.
- Tanguay, F. et J. Desjardins. 2009. *Manifestement vert*. Montréal : Trécarré.
- Thompson, D. 2010. « Representing future generations: political presentism and democratic trusteeship », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, vol.13, no.1, p.17-37.
- Thompson, J. 2009. *Intergenerational justice – Rights and responsibilities in an intergenerational polity*. New York : Routledge.
- Tonn, B. et M. Hogan. 2006. « The House of Lords: Guardians of future generations » *Futures*, vol. 38, p.115-119.
- Toqueville, A. 1961. *De la démocratie en Amérique*. Paris : Gallimard.
- Tremmel, J.C. (dir. publ.). 2006. *Handbook of intergenerational justice*. Cheltenham : Edward Elgar.
- Tremmel, J. G. 2009. *A theory of intergenerational justice*. Londres : Earthscan.
- VanDeVeer D. t C. Pierce (dir. publ.). 2003. *The Environmental ethics & policy book 3e ed.* Belmont : Wadsworth Thomson.
- Van Parijs, P. 1998. «The Disfranchisement of the Elderly, and Other Attempts to Secure

- Intergenerational Justice», *Philosophy and Public Affairs*, vol. 27, p. 292-333.
- Vaughan c. Mental Health Centre Penetanguishene Cour supérieur de l'Ontario 252 /03 2003
- Visser't Hooft, H. Ph. 1999. *Justice to future generations and the environment*. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers.
- Vogel, S. 2002. «Environmental Philosophy after the End of Nature» *Environmental Ethics*, vol.24, p.23-39.
- Wackernagel, M. et W. Rees. 1999. *Notre empreinte écologique : comment réduire les conséquences de l'activité humaine sur la terre*. Montréal : Écosociété.
- Waldron, J. 1979. «Enough and as good left for others», *The philosophical quarterly*, vol. 29, no.117, p.319-328.
- Waldron, J. 1985. *Theories of rights*. Oxford :Oxford University Press.
- Waridel, L. 2011 *L'envers de l'assiette*. Montréal: Écosociété
- Wellman, C. 1975. « Upholding legal rights », *Ethics*, vol.86, no.1, p.49-60.
- Wenar, L. 2003. « The Nature of Rights » *Philosophy & Public Affairs*, vol. 33, no. 3, p. 223-252.
- Weston, B.H. 2008. « Climate change and intergenerational justice : foundational reflections», *Vermont Journal of Environmental Law*, vol. 9 no.3, p.1-50.
- Wilson, E.O. 2007 *Sauvons la biodiversité*, Dunod, Paris.
- Wolde-Giorghis, H. 1996. *Les droits des non-fumeurs et des fumeurs et la charte des droits et libertés de la personne*. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec : Cat. 2.111.2.7.
- Wood, P.M. 2004. «Intergenerational Justice and Curtailments on the Discretionary Powers of Governments,» *Environmental Ethics*, vol 26, p.411-428.
- Wood, P. et L. Waterman. 2008. « Sustainability impeded: Ultra vires environmental issues», *Environmental Ethics*, vol. 30,p.159-174.
- Woods, K. 2008. «What does the language of human rights bring to campaigns for environmental justice», *Environmental Politics*, vol. 15, no.4, p.572-591.